

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
CAISSES DE SECOURS
ET DE RETRAITES
DES OUVRIERS MINEURS

(LOI DU 29 JUIN 1894)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Samedi 2 Juin 1900 à 10 heures du matin.

PAR

Georges RETAIL

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants : { MM. SAUZET, professeur.
GIDE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
CAISSES DE SECOURS
ET DE RETRAITES
DES OUVRIERS MINEURS

(LOI DU 29 JUIN 1894)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

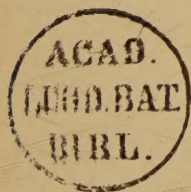
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Samedi 2 Juin 1900 à 10 heures du matin.

PAR

Georges RETAIL

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques



Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants : { MM. SAUZET, professeur.
 GIDE, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE** et **FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1900

BIBLIOGRAPHIE

Industrie minière.

- Gruner.** — Atlas du Comité central des houillères de France, 1893.
— Statistique de l'Industrie Minérale (ministère des travaux publics)
1898.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Situation des caisses de secours et de retraites avant 1894.

- Salomon.** — Les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, 1878.
Vuillemin. — Opuscules, 1883-1886.
Cheysson. — Rapport sur les institutions patronales, 1889.
Gibon. — Les accidents du travail dans l'industrie, 1890.
— Etude au Congrès des Sociétés savantes, 1895.
Marsaut. — La Compagnie houillère de Bessèges, 1895.
Enquête de l'Office du Travail sur les Associations professionnelles,
1896.
Rapports parlementaires, 1879-1894.
Dépositions des exploitants et des ouvriers, 1886 et 1894.
Thèse Widmer.

CHAPITRE II

Statistiques des Caisses en 1899 et en 1892.

- Statistique de l'industrie minière, 1884.
Rapport Keller, 1884.

Bulletin de l'Office du Travail, 1897.

Thèse Widmer.

Rapports parlementaires.

CHAPITRE III

Caisses de secours et de retraites à l'étranger.

Allemagne. — Etude sur le district de Freiberg. Réforme sociale, 1881.

— Rapport Ichon sur les mines de Prusse, 1885 (Annales des Mines).

— **Bellom.** — Lois d'assurance ouvrière à l'étranger.

— **Gruner.** — Guide pour les assurances ouvrières en Allemagne.

— Rapport Mazon, 1885.

— **Fèvre.** — Le bassin de la Ruhr. — Réforme sociale, 1888.

— Bulletin du Comité permanent des accidents, 1896 et 1897.

Autriche. — **Bellom.** — Etudes sur les caisses des ouvriers mineurs.

Belgique. — **Schœnfeld.** — Les caisses de prévoyance des mineurs.

Harzé. — Rapport sur les caisses. Enquête de 1886.

De Marcilly. — Communication à la Société d'Economie sociale, 1897.

Gruner. — Atlas des houillères.

Annales des Mines belges, 1899.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Préparation. Vote et Commentaire de la loi de 1894.

Rapports et discussions parlementaires, 1885-1894.

Dépositions des ouvriers devant la commission parlementaire 1886
1894.

Congrès d'ouvriers mineurs, régionaux, nationaux et internationaux
1883-1896.

Dispositions des exploitants devant la commission parlementaire,
1886 et 1894.

Notes des exploitants, 1883 et 1885.

Delecroix. Revue de Législation des Mines, 1885.

Loi du 29 juin 1894.

CHAPITRE II

Application de la loi.

Statistique de l'industrie minérale, 1896, 1897, 1898.

Rapport des ingénieurs des mines aux Conseils généraux, 1899.

CHAPITRE III

Conclusion.

Loi de 1810.

Décret de 1813.

Loi de 1838.

Rapports et discussions parlementaires.

Thèse Widmer.

INTRODUCTION

L'industrie minière en France

L'industrie des mines est de toutes les industries, une des plus importantes. Dans chaque pays producteur, l'accroissement de la richesse publique a toujours accompagné le développement des mines. L'importance de celles-ci a attiré, de bonne heure, l'attention du législateur. Dans la science économique, l'industrie minière occupe également l'attention, à deux points de vue : comme agent de production, puis comme industrie posant les problèmes du travail.

L'influence de la consommation houillère sur les fabrications manufacturières, sur l'agriculture et sur le développement et le bien-être des populations est hors de conteste. Chacun sait que la découverte et l'extension de la houille ont déterminé une révolution d'ordre économique en substituant à la production coûteuse et limitée du fer au bois, la production moins chère et plus puissante, du fer à la houille. Chaque bassin houiller possède un certain nombre de hauts fourneaux et de forges dont la prospérité est inséparable d'une extraction minière

abondante et à bon marché. Le bassin de Saône-et-Loire produit le Creusot ; celui de la Loire crée les grandes usines métallurgiques de Saint-Chamond. Dans l'Allier, les exploitations houillères de Commentry et Decize créent les hauts fourneaux et forges de Commentry Montluçon et Fourchambault. Le bassin de l'Aveyron a fondé Decazeville et Aubin ; celui du Gard, Alais et Bes-sèges ; celui du Nord, Anzin et Denain. Ces usines métallurgiques se sont établies autour des centres houillers, pour obtenir une production à bas prix.

L'industrie des mines est également solidaire des industries de transport par voies ferrées et navigables. Les premiers chemins de fer ont été construits en vue du transport des houilles, de Saint-Etienne à Lyon. Ces deux industries ont un intérêt commun à se développer ; les mines pour s'assurer un transport rapide et peu coûteux ; les industries de transport pour s'assurer du tonnage.

Enfin l'agriculture profite de la machine agricole alimentée par un combustible à bas prix.

D'autre part, cette industrie emploie un grand nombre d'ouvriers : la condition de ceux-ci est corrélative de l'état de l'industrie. Pas une question intéressant le mineur qui ne se répercute sur l'exploitation minière. Aussi, on ne peut étudier sans intérêt le problème des caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. L'étude en est très attrayante et très instructive, à raison de son double caractère économique. Agent de production, source de vie manufacturière, commerciale et agricole, l'industrie des mines est encore une condition de vie matérielle pour un groupe d'hommes.

Comment sont réparties les richesses houillères de la France. — Les richesses houillères peuvent être réparties en trois groupes, très distincts par leur position et par leurs tendances commerciales : le Nord, le Centre et le Midi. Le groupe du centre a été pendant de longues années, tenu pour le plus important, tant par sa production élevée que par la qualité exceptionnelle des houilles produites. Il comprend les mines de la Loire, de la Saône-et-Loire, de l'Allier, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme et quelques autres, tous situés sur le versant nord des montagnes de la France centrale, c'est-à-dire déversant leurs produits sur la Loire, où ils rencontrent les charbons anglais à Tours, Angers et Nantes ; sur les canaux du Centre, de Bourgogne, de la Loire, de Briare et du Loing, par lequel ils entrent en Seine et arrivent à Paris ; sur la Saône et le canal du Rhône au Rhin, par lequel ils luttent sur le marché de Mulhouse avec les importations prussiennes ; enfin sur la Saône et le Rhône par lequel ils descendent sur les marchés du Midi. Les bassins les plus importants du groupe du Centre sont ceux de la Loire subdivisés en groupe de Saint-Etienne et groupe de Rive-de-Gier ; puis ceux de Saône-et-Loire, avec Blanzy et le Creusot. Le développement de cette dernière région houillère a été favorisé par le développement du canal du Centre, qui traverse le bassin dans toute sa longueur et qui est utilisé pour le transport de la moitié au moins de la production.

Le groupe du Midi a pour éléments principaux les bassins de l'Aveyron, de Carmaux, de Graissessac (Hérault) et du Gard. Les deux premiers dirigent leurs produits

vers Bordeaux, les deux autres vers Marseille. Tous les quatre ont à lutter contre la concurrence anglaise.

Enfin le groupe du Nord comprend les bassins houillers du Nord, et du Pas-de-Calais. Les découvertes successives depuis 1720, à Fresnes, Anzin, Aniche ont montré qu'il existait un immense bassin dans toute une partie de l'Europe dont le Nord et le Pas-de-Calais n'étaient qu'une portion restreinte. Les couches houillères partent de Prusse, à l'est de Dortmund, s'étendent vers Bochum et Essen, franchissent le Rhin vers Ruhrort, se poursuivent vers Aix-la-Chapelle, traversent la Belgique, de Liège par Charleroi jusqu'à Mons, coupent les départements du Nord et du Pas-de-Calais, passent par Douai et Béthune jusqu'à Fléchinelles, puis se retrouvent, au-delà de la Manche vers Douvres, pour se continuer au travers des comtés de Kent, Surrey, et se relier aux grandes masses houillères connues du Gloucestershire, du Somersetshire et du Pays de Galles.

De 1734 à 1846, la production n'est pas active. En 1850, la production existe à peine dans le Pas-de-Calais : le Nord ne produit environ que 1 million de tonnes. En 1860, l'ensemble donne 2.185.000 tonnes : 1870, 4.313.000 : 1890, 8.525.000 : 1891, 13.592.543 : 1892, 14.698.477 : 1898, la production est de 5.698.491 pour le Nord, de 13.582.042 et pour le bassin entier 19.280.533 tonnes.

Chiffres statistiques. — En 1898, l'industrie minérale de la France a produit 32.356.000 tonnes, d'une valeur de 363.153.000 francs. Les combustibles minéraux ont été exploités dans 38 départements, parmi lesquels 6 ont

produit chacun plus d'un million de tonnes ; en tout près d'un million, et dix des quantités supérieures à 100.000 tonnes. Le Nord et le Pas-de-Calais réunis ont fourni 59, 6 0/0 de la production totale. En chiffres ronds, voici la production en houille de quelques groupes géographiques de bassins : Nord et Pas-de-Calais, 19.287.000 tonnes ; Loire, 3.912.000 ; Gard, 1.974.000 ; Tarn et Aveyron, 1.781.000 ; Hérault, 211.000.

Sur le carreau des mines, la valeur moyenne des combustibles minéraux est, pour l'ensemble des bassins, de 11 fr. 22 par tonne ; et sur les lieux de consommation, 19 fr. 86.

Les importations étrangères s'élèvent à 11.913.000 tonnes réparties entre 5.486.000 anglaises ; 4.605.000 belges ; 1.806.000 allemandes et 16.000 d'autres pays.

L'exportation française s'est élevée à 1.073.000 tonnes ainsi réparties : Belgique, 613.000 ; Suisse, 230.000 ; Espagne, 55.000 ; Italie, 46.000 ; Allemagne, 11.000 ; Algérie et colonies françaises, 27.000 ; autres pays, 4,000 ; et bâtiments à vapeur étrangers, 87.000.

L'industrie a subi la charge des redevances minières et des salaires. Les redevances qui ont atteint 3.012.600 francs, sont établies par la loi des mines, du 21 avril 1810. Elles consistent en une redevance fixe réglée à 0,10 centimes par hectare de superficie des concessions actives ou inactives ; puis en une redevance proportionnelle, calculée à raison de 3 0/0 du revenu net augmenté d'un dixième : celle-ci constitue les 96 centièmes de l'ensemble de la redevance minière. Le revenu net imposable est fixé, chaque année, par des comités d'évaluation. Les

houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont fourni ensemble une somme de 1.306.000 fr. ; celles de la Loire, 540.000. A leur suite, viennent les mines de charbon de l'Allier, du Gard, de Saône-et-Loire et du Tarn, dont la redevance a varié de 135.000 à 67.000 fr. Rapportée à la tonne de charbon extrait en France, la redevance payée à l'Etat ressort à 0 fr. 075, c'est-à-dire à 0,67 0/0 de la valeur des combustibles sur le carreau des mines.

Le nombre des mines en gain a été de 144 produisant 29.047.000 tonnes et celui des mines en perte 3.225.000 seulement. D'où il ressort que 90 0/0 des charbons extraits l'ont été avec profit. Tel qu'il a été fixé, le revenu net imposé des mines en gain, rapproché du nombre de tonnes correspondant, ressort à 1 fr. 48 par tonne.

Si l'on examine l'état de la production minière depuis 20 ans, on voit qu'elle a augmenté de près de 15 millions de tonnes, soit de 89 0/0. D'autre part, l'importation étrangère, après avoir suivi une marche parallèle à celle de la production jusqu'en 1883, n'a plus fait de progrès depuis cette époque. Quant à l'exportation française elle est sensiblement stationnaire.

L'OUVRIER MINEUR. — *Salaires, journées de travail. — Moyennes.* — Les mines, en 1898, ont occupé 148.600 ouvriers dont 105.400 à l'intérieur, et 43.200 à l'extérieur; 123.900 hommes, 9.100 jeunes gens de 16 à 18 ans, 5 500 femmes, 10.100 enfants de 13 à 16 ans.

Le nombre des journées de travail a été de 43.140.000. Les salaires se sont élevés à 182.435.000 fr. Le salaire

quotidien a été de 4 fr. 23. Le salaire annuel, 1.228 fr. Voici des chiffres pour quelques bassins :

Nord et Pas-de-Calais. — Nombre de journées par ouvrier, 286 pour le fond, 300 pour le jour ; salaire annuel par ouvrier, 1.373 fr. pour le fond et 1.019 fr. pour le jour ; salaire journalier par ouvrier, 4 fr. 80 pour le fond et 3 fr. 39 pour le jour ; production annuelle par ouvrier, 250 tonnes ; frais de main d'œuvre par tonne produite, 5 fr. 17.

Saint-Etienne. — Nombre de journées par ouvrier, 306 pour le fond, 291 pour le jour ; salaire annuel, 1.483 francs au fond, 995 fr. au jour ; salaire journalier, 4 fr. 84 au fond, 3 fr. 42 au jour ; production annuelle, 212 tonnes ; frais de main d'œuvre par tonne, 6 fr. 19.

Alais. — Nombre de journées par ouvrier, 289 au fond, 308 au jour ; salaire annuel, 1.322 fr. au fond, 927 fr. au jour ; salaire journalier, 4 fr. 57 au fond, 3 fr. 01 au jour ; production annuelle, 172 tonnes ; frais de main d'œuvre par tonne produite, 6 fr. 93.

Le Creusot et Blanzey. — Nombre de journées par ouvrier, 307 au fond, 304 au jour ; salaire annuel, 1.371 fr. au fond, 1.033 fr. au jour ; salaire journalier, 4 fr. 46 au fond, 3 fr. 39 au jour ; production annuelle, 187 tonnes ; frais de main d'œuvre par tonne, 6 fr. 54.

Les salaires se différencient d'un bassin à l'autre, en raison des conditions dans lesquelles s'exécutent les travaux, des facilités plus ou moins grandes qu'offre le

recrutement des mineurs. Ensuite, ils ne sont pas en rapport avec la production moyenne par ouvrier, laquelle est influencée par la méthode d'exploitation, l'épaisseur et le degré de pureté des couches exploitées, la solidité du toit, la distance des chantiers au puits d'extraction, et le mode de roulage souterrain.

Revendications des mineurs. — De bonne heure, l'ouvrier mineur a fait entendre ses revendications. Tout d'abord il s'est formé très lentement et très difficilement des syndicats. Les concessionnaires de mines s'opposèrent longtemps au développement de cette puissance syndicale, que la loi du 21 mars 1884 avait autorisé. Une fois syndiqués, les mineurs de chaque bassin s'essayèrent à des fédérations régionales, puis nationales. Ces groupements se réunirent en congrès. Dès 1890, ils formèrent une entente internationale qui se manifesta par le congrès tenu à Jolimont, en Belgique.

Dans les syndicats, dans les congrès régionaux, nationaux et internationaux, la pensée ouvrière s'affirme avec netteté; on sent que tous les travailleurs du sous-sol sont animés d'un merveilleux sentiment de solidarité, et du désir d'étudier et de résoudre les différents problèmes qu'ils groupent sous le nom de « revendications ».

Au Congrès de Commentry, tenu les 5-9 mars 1891, les mineurs reçurent une lettre très caractéristique de M. Jules Guesde qui s'exprimait ainsi : « Il faut réduire
« la question sociale à sa plus simple expression, et
« s'attacher à une seule corporation, les mineurs, parce
« que : 1° plus que tout autre ouvrier, le mineur est à
« même de comprendre la nécessité d'une transforma-

« tion sociale ; 2^o il est la plus complète survivance du
« serf féodal et de l'esclave antique, s'il n'en est une
« aggravation ; 3^o parce qu'il tient dans ses mains la
« source de l'industrie moderne, et par suite de la société
« entière. Il faut faire de la corporation minière, la cor-
« poration d'élite. On en syndiquera étroitement les
« membres, nationalement puis internationalement, pour
« aboutir à la grève générale des mineurs, où gît le salut
« de la classe ouvrière toute entière ».

Les mineurs ont en effet, soumis leurs questions à l'opinion publique prise comme juge. Et les Parlements ont dû s'y intéresser et prendre l'industrie minière pour champ d'expérimentation. Ils ont agi, soit sous la pression de l'opinion émue par les dangers du travail souterrain, soit par crainte de l'influence politique considérable des groupes ouvriers les plus denses et les plus unis.

Les revendications des mineurs sont les suivantes :

1^o *Journée de huit heures.* — Les mineurs veulent voir réduire et fixer à 8 heures, la durée de leur journée de travail, y compris le temps de descendre à la mine, de rejoindre le chantier, et de remonter par la même voie. Seul, l'ouvrier, auquel il reste des loisirs pour vivre en famille, se cultiver et se tenir au courant de la vie générale, peut s'organiser fortement et conquérir d'autres avantages. Pour obtenir cette journée, les mineurs peuvent employer deux méthodes : ou saisir directement le Parlement et obtenir l'intervention de l'Etat ; ou traiter directement avec la puissance patronale des concessionnaires de mines, par la puissance syndicale ouvrière

agissant sous des formes multiples ; grève générale, grèves nationales, fédération internationale.

2° *Réglementation du travail des femmes*, qui abaisse le salaire des hommes par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, compromet la santé matérielle et morale de la femme, nuit à la génération et détruit la vie et les soins de famille.

3° *Organisation de l'assurance*. — Contre les accidents, la maladie et la vieillesse.

A cette première partie s'en ajoute une seconde qui présente un autre caractère, car elle touche à l'organisation économique même, au système industriel moderne. Ce sont les revendications relatives au minimum de salaire, à la réglementation de la production et à la nationalisation des mines. Elles se rattachent à la conception socialiste.

4° *Etablissement d'un minimum de salaire*. — Le salaire serait transformé en régulateur des prix de vente.

5° *Réglementation internationale de la production*. — Sans méconnaître la difficulté que présente le problème, en face de la concurrence acharnée que se font les pays producteurs de houille, il faut commencer par supprimer la surproduction, en limitant l'extraction aux besoins de la consommation nationale et étrangère. Cette question est comme la clef des autres. Comment, en effet réduire la durée de la journée du travail, établir un salaire minimum, si l'on ne supprime pas la surproduction qui

grossit les stocks et entraîne la baisse des salaires et le chômage après un travail excessif.

6° *Nationalisation des mines.* — Je cite les arguments fournis par M. Calvignac, délégué des mineurs de Carmaux, aux Congrès internationaux de 1896 et de 1897. L'Etat, d'après la loi du 21 avril 1810, est nominalement propriétaire des mines, il concède le droit d'exploiter, à des compagnies qui sont devenues toutes puissantes. Elles font voter comme elles veulent, elles abattent les syndicats, et lorsqu'il y a grève, c'est à leur secours que viennent les troupes du gouvernement.

D'autre part, la houille, trésor national, est gaspillée par les entreprises privées. L'Etat est seul en mesure d'exploiter rationnellement.

Les mines devraient être exploitées au profit, non du gouvernement, mais de la collectivité, par les ouvriers eux-mêmes qui nommeraient leurs ingénieurs et maîtres mineurs. De la sorte, les mines riches pourraient aider les mines pauvres et les salaires seraient partout réguliers et garantis. Ainsi la nationalisation empêcherait à la fois le gaspillage des charbons et l'oppression des mineurs.

Il n'entre pas dans notre étude d'examiner toutes ces revendications. Notre sujet est borné à l'organisation de l'assurance contre la maladie et contre la vieillesse. Mais si restreint qu'il soit, il nous intéresse encore, parce qu'il pose les premières assises d'une législation protectrice du travailleur si accablé, et qu'il est comme une ébauche de la solution du grave et passionnant problème des retraites ouvrières.

PREMIÈRE PARTIE

Situation des caisses de secours et de retraites avant 1894.

CHAPITRE PREMIER

DESCRIPTION HISTORIQUE ET THÉORIQUE DE CHACUNE DES CAISSES ET STATISTIQUE

Nous ne décrirons que quelques caisses du Nord et du Pas-de-Calais, de la Loire, du Gard et de la Saône-et-Loire.

Les caisses du Bassin du Nord

Les principales sont Anzin et Aniche. Puis viennent Fresne, Vicoigne, Azincourt, L'Escarpelle Douchy. Nous donnerons des détails sur Anzin, Aniche, Vicoigne et Douchy.

Anzin. — En 1697 la partie du Hainaut belge qui renfermait des mines de houilles fut séparée de la France, et les provinces de Flandre et de Picardie qui s'y alimentaient de charbon se virent tributaires de l'étranger. On se livra, dès lors, à des recherches pour découvrir du combustible dans la partie française. En 1716, après maints essais ruineux, une compagnie nouvelle commença ses travaux au village de Fresnes, obtint le privilège exclusif d'en tirer du charbon pendant 15 ans et découvrit la précieuse houille le 3 février 1720. Cette découverte encouragea les capitalistes : des compagnies firent des fouilles dans cette région. La compagnie Désaudrouin s'établit le 23 août 1733 à Anzin, près de Valenciennes et trouva la houille le 24 juillet 1734 après avoir dépensé 4 millions. Après des luttes sans fin contre les seigneurs, hauts justiciers propriétaires des terrains, et contre d'autres riches particuliers, la compagnie s'établit fortement et créa en 1757 l'organisation qui la régit encore. Ce n'est que vers 1780 que sa production prend un remarquable développement. Anzin envoie son charbon dans le département du Nord et dans les provinces voisines, et exporte même en Hollande et en Belgique. Les guerres de la Révolution amènent la dispersion des ouvriers et l'abandon des puits ; aussi en 1792 l'extraction atteint 275.500 tonnes, en 1793, 80.000, en 1794, 65.000.

Les progrès avaient été rapides depuis les 55 tonnes extraites à Fresnes en 1720, jusqu'à 39.685 en 1744, 100.000 en 1756, 225.000 en 1776. Avec l'apaisement politique de la France, l'industrie reprend sa vigueur.

La production atteint 123.000 tonnes en 1795, 213.000 en 1798. L'expansion des exploitations avait été empêchée par l'état de guerre qui ralentissait les transactions, et par la réunion de la Belgique à la France qui laissait le champ ouvert à la concurrence belge. Sous la Restauration les travaux s'accroissent. De plus, la concurrence des houilles belges se ralentit par suite de la cession de la Belgique à la Hollande, et de l'établissement d'un droit de douane française fixé à 3 francs par tonne introduite par terre et 6 francs par mer, plus le décime de guerre.

Le chiffre de production passe de 213.000 à 247.000 en 1817, 334.000 en 1818, 508.000 en 1830. La Compagnie élargit son terrain d'extraction, elle ajoute les concessions les unes aux autres, participe à l'amélioration des voies navigables, à la création de canaux, de voies ferrées. Les événements de 1848 ralentissent sa production, car nous relevons 803.000 tonnes en 1846 et 618.502 en 1848. Le grand mouvement industriel qui se manifeste sous l'Empire, et la création de nombreuses lignes de chemins de fer amènent un tel développement que le bassin houiller d'Anzin produit 947.936 tonnes en 1855. Il dépasse le million en 1863 (1.053.334), un million et demi en 1871, deux millions en 1872, 2.595.581 en 1888, 2.971.049 en 1897 et 2.998.137 en 1898.

On peut diviser l'histoire des caisses de secours et de retraites d'Anzin en 3 périodes : 1° depuis la fondation jusqu'en 1887 ; 2° régime de 1887 qui a duré jusqu'en 1894 ; 3° régime de 1894.

1° Sur la période comprise entre la découverte d'Anzin

et 1887, nous ne possédons que des renseignements relatifs aux dernières années, notamment 1885. Cependant, M. l'ingénieur Burat dans un ouvrage paru en 1869 sur l'industrie houillère nous apprend qu'en 1868 la compagnie occupait 12.100 ouvriers et qu'elle faisait pour eux, en dépense, de prévoyance, un sacrifice de 316.000 francs, ainsi répartis : pensions de retraites à 1.000 ouvriers, 147.000 francs, secours temporaires, 84.000, service de santé, 85.000. D'autre part les opuscules de M. Vuillemin directeur des mines d'Aniche, sont les plus instructifs. Après avoir marqué la progression croissante des salaires depuis 1775 jusqu'en 1880, montré comment ils étaient passés de 0 fr. 92 centimes $\frac{1}{2}$ au double 1 fr. 87 $\frac{1}{2}$ en 1825, à 2 fr. 29 en 1834, 3 fr. 16 en 1865 et 4 fr. 23 en 1880, il indiquait le salaire moyen annuel : 339 fr. 50 en 1825, 554 fr. en 1845, 736 en 1865, 1.168 en 1873 et 1.129 en 1875 ; journalier 3 fr. 18 en 1860, 3 fr. 72 au fond en 1883, puis il établissait le coût de la tonne, 5 fr. 80 en 1879 et la production annuelle de l'ouvrier. Celle-ci s'élevait en 1775 à 68 tonnes ; de 1870 à 1873, à 190 ; en 1875 à 197, et en 1879 à 207.

Les sacrifices des concessionnaires en 1883 s'élevaient à plus de 493.000 francs. Ils consistaient en pension aux anciens ouvriers, à leurs veuves et à leurs orphelins, représentant 1.79 0/0 des salaires par ouvrier et au total 274.284 fr ; en secours aux ouvriers blessés, et malades, à leurs femmes et à leurs enfants, en services médical et pharmaceutique représentant 1,42 0/0 des salaires et au total 218.917 fr. Cette somme de 493.000 fr.

doit être mise en face du nombre des ouvriers occupés en 1883, qui est de 14.035.

En 1885 la compagnie qui n'occupe plus que 9.573 ouvriers par suite de la grève de février-avril 1884, fixe le taux des cotisations de ses membres à 9 et 12 francs par chacun de ses 4.670 membres participants et 6 à 12 fr. par chacun de ses 474 membres honoraires. Les recettes se sont élevées à 68.709 francs, elles comprenaient les cotisations des membres honoraires 3.540 fr., des participants 45.555 fr., les droits d'entrée 759 fr., les intérêts des capitaux placés 622 fr., des recettes diverses 2.541 fr., des amendes disciplinaires 9.631 fr. et les dons divers de la compagnie 6.060 fr. La société comptant 4.670 participants, chacun d'eux a versé en moyenne 9 fr. 75, ou 66,3 0/0 de la recette totale. Les amendes disciplinaires et les dons de la compagnie représentent 3 fr. 36 par membre participant ou 22,8 0/0 de la recette totale. Enfin les droits d'entrée, les intérêts des capitaux et les recettes diverses ont fourni 0 fr. 84 par membre participant, ou 5,7 0/0 de la recette totale.

Quant aux allocations, elles consistent en secours hebdomadaires alloués aux ouvriers malades ou blessés, variant de 3 fr. 50 à 7 fr. pendant 3 mois de maladie, et de 1 à 7 fr. pendant 6 mois. Ces secours ne peuvent être obtenus que pendant une année. En 1885 ces secours ont été distribués à 1.595 ouvriers et ont coûté 36.400 fr. Cette somme ressort à 22 fr. 19 par membre secouru, à 0 fr. 88 par jour de chômage et à 7 fr. 79 par membre participant. Les dépenses des caisses comprenaient également 10.897 fr. de secours aux veuves, aux orphelins et

aux familles pauvres, ainsi que 2.408 fr. de frais de gestion, de frais funéraires et de dépenses diverses. Le montant des allocations de 1885, soit 49.706 fr. correspond à 10 fr. 64 par membre participant.

A côté de ces allocations fournies par les caisses, il en est d'autres qui sont à la seule charge de la compagnie d'Anzin, et qui s'élèvent en 1885 à 553.852 fr.

On les répartit en pension à 1.098 anciens ouvriers, au taux moyen de 187 fr. 47 par pension, égale à 205.850 fr., en pensions à 633 veuves d'ouvriers au taux moyen de 112 fr. 04 égales à 70.922 fr., au total 1.731 pensions entraînant un sacrifice de 276.772 fr. Quant aux secours, ils consistent en secours aux anciens ouvriers et à leurs familles (veuves, orphelins et ascendants), en secours aux malades et blessés d'un chiffre de 51.861 fr., aux ouvriers nécessiteux, aux femmes et aux enfants des ouvriers sous les drapeaux 7.249 fr. L'ensemble des secours atteint près de 160 mille francs. Ajoutons le traitement de 10 médecins et d'un pharmacien, 115.742 francs.

2° Les statuts de la caisse furent modifiés en 1887, en ce qui concerne les retraites.

Depuis le 1^{er} janvier de cette année 1887, la compagnie des mines d'Anzin s'engage à verser à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au nom personnel de chacun de ses ouvriers 1 1/2 pour cent de salaire réalisé pendant l'année, à condition que l'ouvrier coopère, par une même cotisation régulière. Cette double contribution est portée sur un livret donné à l'ouvrier qui a ainsi la propriété ferme, absolue individuelle, définitive des

sommes indiquées. S'il quitte la compagnie, il emporte le livret avec lui et peut continuer ses versements qui sont joints aux précédents sur son livret individuel, pour se constituer une rente viagère quand il aura atteint 30 ans. Les versements effectués par la compagnie sont à capital aliéné et au profit exclusif de l'ouvrier ; les versements opérés par l'ouvrier sont à son choix, à capital aliéné ou réservé. Pour les ouvriers du fond, les versements de la compagnie commencent dès leur admission dans les travaux ; pour ceux du jour, ils commencent lorsque les ouvriers ont 18 ans d'âge au moins, et après qu'ils ont travaillé 3 ans sans interruption au service de la compagnie. Les versements de l'exploitant cessent lorsque l'ouvrier a atteint l'âge de 50 ans. Le titulaire du livret peut alors à sa convenance différer l'époque de la jouissance de sa pension en continuant ses versements personnels.

Pour tout ouvrier du fond qui ayant au moins 2 ans de service à la compagnie, retourne au fond après un service militaire, la compagnie verse par fraction, tant que cet ouvrier reste au fond, et dans un délai égal à la durée effective sous les drapeaux, une somme représentant les versements qu'elle aurait faits à son profit s'il avait continué son travail sans interruption et s'il avait gagné durant cette période les mêmes salaires que pendant l'année qui a précédé son départ.

Pour tout ouvrier malade ou blessé, la compagnie verse jusqu'à ce qu'il puisse reprendre son travail, une somme égale à 1.50 0/0 du salaire qu'il gagnait à l'époque où il a cessé de travailler, à la condition toutefois que cet

ouvrier fasse partie d'une société de secours mutuels, et que cette société effectue pour lui des versements égaux. Si l'interruption du travail dure plus d'un an, les versements de la compagnie sont suspendus, à moins d'une décision spéciale de la « Régie ».

Les « surveillants » jouissant d'une prime payée par quinzaine peuvent indépendamment du versement de 1,50 0/0 sur leurs salaires, verser 1,50 0/0 de leur prime, et la compagnie effectue de son côté un versement supplémentaire ou égal.

Tous les anciens règlements sont abolis. Néanmoins les statuts qui fixent les conditions de la retraite renferment cette clause intéressante : « Si, à l'époque de la liquidation de la pension, la combinaison nouvelle donnait dans des cas particuliers, aux ouvriers actuellement au service de la compagnie des avantages inférieurs à ceux qui résulteraient de l'ancien règlement, la compagnie tiendrait compte de la différence ». Outre cette participation, elle se réserve d'accorder à ceux de ses ouvriers qui ont effectué des versements réguliers à la caisse de la vieillesse et lorsqu'il cessent le travail, un supplément de pension payé sur les fonds de la compagnie et calculés comme suit : lorsque l'ouvrier remplit la double condition d'avoir 35 ans d'âge au moins, et 10 ans de services non interrompus dans la compagnie, il est tenu un compte spécial de ses nouvelles années de travail. Ce compte est clos dès que le mineur a atteint l'âge de 55 ans, ou lorsqu'il prend sa retraite. Le total ne peut en aucun cas dépasser le maximum de 15 ans ; à chacune des années comprises dans le compte spécial corres-

pond alors un supplément de 3 fr. pour les ouvriers du fond soit 45 fr., de 1,50 pour les ouvriers du jour soit 22,50.

Quand un ouvrier passe du service du fond dans le service du jour ou inversement, on applique pour chaque année la majoration correspondante à sa situation. Mais, bien entendu le total de la majoration n'est attribué à l'ouvrier, excepté dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées contractées au travail, que s'il reste à la Compagnie jusqu'à l'âge de 50 ans au moins. Le titulaire n'entre en jouissance de cette pension supplémentaire qu'à partir du jour où il cesse de travailler à la mine, quelle que soit la durée de ses services après 50 ans d'âge.

Pour les surveillants, la base de la majoration est élevée de 3 à 4 francs pour le fond, et de 1,50 à 2 fr. par jour. Pour les ouvriers mariés et vivant avec leur femme, la majoration est doublée.

Voici les tarifs de la caisse de retraite.

1. *Ouvriers du fond mis à la retraite à cause de leur âge ou de leurs infirmités.* — La pension comprend : 1° la rente liquidée par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; 2° la prime pour longs services, calculée dans les conditions que nous avons décrites, et ne pouvant dépasser 45 francs pour l'ouvrier célibataire, veuf, divorcé, ou ne vivant pas avec sa femme, et 90 fr. pour l'ouvrier marié vivant avec sa femme. La majoration n'est pas doublée si la femme de l'ouvrier a déjà, du fait d'un mariage antérieur, une prime au moins égale à cette

majoration. En aucun cas les deux primes réunies ne peuvent dépasser 90 francs.

II. *Ouvriers du fond ne pouvant plus travailler par suite de blessures graves ou d'infirmités prématurées contractées en travaillant.* — La pension comprend : 1° la rente liquidée par la caisse nationale des retraites, soit dans les conditions ordinaires, soit dans les conditions exceptionnelles prévues par l'article 2 de la loi du 20 juillet 1888 ainsi conçu : « Dans le cas de blessures graves ou d'infirmités contractées et entraînant incapacité absolue de travail, la pension peut-être liquidée même avant 50 ans et en proportion des versements faits avant cette époque » ; 2° la prime pour longs services ; 3° un supplément à fournir par la Compagnie et limité par cette double condition que le maximum de l'allocation soit de 180 francs par an, et que le total de la pension ne dépasse pas 400 fr. On ne distingue pas si l'ouvrier est célibataire ou marié.

III. *Veuves d'ouvriers du fond pensionnés ou ayant droit à une pension au moment du décès.* — La pension comprend : 1° la part de rente viagère attribuée à la veuve par la caisse nationale des retraites, à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance de cette rente, d'après les versements personnels de l'ouvrier pendant le mariage ; 2° le montant de la prime maximum de 90 fr. résultant des longs services du mari.

IV. *Veuves d'ouvriers du fond ou du jour tués dans les travaux ou morts de suites de blessures reçues en travaillant*

avant d'avoir pu reprendre aucun travail. — La pension comprend : 1^o la part de rente viagère attribuée à la caisse nationale des retraites, à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance de cette rente, d'après les versements personnels pendant le mariage ; 2^o une allocation de 180 francs fournie par la Compagnie ; 3^o le montant de la majoration, pour longs services.

V. *Veuves des surveillants.* — Pour elles, l'allocation de la Compagnie est portée de 180 à 200 francs. De plus, la Compagnie se réserve d'accorder, dans certains cas, un secours annuel renouvelable pouvant s'élever jusqu'au chiffre même de l'allocation viagère.

Les exploitants, après avoir édicté ces tarifs, de pensions ont pris des dispositions transitoires. Pour les ouvriers du fond et du jour qui ont actuellement 45 ans d'âge on applique les tarifs anciens. Pour les ouvriers au service de la Compagnie n'ayant pas 55 ans au 1^{er} janvier 1887 et qui ont adhéré aux nouveaux statuts, on leur applique les règles suivantes : il leur est alloué lors de la mise à la retraite, une somme égale à la somme obtenue en multipliant par 5 francs pour les ouvriers du fond, et par 2,50 pour ceux du jour, les uns et les autres âgés d'au moins 18 ans, le nombre des années de service antérieures à leur adhésion.

A cette somme s'ajoute la majoration précitée de 3 francs par an pour le fond et de 1 fr. 50 pour le jour. Si l'ouvrier est marié et vit avec sa femme, la majoration est doublée ; mais dans le cas où le tarif actuel des sup-

pléments accordés pour la femme serait plus avantageux, ce tarif serait maintenu. Le délai de dix ans exigé pour l'inscription de la majoration est dans le cours de 1890 réduit à 5 ans, de 1888 à 6 ans, en descendant en 1890 jusqu'à 9 ans, de sorte que le délai de 10 ans soit définitivement applicable à tout le personnel à partir de l'année 1892.

3. Le régime des caisses d'Anzin depuis 1894 sera étudié dans notre seconde partie, relative à la loi du 29 juin 1894.

Aniche. — Encouragées par les succès de la Compagnie d'Anzin qui était dans un bel état de prospérité, de nombreuses entreprises se formèrent dans la seconde moitié du XVIII^e siècle pour rechercher la houille dans le nord de la France. Le marquis de Traénel, lieutenant-général des armées du roi, grand propriétaire très considéré dans le Hainaut, et d'un grand crédit à la Cour, obtint par une ordonnance du 19 septembre 1773 de l'intendant de la province de Hainaut, conformément aux prescriptions du ministre des mines et minières de France, la permission d'exploiter pendant un an les mines de charbon de terre découvertes par lui dans ses terres. On fonda le 11 novembre 1773 l'association qui est devenue la compagnie d'Aniche, souvent modifiée. La houille fut découverte à Aniche le 16 septembre 1778.

La Compagnie comprenait en 1780, 100 ouvriers ; en 1783, 200 ; en 1804, 304 ; en 1812, 519 ; en 1845, 627. Les salaires étaient de 14 sous en 1775 ; de 20 sous en 1780 ; 30, en 1785 ; stationnaires jusqu'en 1833, où ils

atteignent 1 fr. 70, ils augmentent progressivement de 1 fr. 80 en 1830, à 3 fr. 50 en 1873. Ainsi, de 1775 à 1785, dans dix ans le salaire est doublé ; de 1785 à 1833, pendant 48 ans, il reste stationnaire. Depuis 1833, il atteint en 1873, dans l'espace de 40 ans, 2 fois et $\frac{1}{3}$ le chiffre de 1833. Il est en 1877, 4 fois et $\frac{2}{3}$ de ce qu'il était il y a un siècle : 3 fr. 50. En 1898, le salaire moyen journalier est de 4 fr. 23 et le salaire moyen annuel est de 1.296 francs.

De 1812 à 1875, la production s'est élevée de 30.000 tonnes à 608.000, c'est-à-dire 20 fois plus. En 1898, elle atteint 359 tonnes par ouvrier de fond.

La production moyenne de charbon par journée d'ouvrier du fond est de 1.196 kilos. En 1898, le salaire moyen par journée d'ouvrier du fond et du jour est de 4 fr. 23.

La création de la caisse de secours des ouvriers des mines d'Aniche remonte à l'année 1801. Cette caisse ne possédait à l'origine que de faibles ressources auxquelles suppléait la Compagnie lorsqu'il y avait nécessité. En 1823, les ressources de la caisse furent augmentées par l'obligation imposée d'une retenue de 3 0/0 sur tous les salaires. La caisse subsista tant bien que mal jusqu'en 1846, année où fut établi le règlement qui l'a régie jusqu'en 1894. Mais le taux des pensions et des secours a été successivement augmenté. Les fonds qui l'alimentent proviennent : 1° d'une retenue obligatoire de 3 0/0 sur les salaires des ouvriers ; 1° d'une cotisation par la compagnie de 1 0/0 sur ces salaires ; 2° d'une cotisation par la Compagnie de 1 0/0 sur ces salaires ; 3° du produit des

amendes ; 4° de l'intérêt des capitaux en caisse. Les allocations consistent en secours de 0 fr. 80 à 1 fr. à tout ouvrier malade, suivant qu'il est célibataire ou marié ; de 1 fr. 50 à 2 fr. 40 à tout ouvrier blessé, suivant la gravité des blessures.

Quant aux pensions, elles sont accordées aux vieux ouvriers de 8 à 15 fr. par quinzaine suivant les années de service ; aux veuves d'ouvriers tués, 15 francs par quinzaine ; aux veuves d'ouvriers morts de maladie, 4 à 10 francs, un secours temporaire jusqu'à l'âge de 12 ans, aux enfants des veuves pensionnées. Tous les ouvriers reçoivent gratuitement les soins des médecins et les médicaments. Les frais de funérailles sont à la charge de la caisse. Voici les résultats du fonctionnement de la caisse en 1889. Pendant cette année, il y a eu 3.481 ouvriers occupés ou membres participants. Les recettes de la caisse ont été de 148.844 francs réparties en 110.874 francs de retenues en salaires, en 36.958 francs de cotisations de la Compagnie, en 1.012 francs d'amendes et d'intérêts de capitaux. Les retenues sur salaires s'élèvent à 31 fr. 86 par ouvrier, la cotisation de la Compagnie à 10 fr. 69, les autres recettes à 0 fr. 29. Les dépenses ont consisté en 54.739 francs de secours aux malades ou blessés, en 7.758 francs de médecins, en 11.908 francs de médicaments, et en 2.129 francs de funérailles et frais divers. Les pensions se sont élevées à 104.459 francs, dont 76.085 francs pour 256 pensions à des vieux ouvriers et à des veuves d'ouvriers tués, soit 297 francs chacune ; dont 25.188 francs pour 234 pensions à des veuves d'ouvriers morts naturellement, soit

108 fr. chacune, et dont 3.276 francs pour 60 secours donnés à des enfants soit 54 francs en moyenne chacun. Le total des dépenses atteint pour les secours et les pensions : 181.083 francs, ce qui représente 21 fr. 99 par ouvrier pour les secours et 30 fr. 04 pour les pensions : en tout 52 fr. 03 par ouvrier. La Compagnie a un grand nombre de vieux ouvriers qui sont devenus incapables de travailler, et un grand nombre de veuves dont les maris sont décédés à son service. Ainsi s'explique le chiffre très élevé des pensions de la caisse, chiffre qui va en augmentant d'année en année. En 1861 la Compagnie payait 38.000 francs de pension, ou 18 francs par ouvrier ; en 1871, 56.000 francs ou 20 francs ; en 1881, 74.000, ou 22 fr ; en 1889, 104.550 ou 30 fr. 04 par ouvrier.

Douchy. — Sa caisse alloue le service médical et des pensions aux ouvriers âgés ou infirmes, ainsi qu'aux veuves des ouvriers tués dans la mine ou morts par maladie. Les mineurs ouvriers du fond alimentent seuls une caisse de secours qui vient en aide aux malades et aux blessés. La compagnie fait le service de cette caisse qui ne fait rien pour les ouvriers du jour. Les pensions allouées sont réglées d'après la situation des familles. Les ouvriers font partie du conseil de leur caisse ; ils peuvent y avoir la majorité.

Les caisses du bassin du Pas-de Calais

Nous possédons des détails sur Lens, Courrières et Liévin.

Lens. — Dès que l'exploitation des mines eut pris une certaine importance, la compagnie institua une caisse de secours alimentée comme celle des autres houillères du Nord, par une retenue de 3 0/0 sur les salaires de tous ses ouvriers et une cotisation de la compagnie de 1 0/0. En 1872, cette caisse possédait des fonds assez considérables ; les ouvriers demandèrent le partage de ces fonds et la suppression de l'institution. La compagnie résista d'abord, mais elle fut obligée de céder aux ouvriers qui s'étaient mis en grève. Il fut alors substitué à cette institution une nouvelle caisse de secours sur les bases suivantes : elle fut alimentée par une cotisation par quinzaine de 1 fr. 50 pour les ouvriers gagnant 3 fr. et au-delà par jour, 1 fr. 25 pour les salaires de 2 fr. 50 à 3 fr., 1 fr. pour ceux de 2 à 2 fr. 50, 0 fr. 75 pour ceux de 1 fr. 50 à 2 fr., 0 fr. 50 c. pour ceux qui sont inférieurs à 1 fr. 50. En cas de maladie ou de blessure, tout ouvrier a droit à un secours journalier variant entre 1 fr. 50 et 0 fr. 50 pour les malades, et entre 1 fr. 90 et 0 fr. 65 c. pour les blessés. La caisse solde, en outre, les honoraires des médecins, les médicaments, les frais de funérailles. Les cotisations sont loin de suffire aux charges de la caisse. Aussi la compagnie supplée, à l'insuffisance des ressources, par une allocation qui s'est élevé, en 1885, à 90.524 fr., ou 1,66 0/0 des salaires. La caisse est administrée par un conseil composé de deux commissaires par fosse et par atelier, nommés par les ouvriers et présidé par l'agent général la compagnie. Celle-ci a occupé en 1885, 4.989 ouvriers. L'extraction de la houille s'est élevée à 1.118.400 tonnes, soit à 223 tonnes par

ouvrier. Elle a payé en salaires 5.462.074 fr., ou par ouvrier 1.092 fr. Les recettes, en 1885, s'élèvent à 158.780 fr. de produit de cotisations ouvrières, à 11.380 francs d'amendes, à 40 fr. d'intérêts des fonds, et à 79.179 fr. de subventions de la compagnie. Les recettes ont été fournies par les ouvriers, à concurrence de 31 fr. 82 par ouvrier et par la compagnie, à concurrence de 18 fr. 15 par ouvrier. Les dépenses, en 1885, comprennent 92 pensions aux invalides, à raison de 476 fr. 71 par pension, au total de 43.857 francs ; des journées de secours payés à 2.766 ouvriers, au nombre de 76.781, soit à raison de 1 fr. 43 en moyenne par journée. La proportion de malades ou de blessés aux ouvriers occupés est de 55,4 0/0, et la moyenne des jours de maladie est de 27 à 28 pour chaque ouvrier secouru. Rapporté au nombre total des ouvriers, ce chiffre de 76.781 journées correspond à 15 jours de maladies par ouvrier pendant une année. Ajoutons une somme de 94.467 fr. 29 absorbée par le traitement des médecins, des sages-femmes, des médicaments, les secours en nature et les frais de funérailles.

En outre des dépenses de la caisse de secours, la compagnie a payé, en 1885, pour secours directs : 1° trois pensions pour incapacité de travail résultant de blessures, à 417 fr. la pension, soit 1.250 fr. ; 42 pensions de 282 fr. à des veuves d'ouvriers, soit 11.847 fr. ; 45 pensions temporaires de 94 fr. 74 à des enfants, soit 4.263 fr. ; 2 pensions à des parents d'ouvriers à 192 fr. soit 384 fr. ; 600 fr. de dot à des veuves se remariant ; 4.200 fr. d'allocation aux enfants faisant leur première

communion ; 3.183 fr. de service médicaux ; 11.064 fr. de médicaments ; des secours en cas de maladie ou de malheurs à 2.370 fr. ; secours à la suite d'accidents 1.823 fr., et les secours aux familles des réservistes et des territoriaux s'élevant à 7.926 fr. Les dépenses directes de la compagnie comprennent donc 57.992 fr. qui additionnées aux 90.564 fr. des allocations à la caisse de secours, atteignent 148.557 fr. et élèvent les sacrifices totaux à 29 fr. 77 par ouvrier.

Courrières. — Les premières recherches de houille furent faites le 4^{er} avril 1849 sur le village de Courrières où l'on établit un sondage. On commença une fosse en 1850. L'exploitation normale ne se développa qu'au commencement de 1857. En 1887, la concession avait une étendue de 5.459 hectares. L'extraction s'est élevée successivement (en chiffres ronds) en 1853 à 8.000 tonnes, en 1855 à 18.000, en 1860 à 80.000, en 1865 à 206.000, en 1870 à 306.000, en 1875 à 435 800, en 1880 à 556.000, en 1885 à 774.000. En 1887, les mines occupent 3.175 ouvriers, y compris les femmes et les enfants. Le salaire moyen annuel des ouvriers du fond est 1.140 fr. en salaire argent, 36 fr. en charbon gratuit, 81 fr. en réduction de loyer, au total de 1.257 fr. pour les ouvriers du fond ; pour les ouvriers du jour 990 fr. en salaire argent, 30 fr. en charbon, 81 fr. en loyer pour la moitié d'entre eux, au total 1.101 fr. 50. De 1860 à 1870, le salaire annuel de l'ouvrier du fond varie de 834 à 891 fr., de 1870 à 1880, ce salaire varie de 891 à 1.144 fr. ; l'augmentation est en moyenne de 149 fr. ou de 17 0/0 ; de 1880 à 1885,

l'augmentation est encore en moyenne de 119 fr. ou de 12 0/0.

La caisse de secours et de retraites a été réorganisée le 1^{er} janvier 1872. Elle est obligatoire pour tous les ouvriers et compte, en 1885, 3.175 participants qui versent directement chaque quinzaine, au payeur, les cotisations suivantes : 1 fr. 50 pour les ouvriers gagnant 3 fr. et au-dessus par jour ; 1 fr. pour les salaires de 2 fr. 50 à 3 fr. ; 0 fr. 75 pour ceux de 1 fr. 60 à 2 fr. 50 ; 0 fr. 50 pour ceux inférieurs à 1 fr. 50 et pour les enfants au-dessous de 15 ans. Du 1^{er} août 1884 au 1^{er} août 1885, les versements des ouvriers se sont élevés à 96.463 fr., soit en moyenne 30 fr. 38 par ouvrier, et 2,68 0/0 des salaires. Tout participant à la caisse a droit au paiement d'une indemnité en cas de blessure ou de maladie, à des secours en argent, au paiement des frais funéraires, au paiement de pensions et à la répartition de l'excédent à la fin de l'année.

Les secours et pensions sont réglés sur les bases suivantes :

Secours pour maladie, depuis 1 fr. 50 par jour pour 3 fr. 50 de salaire et au-dessus, jusqu'à 0 fr. 50 au-dessous de 1 fr. 60 ; pour blessures, depuis 2 fr. par jour pour 3 fr. de salaire, jusqu'à 0 fr. 65 au-dessous de 1 fr. 60 de salaire.

Les pensions sont viagères ou temporaires. Les premières sont allouées à tout ouvrier incapable de travailler par suite de blessures ; aux veuves d'ouvriers tués ou morts par suite de blessures ; à leurs père et mère et aux ouvriers ayant 15 ans de service et qui deviennent incapables de travailler.

Les pensions temporaires sont accordées aux enfants dont le père a péri dans les travaux, aux orphelins et aux jeunes frères et sœurs d'ouvriers morts par accident.

Les pensions viagères aux invalides ayant plus de 15 ans de service continus varient entre 0 fr. 50 par jour pour 1 fr. 60 et 2 fr. 50 de salaire, et 1 fr. pour 3 fr. de salaire. Les pensions de veuves sont de 192 fr. par an ; les secours aux enfants sont de 0 fr. 50 pour les garçons et 0 fr. 40 pour les filles.

La caisse de secours est administrée par un comité de 18 membres nommés à l'élection pour un an. Ils reçoivent un jeton de présence de 1 fr. par séance.

Le comité est présidé par le directeur de la compagnie.

En 1885, les 97.213 fr. de recettes comprenaient 96.463 fr. de versements ouvriers et 750 fr. d'intérêts du fonds de réserve de 15.000 fr.

Les dépenses en secours ordinaires aux malades et aux blessés étaient de 61.075 fr. : en secours extraordinaires, 5.000 fr. ; en pensions, 13.609 fr. ; en frais de funérailles, 2.623 fr. On répartit entre les ouvriers l'excédent des recettes sur les dépenses : 14.994 fr.

Sur le nombre de 3.175 d'ouvriers occupés, les recettes ressortent par ouvrier à 30 fr. 60 ; les secours à 20 fr. 77 ; les pensions à 5 fr. 11. Mais comme la répartition d'excédent ressort à 4 fr. 72, on peut dire que l'ouvrier qui a versé à la caisse 30 fr. 38 en a retiré, lors de la répartition, 4 fr. 72 ou 0,401 0/0 de son salaire ; il n'a donc payé en réalité que 25 fr. 66 ou 2,279 0/0 de son salaire.

Si la Compagnie n'accorde pas de subventions proprement dites à la caisse des secours, elle pourvoit directe-

ment à divers services qui, généralement, sont alimentés par les caisses de secours dans les autres exploitations houillères. Elle se charge directement du service médical, du traitement des médecins, des pharmaciens, de l'achat des médicaments, de distributions de secours et de paiement de certaines pensions. Ainsi, en 1885, elle a payé de ces différents chefs : en médecins, pharmaciens et médicaments, 42.177 fr. ; en secours en argent, 18.564 fr. ; en charbon, 564 fr. ; en pensions de retraite, 12.493 fr. Au total, son sacrifice s'est élevé à 73.819 fr.

Cette somme représente 23 fr. 25 par ouvrier, 2,5 0/0 des salaires payés par la compagnie, et est inférieure à celle versée par l'ouvrier qui atteint 25 fr. 66 par ouvrier.

Liévin. — En 1885 cette compagnie a occupé 2.092 ouvriers. Son extraction s'est élevée à 466.843 tonnes, soit 223 par ouvrier. Elle a payé en salaires 2.257.965 fr., ou par ouvrier une moyenne de 1.079 fr.

La caisse de secours est administrée par un conseil composé de 3 ingénieurs, de 3 chefs-porions et de 6 ouvriers élus par leurs camarades. Elle est alimentée : 1° par une retenue de 30/0 sur les salaires des ouvriers ; 2° par une cotisation de 1 0/0 de la compagnie ; 3° par le produit des amendes ; 4° par l'intérêt à 4 0/0 des fonds.

Les secours alloués aux malades et aux blessés partent depuis 0 fr. 50 pour les malades salariés au-dessous de 1 fr. 50, 0 fr. 65 pour les blessés recevant le même salaire, jusqu'à 1 fr. 60 pour les malades et 2 fr. pour les blessés, gagnant 4 fr. et au-dessus. La caisse de secours a, en

outre, à sa charge les pensions et les frais de funérailles.

Quant au traitement des médecins et aux médicaments accordés aux membres de la famille d'ouvrier, ils sont à la charge de la compagnie qui a dépensé, de ce chef en 1885, la somme de 36.645 fr.

Pendant la même année 1885 les recettes de la caisse ont atteint le total de 110.184 fr. dont 67.738 fr. de retenues de 3 0/0 sur salaires, et 42.445 fr. en allocations de la compagnie (22.579 fr.), produits des amendes, don supplémentaire de la compagnie (6.656 fr.), intérêts des fonds.

Les dépenses ont consisté en 35 pensions de retraite de 245 fr. l'une à des ouvriers âgés ou infirmes, soit 8.601 fr. ; 42 pensions de veuves à 351 fr., soit 14.763 fr. ; dots aux veuves qui se remarient 3.072 fr. ; 115 secours temporaires de 69 fr. 19 chacun, à des enfants, soit 7.957 fr. ; 18 pensions à des ascendants et parents à 346 fr. chacune, soit 6.236 fr.

Le total des pensions s'est élevé à 40.630 fr. Les secours qui se chiffrent par 75.268 fr. sont répartis en 61.761 fr. de secours aux malades et blessés, alloués à 1.105 ouvriers pendant 37.577 jours ; en allocations de première communion 1.920 fr. ; en frais de funérailles, prime d'assurance, dépenses de sage-femme, de viandes et frais divers montant à 13.586 fr.

Si l'on décompose les dépenses on trouve que le service des pensions a coûté à la caisse 19 fr. 42 par ouvrier, le service des secours 33 fr. 48. La proportion des malades et des blessés à l'ensemble des ouvriers est de 52,7 0/0 ; et la moyenne des jours de maladie est de 34

pour chaque ouvrier secouru. Sur l'ensemble des ouvriers on compte 18 journées de maladie pendant l'année.

Les recettes de la caisse ont été fournies par les ouvriers à raison de 3 0/0 du salaire et de 32 fr. 40 par ouvrier. La compagnie a contribué à raison de 1 0/0 et de 20 fr. 30 par ouvrier. Ce qui donne un total de 52 fr. 70 par ouvrier et de 4 0/0 des salaires.

Il convient d'ajouter aux sacrifices consentis par la compagnie pour constituer la caisse de secours et de retraites, les secours payés directement par la compagnie de Liévin. En 1885, ces secours directs atteignent 60.985 fr. Ils sont composés de 23 pensions de veuves, à 192 fr. 49 chacune, soit 4.487 fr. ; 54 secours temporaires de 40 fr. à des enfants, soit 2.169 fr. ; 868 fr. de secours extraordinaires ; 2.706 fr. de frais de funérailles ; 36.645 fr. de dépense pour le service médical du traitement des médecins et des médicaments, et 14.110 fr. de divers secours pour décès, maladies, blessures, réservistes et territoriaux. Ces secours directs représentent 29 fr. 16 par ouvrier employé, et de 2,7 0/0 des salaires payés.

Donc la Compagnie de Liévin a dépensé en 1885 pour ses 2.092 ouvriers, en allocation à la caisse de secours et de retraites, à raison de 1 0/0 sur les salaires, 42.445, et en secours directs 60.985 : au total 103.430 fr. Cela représente 4,58 0/0 des salaires payés et 49 fr. 46 par ouvrier.

Caisses du Bassin de Saône-et-Loire.

Blanzay. — La première concession fut accordée sous le nom de concession de Montcenis, par arrêt du Conseil,

en date du 29 mars 1769. Elle avait plus de 30 lieues carrées. Au commencement de ce siècle Montceau n'était qu'une petite métairie à peine indiquée sur la carte de Cassini, perdue au milieu d'un pays désert, à plus de 50 kilomètres de Châlons et d'Autun et sans autre communication que le canal du Centre. Les exploitations de Blanz y ne prirent de développement que vers 1832. C'était une contrée de bois et de landes arides dominant quelques prairies et quelques champs de seigle. Aussi a-t-il fallu pour y attirer la population ouvrière établir des conditions de vie assez favorables, et pour y fixer des familles, bâtir des maisons ouvrières et créer des institutions de prévoyance.

La Compagnie se forma en société en commandite et s'organisa régulièrement en 1831, sous la raison sociale Jules Chagot, Perret, Morin et C^{ie}. La situation centrale de Montceau au milieu des mines de la concession de Blanz y fit choisir cette commune comme siège de l'exploitation. En peu d'années cette population réunie autour des mines atteint le chiffre de 2.000 âmes. La première caisse de prévoyance date de 1834.

De 1833 à 1850, le produit de la houille fut de 150.000 tonnes ; elle s'éleva successivement à 300.000 en 1860 ; 400.000 en 1870 ; 700.000 en 1880 ; et en 1889 près d'un million.

La caisse de secours et de prévoyance, fondée en 1834, était alimentée par un prélèvement de 3 0/0 sur les salaires, et par une cotisation égale de la Compagnie. Elle subvenait aux charges résultant d'une maladie ou de blessures permanentes, ou de la mort. Pour le service

médical, les ouvriers préféraient être soignés chez eux, aussi la caisse entretenait-elle 3 médecins, disposant d'une pharmacie bien organisée, se répartissant les visites, et donnant leurs soins même aux membres de la famille. Organisée sur le principe de la mutualité, elle était administrée par un conseil d'administration composé d'ingénieurs, de maîtres mineurs et de 12 ouvriers élus. Cette caisse a été maintes fois modifiée en 1854, 1865, 1868, 1875 et 1885. C'est une véritable société de secours mutuels formée entre la Compagnie des mines de Blanz y et ses ouvriers, employés et fonctionnaires. Les statuts le prouvent. Voici, en effet, les obligations de la Compagnie et celle des employés, agents et ouvriers sociétaires :

A. L'obligation de la part de la Compagnie consiste à :

- 1^o remplir toutes les obligations et assumer toutes responsabilités que la loi lui impose vis-à-vis de ses ouvriers ;
- 2^o venir en aide à son personnel en cas d'accidents, de blessures et de maladies contractées au service, et même en dehors du travail ;
- 3^o de procurer les secours médicaux aux membres du personnel et à leur famille ;
- 4^o de se garantir d'une manière complète, pécuniairement, de toutes les indemnités en principal, intérêts, frais et tous autres accessoires qui pourraient être à sa charge pour une cause quelconque se rattachant directement ou indirectement à l'exercice de son industrie ; lui incombant soit judiciairement, soit par transactions amiables à raison de la responsabilité civile qui pourrait lui être imposée en vertu de la législation

actuelle et future. La présente société mutuelle demeure tenue de garantir entièrement de la responsabilité et d'en payer le montant à son agent de manière qu'elle soit déchargée totalement.

B. De la part des employés, agents et ouvriers, l'objet de la société est de : 1° procurer les fournitures scolaires à leurs enfants; — 2° d'assurer à leurs femmes, veuves, ascendants ou descendants, dans des limites déterminées par les règlements, des secours de diverses natures, permanents ou temporaires, en cas d'accidents éprouvés par eux pour une cause quelconque, même résultant de force majeure, de leur faute et de leur imprudence ou négligence, ou de celle des agents dont la Compagnie doit répondre, et même en cas de maladies ordinaires, sauf les exceptions qui seront établies; — 3° déterminer à l'avance et par voie de transaction et de compromission, la nature et la qualité des indemnités et secours auxquels eux et leur famille pourraient avoir droit dans les cas ci-dessus et notamment en cas de responsabilité civile contre la Compagnie de Blanzky, et prévenir ainsi toutes contestations judiciaires qui ne doivent pas exister entre les membres d'une même association; — 4° de se procurer les ressources nécessaires pour assurer à la Compagnie des mines la garantie qu'elle a voulu obtenir par le § 4 de ses obligations.

Tout sociétaire quittant la société, c'est-à-dire le service de la Compagnie, perd ses avantages.

La modification des statuts en 1885 a reposé sur les considérations suivantes. La Compagnie ayant constaté

que les institutions de forme patronale ne donnent pas de résultats en rapport avec les sacrifices que l'ouvrier considère comme lui étant acquis, et que désintéressant le mineur de la prévoyance, elles affaiblissent son esprit d'initiative, résolu d'y remédier. L'esprit d'association ouvrière qui s'était réveillé depuis longtemps et qui venait d'être, pour ainsi dire, officiellement constaté et garanti par la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, devait, aux yeux de la Compagnie, pénétrer jusqu'aux institutions de prévoyance ouvrière. La participation du mineur à la gestion de la caisse de secours aurait pour premier résultat de susciter l'initiative de l'ouvrier, de l'habituer à gérer ses propres affaires et de lui faire sentir le poids d'une responsabilité morale et matérielle. Aussi décida-t-on de confier l'administration de la caisse à 23 membres, dont 5 désignés par la Compagnie, et 18 élus. Ces 18 membres sont pris dans la proportion de 12 parmi tous les ouvriers et de 6 parmi leurs chefs. Dans la notice remise par la Compagnie de Blanzky à l'Exposition universelle de Paris de 1889, il est dit que les gestions mixtes sont des institutions préventives contre les grèves. La formule est trop générale. On pourrait dire, avec plus de raison, que le contrôle et la collaboration des ouvriers empêchent les fraudes et les abus que les caisses de secours purement patronales encourageaient ou ne supprimaient pas, et qu'ainsi disparaît une cause de grève, née de la constatation de ces fraudes et de ces abus, et de l'irritation qu'elle fait naître dans l'esprit des ouvriers. Ce qui est hors de doute, c'est que l'ouvrier administrateur se montre très sévère et très

juste dans l'attribution des allocations à ses camarades de travail.

Nous connaissons les résultats financiers de la caisse de secours en 1887 et en 1888. En 1887 les secours en argent par jour de maladie sont : pour les hommes, de 0,15 à 0,20 s'ils sont célibataires ; de 0,20 à 0,25 s'ils sont mariés, et par chaque enfant âgé de moins de 12 ans, de 0,05 à 0,10 ; pour les femmes, veuve ou fille, de 0,12 à 0,15 ; pour les enfants âgés de 12 à 17 ans, de 0,10 à 0,12. L'extraction totale des tonnes s'élevait à 881.218. Le nombre des ouvriers occupés au fond 2.861 et au jour 2.246, atteignait 5.107. La somme dépensée en secours de toute nature ressortait à 0,05 1/2 par tonne extraite. Ces secours étaient répartis en 1.764 pensions pour blessures, soit 814.665 fr. ; en 5.000 fr. pour 1.974 infirmes ; en 6.855 fr. pour 1.690 pensions de veuves ; en 1.571 fr. pour 935 enfants ; en 7.715 fr. pour 1.321 blessés temporairement, et 7.456 pour 1.731 malades.

En 1888, le nombre des membres participants était de 5.213 ; celui des membres secourus pour maladies et blessures était de 3.346. Le nombre des jours de maladie payés par la société ressortait à 58.605 pour les hommes et 2.746 pour les femmes. La caisse a secouru 140 veuves, 78 orphelins, et parmi les vieillards infirmes 140 hommes et 40 femmes.

La caisse fonctionnait comme les sociétés de secours mutuels ordinaires ; elle fournissait les remèdes et possédait une pharmacie. Le service des malades était fait par trois médecins et quinze garde-malades ou infirmières, rétribuées par la compagnie. Un hôpital con-

struit et entretenu par la compagnie recevait les blessés. Les secours en argent en cas de maladie étaient alloués par jour et pendant une période qui ne pouvait dépasser 6 mois ; aux célibataires, de 0,75 à 1 fr., aux hommes mariés et à leur femme, de 1 fr. à 1,25 ; à chaque enfant âgé de moins de 12 ans, de 0,25 à 0,50 ; aux veuves ou filles, de 0,60 à 0,75 ; aux enfants de 12 à 17 ans, de 0,50 à 0,60.

A côté de la caisse de secours, fonctionnait dès le 1^{er} janvier 1854, une caisse de retraites. Aux termes de sa constitution, le paiement des pensions mises à sa charge, était déclarée « dette de la société » et la somme nécessaire pour l'effectuer devait être portée au passif de la compagnie et prélevée avant toute répartition de dividende aux actionnaires. De plus, il était stipulé qu'à la fin de la société, un capital suffisant pour assurer le service des pensions serait mis en réserve. La retraite n'était assurée qu'aux ouvriers du fond. A l'ouvrier marié qui a atteint l'âge de 60 ans et 40 ans de services, la compagnie allouait une pension de 300 fr. par an. A celui qui n'avait que 55 ans d'âge et 35 ans de services, 240 fr. seulement sont accordés. L'ouvrier célibataire recevait, lui, dans le premier cas 240 fr. de pension annuelle, dans le second cas, 180 fr. Tout retraité, de quelque catégorie qu'il soit a droit, gratuitement, au logement, au chauffage et aux soins médicaux pour lui et sa famille. A son décès, sa veuve en conservant ces avantages a droit en argent à la moitié de la pension qu'avait son mari pourvu qu'elle ait atteint 50 ans d'âge, avec 15 ans de mariage, à l'époque où son mari avait été admis à la retraite.

Un règlement du 31 décembre 1881 a apporté des modifications. La compagnie continue à faire seule les frais, sans retenue sur les salaires. Mais les ouvriers qui travaillent au jour, sont désormais admis à en bénéficier comme ceux du fond. Le règlement a un effet rétroactif. La durée minima de travail pour obtenir la retraite est de 30 ans, l'âge est de 55 ans. Des retraites proportionnelles peuvent, en cas d'infirmités précoces, être accordées après 20 ans de travail et 45 ans d'âge. Le chiffre des retraites normales peut s'élever jusqu'à 900 francs. En 1892-93 la compagnie a dépensé en retraites 151.022 francs.

La caisse de secours et la caisse de retraites ne sont pas les seules institutions de prévoyance organisées dans les exploitations houillères de Blanzv. Il existe une caisse de retraites des « employés », entretenue par un prélèvement de 2 1/2 0/0 sur le salaire des employés, et par une somme égale versé par la compagnie. Après 25 ans de service et 55 ans d'âge, les employés affectés à la caisse ont droit à une pension égale à la moitié de leur traitement. Les veuves et les orphelins ont droit à une pension égale à la moitié du traitement. Les employés quittant le service perdent tous leurs droits et ne peuvent réclamer leurs versements.

Société Schneider et Cie au Creusot. — Elle a dépensé en 1888, 495.000 francs dont 430.000 pour retraites, et 65.000 francs de secours divers. La pratique des retraites n'a été réglementée qu'en 1877. Elles sont proportionnées aux salaires et à la durée des services, et sont allouées par pure libéralité. Chaque trimestre, la com-

pagnie fait de ses deniers et à titre de don volontaire, les versements nécessaires à la caisse nationale des retraites en vue d'assurer le service. La somme versée représente 5 0/0 du salaire global : 3 0/0 au profit de l'ouvrier, 2 0/0 au profit de la femme. Les intéressés, mari et femme, ont un livret collectif qui constitue leur propriété personnelle, individuelle, définitive, irrévocable. La rente viagère varie, en raison de la grande variété des salaires, du simple au triple ; mais elle est fixée au minimum à 300 fr. pour les ouvriers qui remplissent le simple rôle de manœuvre et qui arrivent à une durée de service de 40 ans.

Bassin de la Loire

Le bassin houiller de la Loire est d'exploitation très ancienne. Dès le ^{xiv}^e siècle les propriétaires du Forez détachaient, à fleur du sol, la houille. Les plus importantes propriétés houillères dans le Forez étaient celles de Roche-la-Molière. Des dangers d'inondations obligèrent les concessionnaires à se syndiquer pour assécher leurs mines en commun. A cette époque, l'attention des spéculateurs se portait sur la houille : l'éclairage au gaz, la navigation à vapeur, la locomotion sur les chemins de fer, les établissements métallurgiques récemment créés, réclamaient du combustible et faisaient augmenter le prix du charbon. En 1837, les 65 sociétés entre lesquelles étaient divisés les gisements houillers, formèrent trois grandes compagnies. Le gouvernement vit cela avec faveur, croyant au dessèchement des eaux, dans les mines.

Mais le but du gouvernement fut dépassé ; l'action collective désirée par le gouvernement se transforma en une fusion complète d'intérêts des diverses portions du bassin houiller de la Loire. Les deux grandes compagnies : la Compagnie générale des mines de Rive-de-Gier, et la Compagnie de l'Union des Mines, formèrent, en 1844, la Compagnie générale des mines de la Loire, en 1845, la Compagnie des Mines. Mais à la fin de cette année, elle s'unit encore à la Compagnie des houillères de Saint-Etienne. En présence de ce mouvement de centralisation, le gouvernement s'émut. De tous côtés on se demandait si les concessions isolées, créées à diverses époques, par des ordonnances royales, pouvaient par une simple société civile, sans autorisation préalable du gouvernement, former une seule concession qui se rendrait maîtresse des moyens de production et des prix de vente.

La crainte de ce monopole et de l'extension de ce régime de centralisation aux autres bassins houillers fit prendre des mesures par le gouvernement qui d'abord ouvrit une enquête et nomma une Commission. Il fut clairement démontré que l'acte de concession fixait l'étendue de l'exploitation et devenait une condition de la concession elle-même ; pour que l'exploitant puisse la changer, il eût fallu ou qu'il obtienne le consentement du gouvernement, ou que la faculté en soit strictement écrite dans la loi. Or, elle n'y est pas, quelle que soit l'interprétation donnée à la loi de 1810. Il en résulte que la compagnie n'ayant pas l'autorisation du gouvernement, n'a pas d'existence légale. A la suite de cette en-

quête, deux décrets furent rendus ; l'un du 23 octobre 1852 interdit de réunir sans autorisation des concessions à d'autres de même nature ; l'autre du 17 octobre 1854 fractionna les mines de la Loire en quatre groupes.

La centralisation des mines en 1844-45 avait suggéré aux ouvriers l'idée de s'organiser sur le même mode contre les accidents. La compagnie des mines de la Loire, attaquée dans son monopole, et voulant en justifier les avantages, améliora le service des caisses de secours en établissant une caisse générale. Indépendamment des secours largement donnés aux blessés, elle accordait des pensions viagères aux blessés devenus malades, aux veuves des ouvriers morts par suite d'accident, et parfois des secours extraordinaires aux ouvriers chargés de familles nombreuses. Elle créait trois établissements spéciaux comprenant des infirmeries pour les mineurs blessés, des pharmacies et un service médical gratuit.

Le décret du 17 octobre 1854 divisant les mines en quatre sociétés distinctes : compagnie des houillères de Saint-Etienne ; compagnie des houillères de Montrambert ; compagnie des houillères de Rive-de-Gier et compagnie des mines de la Loire, mit fin à cet état de choses.

La caisse de secours unique disparut. Chaque compagnie prend désormais à sa charge les intérêts des ouvriers occupés dans son exploitation. Deux hospices furent attribués à deux des nouvelles sociétés : houilles de Saint-Etienne et mines de Montrambert. Toutes ces caisses étaient administrées par les compagnies en

dehors de tout contrôle ouvrier. Cependant à partir de 1864 une hostilité de plus en plus ouverte se manifesta contre le mode d'organisation et de fonctionnement des caisses de secours. Cela produisit parmi les mineurs une certaine cohésion et donna finalement naissance au premier mouvement de revendications collectives des mineurs. Ils réclamèrent la centralisation des caisses en une caisse unique administrée par des délégués choisis en nombre égal par eux et par les compagnies. N'ayant pu obtenir satisfaction par des négociations directes, les mineurs demandèrent une reddition de comptes et la dissolution, des sociétés de secours. L'affaire fut plaidée en 1866 devant le tribunal de Saint-Etienne. Jules Favre soutint la demande des ouvriers qui furent déboutés (Jugement du 31 mai 1866, confirmé par un arrêt de la Cour de Lyon du 16 mars 1867). Toutefois ils obtinrent satisfaction dans une moindre mesure, car de leur plein gré les compagnies apportèrent des améliorations au régime des secours. Elles portèrent le taux des secours aux blessés à 30 francs par mois au lieu de 1 fr. par jour ouvrable ; les secours aux veuves furent élevés à 0,60 par jour au lieu de 0,50. De plus, les compagnies acceptèrent les ouvriers dans l'administration des caisses de secours, dont les conseils furent désormais composés de $\frac{2}{3}$ de délégués ouvriers et $\frac{1}{3}$ de représentants des compagnies. Les conseils d'administration, ainsi réorganisés, eurent une double tâche : vérifier les opérations effectuées de 1854 à 1865 par les caisses, puis assurer le fonctionnement du nouvel organisme.

A la suite du procès, la question de la centralisation

des caisses fut reprise par l'autorité préfectorale qui soumit aux compagnies et à tous les concessionnaires, le projet suivant. Elles auraient une caisse centrale de secours, de pensions et de retraites. La pension s'élèverait à 300 francs par an, après 55 ans d'âge et 30 ans de travail dans les houillères du bassin. Les compagnies acceptèrent ce projet, sauf quelques unes qui s'y opposèrent. Six s'unirent pour constituer une caisse centrale ; ce furent la société anonyme des mines de la Loire ; la société des houillères de Saint-Etienne ; la société houillère de Montrambert et la Béraudière ; les mines de Beaubrun ; les mines de la Péronnière et la compagnie de Villebœuf. L'importante compagnie de Firminy et Rochella-Molière n'adhéra pas à l'association, mais elle accorda immédiatement à son personnel la pension de retraite et tous les avantages promis par les six compagnies. Les petits concessionnaires ayant refusé, leurs ouvriers se trouvaient donc privés d'avantages. Aussi vingt-cinq ouvriers fondèrent une « Caisse fraternelle et de prévoyance des mineurs du bassin de la Loire ». Cette association, autorisée par arrêté préfectoral du 14 novembre 1866 avait pour but, d'après un document émané des ouvriers et publié dans le *Mémorial de la Loire*, du 21 janvier 1867 : 1° d'établir une pension de retraite pour les vieillards dès que les ressources le permettraient ; 2° de fournir des médicaments ; 3° d'élever la rémunération journalière des sociétaires malades ; 4° de fournir des secours et des demi-pensions aux veuves des sociétaires et des pensionnaires ; 5° d'amener les compagnies non seulement à verser sur les salaires, mais encore une

somme égale à ces retenues. Presque aussitôt, le comité des houillères de la Loire commença l'étude d'une caisse centrale, principalement destinée à assurer le service des pensions. Ce projet fut mis à exécution le 22 décembre 1867 par quatre compagnies : les mines de la Loire, celles de Montrambert et la Béraudière, celles de Saint-Etienne et celles de la Péronnière. Pour les autres compagnies il fut repris au commencement de 1869, lorsque les ouvriers, irrités de l'attitude des exploitants et ayant en vain essayé de soutenir leur société, se déclarèrent en grève. L'apparence de la caisse fraternelle avait été de constituer une société de secours mutuels ; mais son véritable but, qu'elle avait absolument le droit de poursuivre, était de former un groupement qui interviendrait dans l'examen des questions sociales et politiques qui agitaient alors l'opinion en France. Un ouvrier mineur, renvoyé par une compagnie, Michel Rondet devint son directeur vers 1868, adhéra à l'association internationale des travailleurs et lança son association, très courageusement, dans la lutte politique qui précède les élections législatives de 1869. La grève se déclara à Saint-Etienne, peu de temps avant la sanglante affaire de la Ricamarie. Le bureau de l'association « fraternelle et de prévoyance », entama une campagne, à fin d'obtenir la centralisation des caisses.

Le 11 juin 1869, les ouvriers en grève à Saint-Etienne font parvenir aux compagnies leurs diverses réclamations. Leur but est d'obtenir une reconnaissance officielle de leur association. Les directeurs et ingénieurs des exploitations houillères répondirent « qu'ils admettaient en

« principe la création d'une caisse unique alimentée par
« les ressources puisées dans les retenues des salaires,
« et dans les subventions volontaires des compagnies ». Bien que mécontents de cette réponse, les ouvriers après un mois de résistance, reprirent le travail, sur les conseils de Rondet. La caisse fraternelle disparut. Mais bientôt, les directeurs des mines se livrèrent de nouveau à une étude d'ensemble, et arrêterent les statuts d'une « caisse centrale de secours et pensions pour les ouvriers mineurs du bassin de la Loire. » La société de Villebœuf et les mines de Beaubrun se joignent aux quatre anciennes compagnies déjà solidarisées. Le 23 décembre 1869, l'association comptait 10.000 ouvriers. La caisse centrale distribuait des secours aux ouvriers mis par leurs blessures dans l'impossibilité de travailler pendant une durée de plus d'une année, des pensions aux veuves et aux orphelins trop jeunes pour travailler. Sa dépense principale était constituée en pensions de retraite aux anciens ouvriers âgés de 55 ans, comptant 30 ans de service effectif dans les mines de l'une ou l'autre des compagnies adhérentes. Cette centralisation corrigeait les inconvénients qui seraient nés pour les mineurs d'un changement de travail d'une mine dans une autre. Les caisses particulières n'ont à leur charge que les secours aux ouvriers dont les blessures sont moins graves et les soins et secours à donner en cas de maladie aux ouvriers ou aux membres de leurs familles.

Pour alimenter ces caisses, il est fait sur le salaire de l'ouvrier une retenue qui varie suivant les mines de 2 à 3 0/0 ; sur le produit de cette retenue, versé dans la

caisse particulière, celle-ci prélève la moitié de la somme des dépenses mises de son fait à la charge de la caisse centrale. Les compagnies associées se sont engagées à contribuer de leurs deniers à ces dépenses pour la seconde moitié, pendant toute la durée du contrat ainsi volontairement consenti.

Lorsqu'au second congrès socialiste de la région de l'Est, tenu à Saint-Etienne le 6 juin 1881, Michel Rondet exposa au nom de la chambre syndicale des mineurs le « programme de 1881 » il mit bien en relief, à côté des revendications sur la durée de la journée de travail, sur l'abolition de la tâche et sur l'institution des délégués mineurs, la question des caisses de secours et de retraites. Après avoir fait l'historique des mesures prises par le législateur de 1604 à 1850, montré les abus et les lacunes, il demanda une caisse centralisée et solidarisée pour les mineurs de la Loire, alimentée par une retenue proportionnelle au salaire, un versement des compagnies égal aux retenues, une retenue double de celle de l'ouvrier, prélevée sur les sommes payées aux redevanciers, une subvention de l'Etat, des dons des particuliers. Il réclama une administration composée d'un tiers de délégués des compagnies, et de deux tiers de délégués des ouvriers. Les allocations que cette caisse devait accorder consistaient en secours et en retraites. Les secours étaient fixés à 2 francs par jour aux blessés et aux malades, à 0 fr. 50 aux enfants au-dessous de 12 ans dont le père sera tué à la mine, à 0 fr. 50 si le père a été blessé, à 1 fr. aux veuves d'ouvriers tués dans les travaux. Quant aux retraites, leur taux serait de 2 francs par jour. Pour y avoir droit, il

suffirait d'avoir travaillé pendant 25 ans dans une des mines du département de la Loire. Des retraites proportionnelles seraient accordées aux ouvriers qui n'ayant pas 25 ans de travail seraient incapables de travailler par suite de maladie ou d'infirmités contractées au service de la mine.

Avant 1889, voici quelle est l'organisation des caisses de secours et de retraites de Roche la Molière et Firminy, puis de Montrambert. La caisse de secours fournit à l'ouvrier blessé 0 fr. 20 par jour et à chacun de ses enfants âgé de moins de 12 ans, 0 fr. 05. Ces deux allocations ne peuvent dépasser les $\frac{2}{3}$ du salaire. Les femmes et les enfants au-dessous de 16 ans blessés au service reçoivent 0 fr. 10 par jour. La veuve d'un ouvrier mort par suite d'un accident de mine reçoit une pension de 0 fr. 15 par chaque jour du mois, et 0 fr. 20 si elle est âgée de plus de 50 ans. Pour chacun de ses enfants âgés de moins de 12 ans, il est alloué 0 fr. 05 par jour. Enfin les orphelins de père et de mère touchent un secours de 0 fr. 10 par jour jusqu'à 16 ans. En ce qui concerne la caisse de retraite, la caisse accorde une pension de 60 fr. par an, à tout ouvrier qui est resté 30 ans à son service; cette pension n'est payée qu'à partir de l'âge de 55 ans et réversible par moitié, sur la veuve.

Les employés ont constitué une caisse de prévoyance. Comme ils n'ont pas de caisse de retraite, la compagnie leur forme un capital pour leur vieillesse, en versant à cette caisse une somme égale au dixième du montant de tous les traitements des employés. Ceux-ci ont droit aux sommes portées à leur compte individuel après vingt ans

de services. La somme à répartir annuellement varie entre 1.200 et 1.600 francs.

En 1888 la compagnie Roche la Molière et Firminy occupait 2.691 ouvriers recevant ensemble 633.683 francs de salaires. Elle a dépensé pour ses institutions patronales la somme de 44.823 fr. représentant une dépense de 16 fr. 65 par ouvrier, soit 7,07 0/0 du salaire, ou 0,07 1/5 par tonne de charbon extraite.

La compagnie de Montrambert mérite une mention spéciale : depuis 1883, elle a cessé de prélever aucune retenue sur le salaire de ses ouvriers. Elle alimente seule les 3 caisses de maladie, de blessés et de retraites. En outre, en 1890, elle a amélioré par un règlement spécial les allocations temporaires et les retraites dans les conditions suivantes : 574 fr. 50 par an, au lieu de 300 fr. pour blessés atteints d'invalidité permanente; 273 fr. 75 au lieu de 180 pour les veuves d'ouvriers morts à la suite de blessures, et au lieu de 300 francs la caisse attribuée 547 fr. 50 comme pensions de retraite aux ouvriers du fond ayant 55 ans d'âge et 30 ans de service dont 20 au fond, 456 fr. 25 à ceux du jour comme à ceux qui n'ont pas 20 ans de service au fond. Les veuves reçoivent la moitié de la pension allouée au mari. Les ouvriers infirmes âgés de 50 ans et ayant 25 ans de services reçoivent une retraite diminuée de 25 francs par an pour chaque année en dessous de 55 ans, la base de cette retraite étant toujours 547 fr. 50 au fond et 456 fr. 25 au jour. Les majorations de toute nature ne sont concédées qu'aux ouvriers qui n'ont eu avec la compagnie aucune difficulté juridique. Dans le dernier article de son règlement de

1890, la compagnie observe qu'il devra prendre fin au moment de l'application de la loi projetée sur les caisses de secours et de retraites.

Bassin du Gard.

La compagnie la plus importante est celle de Bessèges ; puis vient la Grand'Combe. Nous ne fournirons de détails que sur les caisses de Bessèges.

Bessèges. — On désigne sous le nom de Bessèges, deux concessions Robiac et Meyranne, et Bordezac. La concession houillère de Robiac et Meyranne de 2.805 hectares accordée par décret impérial du 12 novembre 1809 à Mme de Suffren, fut vendue par elle à son fils, puis par celui-ci en octobre 1824 à MM. de Robiac, de Lassagne et François Silhol. Pendant plusieurs années l'extraction fut peu importante, parce qu'à cette époque la consommation de la houille était peu développée, et parce qu'il n'y avait pas de route carrossable. Peu à peu s'établirent autour de la concession des usines métallurgiques pour la fonte et le fer. La population minière est recrutée parmi les habitants pauvres des montagnes de l'Ardèche et de la Lozère. La richesse houillère de ce bassin est assez considérable, mais elle est très peu employée dans le sud-est de la France. Aussi les producteurs doivent nécessairement, s'ils veulent maintenir et développer leur extraction, se créer un marché en Italie, sur les côtes d'Espagne et en Orient.

En ce qui concerne les caisses de secours et de retraites, elles furent organisées dès les premiers temps. Des changements et des améliorations successives, résultant de l'expérience et de la pratique, du succès de l'entreprise et des facilités correspondantes apportées à la direction, se sont naturellement produits. Ils marquent des étapes intéressantes à constater.

Au début, les caisses étaient surtout alimentées par les subsides des ouvriers ; peu à peu la compagnie propriétaire est intervenue, et depuis longtemps elle contribue pour une large part à l'œuvre d'assistance. Les résultats obtenus aux diverses périodes de fonctionnement de l'institution permettent d'en suivre les transformations et de préciser les progrès réalisés.

Une première période court de 1843 à 1859. Les ressources consistent en une retenue de 3 0/0 sur les salaires des ouvriers de la mine, de 1 0/0 sur ceux du dehors, en amendes disciplinaires et en dons de la compagnie. Les dépenses comprennent les soins des médecins, les médicaments, l'hôpital, puis des pensions facultatives et indéterminées. La caisse donne, en outre, 1 fr. 25 par journée perdue à tout blessé obligé de chômer plus de huit jours. L'administration appartient à un conseil composé du directeur de la mine, du sous-directeur, de deux maîtres mineurs, d'un surveillant et de quatre mineurs.

Dans la seconde période de 1859 à 1868, la nature des recettes et des allocations varie et se précise. Les ouvriers du dehors sont assimilés à ceux du fond pour la retenue alors égale pour tous à 3 0/0 ; les employés subissent sur leurs

appointements une retenue de 1 0 0 : les autres recettes restent les mêmes. Les dépenses de la caisse consistent dans les frais de moitié des appointements des médecins, dans les médicaments, puis 1 fr. 25 par journée de chômage aux adultes, à partir du sixième jour, 0 fr. 60 aux enfants de moins de quinze ans ; 1 fr. par jour de maladie, à partir du onzième jour, aux ouvriers adultes et 0 fr. 50 aux enfants. Les charges les plus lourdes sont constituées par les pensions mensuelles indéterminées, accordées aux veuves et aux orphelins d'ouvriers ayant péri victimes d'accidents en service, et aux ouvriers invalides justifiant de 25 ans de travail consécutif à la compagnie. Enfin, éventuellement, selon l'état de la caisse, des secours momentanés sont alloués aux familles nécessiteuses, aux veuves et aux orphelins des autres ouvriers. La compagnie payait les infirmeries, la moitié des frais d'école, le chauffage et l'éclairage et la moitié des appointements des médecins. Le conseil d'administration était composé de 4 chefs supérieurs de la compagnie et des médecins, et d'autre part des maîtres mineurs et de 10 ouvriers élus annuellement par leurs camarades.

En 1868 les statuts qui furent maintenus jusqu'en 1872 marquèrent un nouveau progrès. La compagnie frappée de l'insuffisance de l'indemnité de chômage accordée par la caisse de secours aux ouvriers chargés de famille et préoccupée de la question des retraites posée par ses ouvriers, augmenta sa subvention. Elle offrit, spontanément de verser 3 0/0 des salaires à la caisse pour y subvenir. Mais elle proposa, en retour de cette importante libéralité, aux ouvriers, de prendre l'engagement formel,

de renoncer préalablement à toute action judiciaire en dommages pour accidents, quelles qu'en soient les causes, soit contre la compagnie, soit contre la caisse de secours elle-même. Les ouvriers acceptèrent. Ces nouveaux statuts portent aux ressources, une retenue de 3 0/0 des salaires des ouvriers et des appointements des employés, et une subvention mensuelle de la compagnie, égale au montant de cette retenue ouvrière, enfin les demandes, les dons et les intérêts des capitaux. Les charges sont : les appointements entiers des médecins, les médicaments, les frais d'infirmierie et surtout les indemnités de chômage. Celles-ci sont réparties en trois catégories. Dans la première, l'indemnité est allouée à l'ouvrier blessé au travail et soigné à domicile qui reçoit 1 fr. 25 par jour, y compris les fêtes et les dimanches à partir du sixième jour, pour un empêchement de moins de 10 jours et à partir du début, en cas de durée supérieure. Simultanément la femme du blessé touche 0 fr. 25 par jour ; chaque enfant au-dessous de 14 ans reçoit 0 fr. 25 par jour. Le maximum d'allocation pour toute la famille (père, femme et enfants) est de 2 francs par jour. L'enfant de moins de 16 ans blessé au travail reçoit 0 fr. 60 par jour. La seconde catégorie comprend l'ouvrier malade ou blessé hors de service, dont l'embauchage remonte à plus d'un mois ; il reçoit 1 franc par jour à partir du sixième jour dans tous les cas. Simultanément, la femme touche 0 fr. 25 ; chaque enfant au-dessous de 14 ans, 0 fr. 15. Le maximum d'allocation pour la famille est de 1 fr. 70 par jour, l'enfant de moins de 16 ans reçoit 0 fr. 50 dans les mêmes conditions. Enfin la dernière catégorie s'applique

à l'employé blessé ou malade, mais seulement à partir du deuxième mois, le premier étant payé intégralement par la compagnie. Il reçoit le tiers de ses appointements s'il est célibataire ou veuf sans enfants au-dessous de 14 ans ; les deux tiers s'il est marié ou s'il a des enfants jeunes.

La caisse paie les frais d'inhumation des ouvriers et employés ayant péri victimes d'accidents au travail.

Quant aux pensions, il faut les diviser en deux groupes : celles qui sont allouées en cas d'accidents du travail, et celles qui sont allouées aux vieux ouvriers et employés à raison de leur âge.

La pension d'accident appartient à la veuve de l'ouvrier ou de l'employé mort d'accident, ou des suites d'une blessure reçue dans les travaux. Elle est de 25 fr. par mois. Simultanément la caisse accorde 10 fr. pour le premier enfant et 5 fr. à chacun des autres jusqu'à l'âge de 14 ans révolus. Le maximum est de 50 fr. par mois pour la famille. La pension appartient aussi à chaque orphelin de père mort d'accident au service de la mine ; elle est de 12 fr. par mois jusqu'à l'âge de 14 ans révolus, avec maximum de 50 fr. L'ouvrier ou l'employé qui a perdu un membre ou a reçu des blessures telles qu'elles ne lui permettent plus qu'un travail léger, reçoit, après sa guérison, une allocation mensuelle revisable, variant du quart aux trois quarts de l'indemnité de chômage correspondant à sa situation (suivant les 3 catégories).

Des secours facultatifs sont versés par la caisse de Bessèges aux ouvriers pour les blessures et les maladies présentant un caractère de gravité exceptionnelle ; c'est une augmentation de 2 fr. et 2 fr. 50 du maximum fixé pour

l'indemnité de chômage suivant les cas respectifs. Les ascendants dénués de ressources qui étaient assistés par des ouvriers morts d'accidents ; les veuves et les orphelins d'ouvriers morts de maladie, et les familles nécessiteuses, reçoivent également des secours facultatifs.

Quant aux pensions de retraites-vieillesse, elles sont accordées à l'ouvrier ayant 30 ans de service effectif à la compagnie après l'âge de 18 ans, et au moins 55 ans révolus. Leur taux est de 25 fr. par mois (même s'il continue à travailler) c'est-à-dire 300 fr. par an. Les employés qui reçoivent une pension plus forte, sont soumis aux mêmes conditions d'âge et de service. Ils ne la touchent qu'à la cessation des fonctions de la compagnie. Elle est du tiers de leurs appointements, avec maximum de 600 fr. par an. Les veuves des retraités ont droit à la moitié de la pension du mari, et les orphelins de moins de 14 ans, quel que soit leur nombre, ont droit au quart de la pension du père jusqu'à 14 ans.

Les autres frais de la caisse consistent dans le rachat éventuel des pensions ; dans les jetons de présence et les frais de déplacement aux sociétaires administrateurs de la caisse ; dans le traitement des instituteurs et des institutrices des écoles établies auprès des mines ; enfin dans les frais et les conséquences pécuniaires des procès soutenus, à raison d'accidents.

L'administration est la même que dans la période précédente.

La rétroactivité du service était admise pour l'obtention de la retraite ; c'était une lourde charge pour l'avenir. Mais on avait pris deux mesures sages : la première avait

été de rendre les secours médicaux et pécuniaires, pour cause de maladies ou de blessures hors service, simplement facultatifs après cent jours de traitement pendant 12 mois consécutifs ; la seconde, de subordonner tout l'ensemble des charges de la caisse au montant des ressources. En cas d'insuffisance, il devait être fait des réductions proportionnelles sur les secours et les pensions.

Cette courte période de 1868 à 1872 a été surtout un temps d'observation et d'étude. La réorganisation a parfaitement rempli le but proposé, qui était d'élargir les secours, les indemnités de chômage et les pensions. Mais on comprit vite que les retraites-vieillesse allouées par l'intermédiaire de la caisse de « secours » seraient fort aléatoires. Les réserves nécessaires à un système de retraites sont mal placées dans une caisse de secours, car il est très difficile, pour un conseil d'ouvriers, de résister à la tentation de les dissiper, en face de la gêne habituelle de certaines familles.

Aussi la compagnie, mieux éclairée par la pratique, n'hésita pas, dès 1872, à proposer à son personnel, une séparation des fonds, en créant à la place de la caisse commune, deux caisses spécialisées, l'une de secours, l'autre de retraites. Pour faciliter le succès de ces nouvelles transformations, la compagnie prend résolument la charge entière des honoraires des médecins, des frais d'écoles et des infirmeries, frais qui incombaient jusqu'alors à la caisse de secours.

La nouvelle période dura de 1873 à 1887. Pour chacune des caisses désormais spécialisées, des statuts furent

établis. On modifia les conditions d'âge et de service de la retraite. Le taux de celle-ci est révisable et susceptible d'être, par conséquent, augmenté ou diminué selon l'état des ressources de la caisse. Toutefois, la compagnie garantissait un minimum de 300 francs à tous les ouvriers ayant déjà 10 ans de service au 1^{er} janvier 1873. Les ressources de la caisse de retraites sont de 1 0/0 de retenue sur les salaires, et d'une subvention égale des compagnies. Elles sont administrées par le comité de la caisse de secours.

Des illusions généreuses jointes à un très grand désir d'améliorer le sort des anciens ouvriers, un capital croissant rapidement par suite du développement de l'exploitation et de l'accroissement du personnel, déterminèrent en mai 1880 la compagnie et ses ouvriers à modifier le taux des pensions de retraite et à les doubler. Les articles 2 et 7 des nouveaux statuts sont remarquables ; l'article 2 donne droit à l'ouvrier, dès qu'il a le temps voulu pour sa retraite, d'en toucher le montant mensuellement, quoiqu'il continue à travailler pour la compagnie. Cette mesure a été prise dans le but de compenser le taux de ses journées qui va en diminuant, à mesure que par l'effet de l'âge, ses forces s'affaiblissent. L'article 7 permet à l'ouvrier qui quitte le service de demander le remboursement des retenues qu'il a subies lorsqu'elles ont atteint une certaine importance.

Dans sa déposition devant la commission extraparlamentaire chargée, en 1886, d'examiner le projet Audiffred sur les caisses des mineurs, M. Malartre, délégué des employés de Bessèges a indiqué l'organisation antérieure à 1887. Il a rappelé qu'il y avait deux caisses : la caisse de

secours alimentée par une retenue de 1 0/0 effectuée sur le salaire des ouvriers et sur les appointements de la compagnie. La compagnie verse mensuellement dans un fonds de réserve, une somme égale au produit des retenues faites sur l'ensemble du personnel. Les deux caisses payent des pensions de retraite. Lors de la création de la caisse le 1^{er} janvier 1873, la pension était fixée à 300 francs pour les ouvriers et 600 francs maximum pour les employés. Ces avantages au profit des employés ont été maintenus lorsqu'on a doublé les pensions. M. Malartre justifie cette différence de traitement au profit des employés par les considérations suivantes. L'ouvrier, dès qu'il a droit à sa retraite peut continuer à travailler et touche une demi-retraite, c'est-à-dire 300 francs. L'employé ne jouit pas de cette faveur ; il est obligé de quitter le service de la compagnie pour prendre sa retraite ; les employés continuent généralement à travailler après avoir acquis leurs droits à leur retraite, et ils ne se retirent quelquefois que contraints par la compagnie qui ne veut plus de leur service, parce qu'ils sont affaiblis par l'âge ou le travail. Ces employés continuent à faire des versements à la caisse des retraites, même après le moment où ils ont acquis des droits à la retraite ; c'est donc une charge moindre pour cette caisse, puisqu'ils ne jouissent que très peu de temps de la pension qui leur est accordée.

D'autre part, une disposition de la caisse de secours porte que la compagnie prend à sa charge après le premier mois de traitement l'employé malade, tandis que l'ouvrier est payé par la caisse de secours dès le début de sa maladie ou de sa blessure. Il y a très peu d'exemples,

dit M. Malartre, d'employés restant plus d'un mois malades; ils ne touchent donc, au moment de leur maladie rien où à peu près rien de la caisse des secours, bien qu'ils versent 4 0/0 de leur salaire, à cette caisse et que la compagnie verse en même temps pour eux 2 0/0. Le salaire moyen des employés étant de 1.000 francs environ, il s'ensuit qu'ils versent environ 80 francs par an à la caisse et qu'ils n'y prennent que les médicaments dont ils ont besoin pour leur famille ou pour eux-mêmes. Cela représente 10 fr. 25 par famille. Donc les employés laissent, de cette façon, chaque année à la caisse de secours une somme de 65 à 70 francs dont ils ne profitent pas et qui sert aux ouvriers sociétaires.

Enfin M. Malartre montre les avantages de la rétroactivité. Les pensions organisées dans la période 1873-1887 avaient un effet rétroactif, afin de conserver des droits que les statuts de la caisse de secours annulaient au moment de la création séparée de la caisse des retraites, pour les anciens ouvriers ayant une pension de 300 francs. Avec la rétroactivité les ouvriers et employés ont pu, dès le lendemain de la mise en vigueur des nouveaux statuts, prendre leur retraite sans avoir à effectuer de nouveaux versements. Par suite de cette disposition, chaque ouvrier apporte son contingent de retraites à la caisse, alors qu'il semble au premier abord qu'on n'aurait dû avoir à servir de pensions de retraites que 25 ou 30 années après l'organisation de cette caisse.

Les représentants de la compagnie comprirent fort bien les inconvénients et les défauts du régime de 1873. La brochure de M. Marsaut sur les caisses, les

indique très clairement et d'une façon très complète. L'insuffisance des ressources créées était notoire ; les charges correspondantes étaient excessives et il en résultait une absence certaine de garanties pour les retraites liquidées ou futures, car tous les ouvriers trouveront la caisse inévitablement vide, arrivés à l'âge de la retraite, puisque leurs contributions sont absorbées à mesure par les retraites à servir à d'anciens ouvriers qui n'ont que peu ou presque rien apporté à la caisse commune. D'autre part, les retraites sont d'égale importance pour tous, bien que les versements particuliers soient fort différents. Enfin il y a toute une catégorie de sociétaires qui perdent tous les avantages de l'organisation après en avoir supporté les charges ; ce sont : les ouvriers ou employés écartés prématurément des travaux par les maladies ou par suite de blessures ; ceux qui veulent quitter le métier ou simplement changer de compagnie ; ceux qui sont remerciés ou renvoyés par mesure disciplinaire ; ceux dont l'âge ne permet pas de compléter les 30 ans de service à la compagnie. Une pareille injustice n'est pas tolérable.

On essaya de parer à ces multiples inconvénients ; on fit remarquer que si tous les ouvriers n'avaient que 20 à 25 ans d'âge et partant 30 à 35 ans de travail en perspective, il n'y avait aucun obstacle à leur assurer une retraite convenable à l'âge de 50 à 55 ans. Pour cela, dit-on, il existe une organisation toute prête, présentant toutes les garanties qu'on puisse raisonnablement exiger : c'est la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, institution de l'Etat, ouverte à tous. Mais telle n'est pas

la situation ; il fallait ici trouver une organisation, adaptée à un ensemble d'ouvriers de tout âge, jusqu'à celui de la retraite, tenant compte des services antérieurs et liquidant l'ancienne caisse de retraites, en en prenant les charges statutaires. Le problème était difficile à résoudre d'une manière absolument satisfaisante ; mais à défaut de solution parfaite, il sembla qu'on pouvait en trouver une au moins équitable, dans un système mixte, utilisant et la caisse nationale des retraites et l'ancienne organisation améliorée. Le système entrevu devait consister à diviser le personnel en deux groupes préparant la retraite par des méthodes différentes : l'un des groupes serait composé de tous les ouvriers n'ayant pas encore 35 ans révolus au 1^{er} janvier 1888 : l'autre, composé de tous ceux qui, embauchés actuellement, ont dépassé cet âge. Les jeunes qui ont encore de 20 à 35 ans de travail à fournir, iraient à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Les anciens qui n'ont plus le temps de se créer des retraites sérieuses à cette caisse publique, s'associeraient, en vue d'une réorganisation de l'ancienne caisse des retraites dont ils amélioreraient et assureraient la marche dans de bonnes conditions, jusqu'à l'extinction de tous les participants et de tous les intéressés.

C'est M. Marsaut lui-même qui montra à la Compagnie de Bessèges et aux ouvriers combien l'avenir avait été engagé avec imprévoyance. Il éclaira la situation de la caisse, et, en ce qui intéresse la liquidation, il eut la bonne fortune de convaincre la plupart des nombreux ouvriers, par l'action intelligente et dévouée des mandataires nommés par eux. La conviction étant faite dans

tous les esprits, on liquida la caisse de retraites de 1873. La liquidation fut très laborieuse. Une nouvelle organisation fut établie à partir du 1^{er} janvier 1888.

En ce qui concerne les ouvriers et employés âgés de moins de 35 ans, la compagnie verse au nom de chacun d'eux, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les sommes provenant ou à provenir, des retenues effectuées sur leurs salaires, et des libéralités de la compagnie. La certitude pour ces ouvriers d'avoir une retraite convenable s'ils sont prévoyants jusqu'à l'âge de 50 à 55 ans, se trouvera notablement accrue en raison de la supériorité qu'offre toujours la garantie de l'Etat sur celle d'une compagnie particulière, si honorable soit-elle. Ces ouvriers pourront ensuite quitter la compagnie, sans rien perdre du bénéfice des retenues qu'ils auront subies ou des libéralités qui leur auront été faites.

Quant aux ouvriers et employés âgés de plus de 35 ans, la caisse nationale des retraites n'eut assuré en raison de leur âge que des retraites insuffisantes. On maintient pour eux le principe d'une association particulière aux ouvriers de la compagnie. La nouvelle organisation transmet alors à ce groupe d'ouvriers et employés la suite des opérations des anciennes caisses des retraites, et le fait ainsi bénéficier du reliquat de cette caisse. Le calcul des probabilités permet d'espérer que chacun des participants de la nouvelle caisse, dite « caisse de retraites des anciens » pourrait jouir à 55 ans d'âge et 30 ans de services, d'une retraite d'environ 300 francs, c'est-à-dire sensiblement égale à celle que peut encore se procurer à la caisse nationale, un ouvrier de 35 ans. On désintéres-

sera aussi les ouvriers et employés de cette dernière catégorie qui quitteraient volontairement ou involontairement la compagnie avant d'avoir atteint l'âge de la retraite.

Ainsi le nouveau règlement prévoit la situation de trois catégories : les imprévoyants, les jeunes ouvriers et les anciens. Pour les premiers, la direction ne crut pas devoir imposer l'épargne obligatoire à des hommes majeurs et aptes à juger leurs intérêts.

Elle se borna à leur donner des conseils, des avertissements et à les réitérer ; à leur fournir toutes les explications, à leur faire tous les calculs qu'ils pouvaient désirer ; elle se contenta d'une action morale.

Quant au jeune ouvrier qui veut assurer ses vieux jours contre la misère, il déposera sur son salaire de 1.400 francs, une retenue de 70 francs par an, soit 5 0/0, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. L'ouvrier de 20 ans aura, à 55 ans, une pension de 569 fr. 10 ; celui de 25 ans, remboursé de 5 années par l'ancienne caisse, recevra une pension de 466 fr. 40 ; celui de 30 ans, remboursé de 10 ans, 375 fr. 55 ; enfin, celui de 35 ans, remboursé de 15 ans, 295 fr. 64.

Les anciens, c'est-à-dire les ouvriers âgés de plus de 35 ans, et n'ayant plus assez de temps pour se créer une pension suffisante à la caisse nationale des retraites, ont une situation moins nette, moins indépendante. La pension ne saurait être déterminée à l'avance ; il fallut en rendre le taux variable pour répartir plus sûrement les ressources entre tous les intéressés. Elle fut fixée à 300 francs, sous les deux conditions de 55 ans d'âge et

de 30 ans de services, réversible par moitié sur la veuve à l'âge de 50 ans.

Voici comment on a opéré la liquidation. Le personnel de la caisse des anciens étant connu, on a l'âge de tous les intéressés et de leur femme. Le problème consistait à établir les prévisions de ressources et de charges, afin de préciser, à la fin de chaque année, l'état de la caisse jusqu'à l'extinction de tout le personnel. Quant aux ressources, on a dressé un tableau de fonctionnement probable. Pour la première année on a porté : 1° l'apport du reliquat des anciennes caisses ; 2° le versement de chaque membre actif, diminué selon les chances de mortalité d'après les tables de Duvillard, c'est-à-dire 70 francs de cotisation ouvrière, multipliés par *c*. La lettre *c* représente le coefficient de vie de chaque individu pour passer de 1888 à 1889 ; 3° les intérêts à 3,50 0/0 du compte de 1888. Et ainsi de suite jusqu'à ce que le dernier membre actif arrive aux conditions de la retraite.

Les charges annuelles furent réparties entre quatre éléments : 1° la charge des retraités actuels ; 2° celle des veuves de retraités et des orphelins ; 3° celle des membres encore en activité de service ; et 4° les femmes de ces derniers.

Ce ne fut pas seulement la caisse des retraites qui fut réorganisée en 1888, ce fut encore la caisse de secours. Un article des anciens statuts posait comme condition de l'embauchage, l'obligation prise par l'ouvrier de renoncer à attaquer la compagnie ou la caisse de secours pour dommages résultant d'accidents dans les travaux, et de se contenter dans l'occurrence des réparations stipulées

aux statuts. Or les tribunaux n'admirent pas cette prétention statutaire. Cette jurisprudence encouragea les ouvriers qui attaquèrent et la compagnie et la caisse de secours l'une après l'autre et firent faire des frais énormes. Aussi la revision se fit d'accord avec les ouvriers et l'on divisa la caisse de secours en deux parts : la caisse des malades et la caisse des blessés. La caisse des malades fut alimentée par une retenue de 2 0/0 sur les salaires, le produit des amendes, la houille refusée par les contrôleurs, déjà abandonnée en 1882 par la compagnie, des dons et les intérêts des fonds disponibles. La caisse n'accorde des secours que pour 100 jours de maladie. Elle accorde gratuitement les secours médicaux et les médicaments aux sociétaires et à leurs familles. Ajoutons une charge très importante, les indemnités de chômage ; l'indemnité est de 0 fr. 20 par jour, pour les ouvriers célibataires ou veufs sans enfants, 0 fr. 25 pour les mariés, plus 0 fr. 05, par jour, par enfant au-dessous de 14 ans, jusqu'au maximum de 0 fr. 35, quel que soit le nombre des enfants. La caisse alloue exceptionnellement des secours aux familles d'ouvriers les plus nécessiteux, aux veuves, aux orphelins, et des pensions facultatives aux veuves et aux orphelins. La compagnie se charge des frais du service médical. L'ouvrier perd tous ses droits aux secours de la caisse des malades, lorsqu'il cesse d'être au service de la compagnie.

Le caisse des blessés alimentée par 2 0/0 des salaires et 2 0/0 des exploitants supporte tous les frais de procès intentés contre la compagnie à raison d'accidents ayant déterminé des blessures. Les charges de la caisse ne

peuvent dépasser ses ressources, sinon les administrateurs font la réduction des charges.

Le mode d'administration de ces deux caisses diffère de celui de 1873 : la caisse des malades est gérée exclusivement par les ouvriers, celle des blessés reste sous le contrôle absolu de la Compagnie.

La distribution de l'indemnité de chômage aux taux que nous avons indiqués ci-dessus a fait l'objet d'un remaniement dans les nouveaux statuts. Sous le régime 1873-1888, on ne prévoyait pas le cas d'invalidité permanente absolue, mais on payait néanmoins indéfiniment l'indemnité entière de chômage aux blessés de cet ordre. On a, depuis 1888, élargi les secours aux victimes d'accidents et il a semblé bon également de désintéresser dans l'avenir, s'il y a lieu, les individus atteints de lésions permanentes légères, par une indemnité immédiatement payée, afin d'écarter les réclamations, et de réserver les pensions aux cas sérieux et parfaitement caractérisés. Mais, d'autre part, pour combattre des abus fréquents, il a été décidé de ne plus payer les 5 premiers jours de chômage pour toutes les blessures qui n'enlèveraient pas au moins 15 jours de travail à l'ouvrier. Avec l'ancien système, les blessés essayaient toujours, avec la complicité des médecins, et dans les cas les plus insignifiants, de franchir le taux réglementaire de 5 jours.

CHAPITRE II

STATISTIQUES DES CAISSES

Avant de donner les statistiques relatives aux caisses en 1884, nous voudrions marquer quel était l'état, à cette même époque, de l'industrie des mines françaises.

L'industrie minérale.— La production est de 20.024.000 tonnes, réparties en 42 départements. Les huit principaux : Pas-de-Calais, Nord, Loire, Gard, Saône-et-Loire, Allier, Aveyron et Bouches-du-Rhône ont produit 17.851.000 tonnes, soit 89 0/0 de l'extraction totale. Voici, en chiffres ronds la répartition de quelques bassins : Nord et Pas-de-Calais 9.437.857 tonnes ; Loire 3.205.272 ; Gard 1.921.903 ; Tarn et Aveyron 1.154.658.

Sur le carreau des mines, le prix moyen de la tonne est pour l'ensemble des bassins, de 12 fr. 33 ; sur les lieux de consommation, 21 fr. Mais le chiffre minimum de vente est de 12 fr. 62 (Nord) ; le chiffre maximum 37 fr. 25 (Haute-Savoie).

Les importations étrangères s'élèvent à 11.678.000 tonnes réparties entre 5.733.000 anglaises, 4.260.000 belges, 1.678.000 allemandes, et 7.000 d'autres pays.

L'exportation française s'est élevée à 500.000 tonnes.

Les mines occupent 109.426 ouvriers ; le nombre des journées de travail est de 30 656.000 pour lesquelles il a été versé 117.358.000 fr. de salaires. Le salaire moyen par journée de travail est, sans distinction d'âge, ni de sexe, de 3 fr. 83. Le nombre des journées de travail par ouvrier est de 283 pour le fond et 273 pour le jour. Le salaire correspondant a été de 4 fr. 15 au fond, et 3 fr. au jour. Enfin, la moyenne des salaires annuels ressort à 1.174 fr. au fond et 818 fr. au jour ; ou encore à 1.073 francs sans distinction.

La production annuelle par ouvrier est de 256 tonnes, au fond et 183 sans distinction. Les frais de main-d'œuvre par tonne s'élèvent à 5 fr. 86.

Examen statistique des caisses en 1884 et en 1892. — Le montant quotidien des pensions de retraites varie suivant qu'il s'agit de retraites d'âge, ou de pensions d'invalidité. Celles-ci atteignent par jour 1 fr. 65 à Bes-sèges, Blanzv, Trélvs ; 1 fr. 20 à Aniche ; 1 fr. à la caisse centrale de la Loire, Rive-de-Gier, Bully-Grenay, Drocourt, Carmaux, Bressac. Elles sont allouées par le seul fait de l'incapacité de travail, abstraction faite de l'âge. Il faut distinguer cette pension de la pension d'accident ; celle-ci, appelée aujourd'hui, depuis la loi du 9 avril 1898, incapacité de travail, permanente, absolue ou partielle, résulte d'un fait bien précis : l'accident. L'invalidité proprement dite doit s'entendre de l'impossibilité due à toute autre cause que l'accident.

Quant à la retraite d'âge elle est allouée, lorsque le mineur a atteint un âge déterminé, quelle que soit à ce moment la capacité de travail de l'intéressé ; elle peut

descendre par jour au minimum de 0 fr. 40 à Anzin et dans la plupart des mines du Nord et du Pas-de-Calais et de 0 fr. 33 à Farfay, Faymoreau. En 1884, la pension de retraite d'âge est soit constituée par le livret individuel à la caisse nationale des retraites, soit fixée d'après les catégories de salaires ; soit composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle à la durée de service ; soit au prorata des arrérages du fonds de la caisse.

Elle est tantôt à la charge des exploitants, tantôt à la charge de caisses de prévoyance. En 1892, les retraites d'âge et d'invalidité, relatives à 34 exploitations prenant la charge des dépenses pour leurs 50.225 ouvriers, s'élèvent à 679.869 fr. A la charge des caisses de prévoyance établies dans 67 exploitations pour 88.556 ouvriers, elles atteignent 2.042.872 fr. pour 8.442 pensionnaires.

A ces deux époques : 1884 et 1892, lorsqu'il y a un livret individuel à la caisse nationale, la pension de retraite se compose d'une partie acquise par le livret au moyen des versements et d'une majoration, proportionnelle aux années de service, qui est à la charge de l'exploitant. Si la retraite est calculée sur une retenue ouvrière de 1,50/0 du salaire sur le versement égal de l'exploitant, auquel il faut ajouter une majoration de 3 fr. et de 1 fr. 50 par année de service de 10 à 25 ans ; si la retenue est de 2 0/0, sans versement de l'exploitant, la majoration est de 18 fr. par année de service après 15 ans. Enfin si elle est de 3 0/0, toujours sans versement de l'exploitant, la majoration est de 1/5 du traitement moyen des trois dernières années, plus 1/125 par année de service de plus de 25 ans.

Si la retraite d'âge, constituée sur livret individuel est à la charge de caisses de prévoyance, elle est calculée sur un versement annuel de 4 0/0 du salaire, plus 12 fr. par année de service au delà de 20 années.

La retraite d'âge fixée d'après les catégories de salaires est de 120 fr., 240, 250, 440 et 520 si elle est à la charge de l'exploitant ; les caisses de prévoyance allouent de 180 à 396 fr.

La retraite composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle atteint, à la charge de l'exploitant 300 fr., plus 25 fr. par année de service au-dessus de 30 ans ; à la charge des caisses de prévoyance, tantôt 300 fr., tantôt 300 fr. plus 25 fr. par année de service au delà de 30 ans ; tantôt par jour, soit 5 fr., soit 9 fr. 60, soit 13 fr. 50.

La retraite calculée au prorata des arrérages du fonds de la caisse de prévoyance atteint au maximum 320 fr. et 350 fr.

Entrons dans de plus grands détails. Nous ne nous occuperons que des mines de charbon. Sur 308 mines, il y a 111.317 ouvriers, dont 76.982 au fond et 34.335 au jour. Ces 76.982 se divisent en 71.731 hommes et 5.251 enfants ; les 34.335, en 27.523 hommes, 2.849 enfants et 3.963 femmes.

Sur ces 111.317 ouvriers, il en est 109.237 qui participent aux caisses de secours. Cette participation est donc de 98,1 0/0. Les 103 charbonnages qui n'ont pas d'institutions de prévoyance n'occupent pas plus de 10 0/0 des ouvriers, soit 10 par mine seulement.

Les mines peuvent être divisées en trois catégories :
1° celles qui ont des caisses alimentées par des retenues

sur les salaires des mineurs et par des subventions proportionnelles des exploitants ; 2° alimentées par des retenues sur les salaires et sans que les subventions des exploitants soient réglées ; 3° alimentées exclusivement par les exploitants, sans aucune retenue sur les salaires.

1° Les premières mines sont au nombre de 73. Elles englobent 48.966 ouvriers. Les 50 caisses qui leur distribuent des secours et des pensions sont alimentées par 2.863.441 fr., provenant de 1.652.960 fr. de retenues sur salaires, 996.952 fr. de versements d'exploitants et 213.529 fr. de recettes diverses. Il faut ajouter 191.729 fr. versés par les exploitants seuls, et consistant en 93.649 fr. de secours médicaux, et 98.080 de pensions de retraites ou de secours supplémentaires.

Les dépenses s'élèvent à 2.643.921. Elles sont réparties en 1.714.064 fr. pour secours et pensions ; 493.113 en service médical ; 436.744 en autres dépenses, telles que frais d'école. L'ensemble des dépenses ressort à 1.812.144 pour les secours ou les pensions ; 586.762 pour le service médical. L'excédent, gage des retraites, est de 219.520 fr. Par ouvrier participant, voici les moyennes : retenues sur salaires 33 fr. 76 ; secours et pensions 37 fr. 01 ; frais du service médical 11 fr. 98.

En 1892, 947 pensions de blessés coûtent 346.298 fr. Il est alloué en secours : 350.830 fr. à 1.565 veuves et ascendants ; 135.219 à 1.629 enfants. Les pensions s'établissent ainsi en moyenne : 365 fr. aux blessés, 225 aux veuves et ascendants, 83 aux enfants, 281 aux vieillards et invalides. Pour l'ensemble 242 fr.

2° Les caisses alimentées par une retenue sur salaires et un versement variable de l'exploitant, sont au nombre de 72, comprenant 95 mines, distribuant des secours à 31.459 ouvriers. Elles sont alimentées par 1.380.015 fr., dont 969.403 fr. en retenues sur salaires ; 347.170 en versements d'exploitants et 63.442 de recettes diverses. Ajoutons 184.553 fr. versées par les exploitants seuls et consistant en 105.775 fr. de secours et pensions, et 78.778 de service médical.

Les dépenses s'élèvent à 1.301.060, réparties en 853.984 de secours et pensions, 317.738 de service médical et 129.338 d'autres dépenses. Par ouvrier participant les moyennes sont : retenues sur salaires 30 fr. 81 ; secours et pensions 30,51 ; frais du service médical 11,97.

3° Les mines pourvues de caisses alimentées par les seuls exploitants sont au nombre de 37, occupant 28.812 ouvriers, et possédant 24 caisses. Les dépenses s'élèvent à 1.456.868 fr., soit 1.146.490 en secours et pensions ; 310.378 en service médical. La moyenne par participant est de 39,79 pour les secours et les pensions ; 10,77 pour le service médical.

En 1892, 34 exploitants occupent 50.225 ouvriers et payant 74.326.000 fr. de salaire, ont des caisses à la charge des exploitants. Elles servent 5.632 pensions, coûtant 1.192.349. Les pensions et la somme totale sont ainsi réparties : pensions de blessés 565 coûtant 190.736 fr. ; pensions de veuves et d'ascendants 1.097, au prix de 267.805 fr. ; secours aux enfants 673, coûtant 53.939 fr. ; et 3.297 retraites d'âge et d'invalidité

dont nous avons déjà parlé, coûtant 679.869 fr. Le capital que représente cette somme de pensions de 1.192.349 fr., est de 12.673.826. Or les réserves des caisses pour les pensions ne sont que de 3.337.000 fr., ce qui fait un déficit caractéristique de 9 millions, à moins de dire que les pensions entrent dans les frais généraux de l'entreprise. Rapportée aux salaires, la somme dépensée en pensions ressort à 16,04 0/0.

Age moyen des mineurs occupés dans les mines. — Pour terminer, nous donnons ces derniers chiffres : de 12 à 15 ans, les mines occupent des ouvriers dans la proportion de 6,6 0/0 ; de 16 à 20 ans, 15,1 ; de 21 à 25 ans, 11,2 ; de 26 à 30 ans, 13,7 ; de 31 à 35 ans, 13 ; de 34 à 40, 11,4 ; de 41 à 45, 9,9 ; de 46 à 50, 7,8 ; de 51 à 55 ans, 5,3 ; de 56 à 60 ans, 3,3 ; de 61 à 65, 1,4 ; de 66 à 70, 0,7 ; de 71 à 85, 0,3.

CHAPITRE III

LES CAISSES MINIÈRES A L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE

Première Partie : Notions préliminaires

Les groupes de bassins houillers. Leur production. —
En 1891, la production totale des combustibles minéraux s'élevait en houilles à 73.715.653 tonnes, dont l'Alsace-Lorraine 845.660, et en lignites à 20.536.625, par conséquent, en tout à 94.252.278 tonnes. Le combustible provient des bassins houillers suivants : celui de Saarbrück, dirigé par l'administration royale : 7 millions et demi ; celui de la Haute-Silésie à la frontière austro-russe, dont la production fournit le quart de l'extraction allemande ; celui de la Basse-Silésie, à proximité de la frontière de Bohême et produisant plus de 3 millions et demi ; celui de la Saxe, dont l'extraction dépasse 4.200.000 tonnes. Enfin le bassin le plus important, celui de Westphalie dans lequel apparaît le bassin de la Ruhr. Celui-ci situé sur la rive droite du Rhin, à cheval sur la province rhénane et sur la Westphalie, s'étend sur une

longueur de 65 kilomètres de l'est à l'ouest, et sur une largeur de 35 kilomètres du nord au sud. Sa superficie est de 2.300 kilomètres carrés. Il comprend plusieurs divisions : Witten, Bochum, Essen, Duisbourg. Depuis sa création, il a reçu un développement merveilleux. En 1847, il produisait 1.547.000 tonnes ; en 1859, 3.793.355 ; en 1887, 28.497.000 ; en 1889, 35.213.398 ; en 1892, 36.853.502.

Depuis 1885, il concurrence activement le charbon belge sur le marché belge. Il tend à envahir tous les marchés du monde, par la formation de syndicats de vente.

Relativement aux ouvriers mineurs, je ne possède que quelques chiffres datant de 1887. Le bassin de la Ruhr occupe alors, plus de 100.000 ouvriers ; les ouvriers du fond, reçoivent en échange d'un travail de 8 heures, un salaire de 3 fr. 60 à 4 fr. 80 par jour, suivant les catégories ; ceux du jour, reçoivent en échange de 12 heures de travail, un salaire variant entre 1 fr. 25 et 3 fr. 75. Les porions et les maîtres mineurs sont payés au mois : les premiers touchent 131 fr. 25 ; les seconds de 137 fr. 50 à 175 francs, suivant les classes.

La législation minière. — Du xiv^e siècle au xix^e, ce sont des ordonnances qui règlent la situation des mines dans chaque province de l'Empire : Ordonnance de 1300 pour Kuttentberg ; Joachimsthal 1548 ; Nassau 1559 ; Electorat de Trèves, 1564 ; Ordonnance de 1538 pour les mines métalliques du Hartz ; Electorat de Cologne 1669 ; Clèves et Marche 1766 ; Silésie 1769 ; Magdebourg 1772 ; Palatinat 1781 ; Bavière 1784.

Au XIX^e siècle, ces prescriptions furent confirmées par les nouvelles dispositions minières contenues dans une sorte de code des mines, appelé *Allgemeines Landrecht*. De plus, sur la rive gauche du Rhin, dans la Prusse, une partie de la législation française : le décret de 1813, trouvait son application.

Jusqu'en 1865, l'administration des mines (Bergamt), eut en main la répartition des ouvriers mineurs dans les diverses exploitations ; elle fixa les salaires, et, bien plus, elle détermina les quantités à extraire dans chaque mine et les prix de vente. Elle dirigea les exploitations de manière à assurer un certain débit à chacune des mines concurrentes. Ces règles, si restrictives de la liberté de l'industrie, provenaient de l'ancien droit minier. Elles étaient partiellement tombées en désuétude vers 1850 ; elles ne disparurent qu'avec la loi de 1865.

C'est la loi de 1865 qui a réglementé, d'une façon très libérale, l'industrie et la propriété des mines. C'est une loi prussienne dont les différents Etats de l'Allemagne ont reproduit les dispositions essentielles.

Nous avons présenté ce tableau assez court de la législation minière, parce que l'organisation des caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs, a été soit imposée, soit prévue par ces législations successives.

L'organisation des caisses ne se rattache pas seulement à l'organisation légale des mines ; elle a été établie et réglementée par des lois propres aux caisses elles-mêmes, et elle a reçu des modifications nécessaires, du fait d'une législation générale d'assurance ouvrière.

Nous passerons en revue tour à tour, mais sommairement, les diverses dispositions au moyen desquelles l'Empire allemand organise l'assurance contre les triples risques qui atteignent la vie matérielle de l'ouvrier : la maladie, l'accident et la vieillesse ; et nous montrerons comment leur fonctionnement influe sur celui des caisses de mineurs.

Les lois d'assurance allemande contre la maladie. — L'ancienne législation, notamment la loi du 6 juin 1870 sur les sociétés de bienfaisance ; du 7 avril 1876 sur les caisses de secours ; du 8 avril 1876 et du 18 juillet 1881 portant modification de la loi industrielle (Gewerbeordnung) s'était montrée insuffisante. En régissant les caisses de malades sous leurs formes primitives et en respectant strictement la libre initiative des participants, elle n'avait pu arriver à étendre le bienfait de cette protection qu'à la moitié à peine des personnes susceptibles d'être atteintes par les risques et protégées par les assurances. La constatation de l'insuffisance de cette législation amena l'organisation de l'assurance obligatoire.

La première loi porte la date du 15 juin 1883. La nature de l'obligation est nécessaire à déterminer : c'est une obligation de s'assurer à n'importe quelle caisse. Ce qui est obligatoire c'est l'assurance, ce n'est pas l'inscription à une caisse déterminée. Comme conséquence logique, tout individu obligé de s'assurer contre la maladie, conserve intacte sa liberté d'option entre divers types de caisses que la loi mentionne.

L'obligation d'assurance s'applique à tous les ouvriers

de l'industrie. Cependant les ouvriers agricoles et forestiers ont la faculté de ne pas s'assurer. Enfin l'obligation ne s'étend pas aux personnes dont la profession comporte un régime spécial qui leur procure des secours équivalents à ceux de l'assurance prévue par la loi.

L'assurance porte sur le patron et non sur l'ouvrier. Le patron paiera pour l'ouvrier la cotisation qu'il retiendra, légalement et normalement, sur le salaire de celui-ci.

Les types de caisse entre lesquels l'ouvrier a le choix peuvent être répartis en deux groupes : ceux qui existaient avant la loi et ceux qui ont été créés par elle. Les organes préexistants sont les caisses de corporation instituées par application du code industriel de 1881 (*Gewerbeordnung*) ; les caisses de secours instituées à titre isolé pour certaines industries, par exemple, les caisses minières instituées d'après les prescriptions spéciales de la législation minière de chaque État de l'Empire ; enfin, des caisses libres, fruit de l'association volontaire et spontanée des ouvriers et des industriels, administrées exclusivement par les ouvriers, et reconnues, soit par la législation spéciale de chaque État confédéré, soit par la loi d'Empire du 7 avril 1876, sous le nom de caisses inscrites.

Les organes nouveaux sont institués par chaque groupement professionnel dans chaque circonscription territoriale (caisses de circonscription) et par groupement intégral d'une même exploitation (caisse de fabrique, déjà instituées par les grands industriels pour les ouvriers de leurs établissements).

Le législateur de 1883 a respecté les trois types pré-

existants, et il a rendu obligatoire pour les communes et les patrons, la création des caisses locales et des caisses professionnelles, que nous venons de définir.

La loi de 1883 et les caisses minières. — Les mines affiliées à des caisses minières subissent l'application de la loi de 1883, en ce qui concerne l'objet de l'assurance, et les conditions et formalités de l'institution des caisses. Pour l'objet de l'assurance, les articles 56, 74, 77 et 80 régissent les caisses minières. L'art. 56 porte « les droits aux secours appartenant aux personnes assurées en vertu de la présente loi ne peuvent être légalement ni mis en gage, ni cédés, ni saisis, ni imputés autrement que sur des cotisations exigibles ». Le § 2 de l'article 74 règle en un certain sens, le taux des secours, en disant qu'il ne peut être inférieur au secours minimum que la loi prévoit pour les caisses de fabriques. Le § 4 du même article renvoie à l'article 26, aux termes duquel le droit au secours commence à naître du jour où l'on devient membre d'une caisse. L'art. 77 déclare — et c'est une mesure politique bienfaisante — que les allocations auxquelles a droit le membre d'une caisse ne sont pas assimilables aux secours de l'assistance publique.

Le législateur a été heureusement inspiré en édictant cette disposition ; car on sait que l'allocation des secours d'assistance publique faisant perdre les droits électoraux au Reichstag, prive d'un droit politique fondamental, les citoyens allemands. Sans vouloir discuter si cette mesure, à l'égard de l'assisté est juste, on ne peut que se féliciter que la législation ait marqué sur un point

important et d'une manière nette, la distance qui doit séparer l'assistance, de l'assurance.

L'art. 80 établit une garantie en faveur des ouvriers « les patrons ne peuvent s'affranchir, au détriment des « ouvriers, des obligations que la loi leur impose. Les « contrats conclus dans ce but sont nuls de plein droit ».

Les formalités de l'institution des caisses sont réglées par les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 74, qui portent que les caisses devront modifier leurs statuts avant le 1^{er} janvier 1887, de manière à assurer à leurs membres des secours au moins égaux à ceux que doivent servir les caisses de fabrique (art. 74 § 2) : l'art. 74 § 3 donnait aux autorités de surveillance le droit de procéder d'office à ces modifications de statuts, si la caisse négligeait d'y pourvoir. Les caisses devront également se conformer, dès l'entrée en vigueur de la loi (1^{er} décembre 1884) aux dispositions du § 1 de l'art. 24 qui déclare le droit aux secours ouvert à dater du jour de l'entrée à la caisse, et qui interdit le prélèvement d'un droit d'entrée sur le membre nouveau qui n'a cessé que depuis 13 semaines d'appartenir à une caisse de maladie (art. 74 § 4).

J'ajoute que l'article 86 interdit d'employer les fonds des caisses de maladie, en secours alloués aux invalides, aux veuves et aux orphelins. C'est dire qu'il prescrit nettement la division des caisses existantes en caisses de malades et en caisses de pensions.

L'assurance générale contre les accidents. — Sous le régime de la loi du 7 juin 1871, les ouvriers victimes d'accidents recevaient des caisses organisées, des secours

fixés par les statuts. De plus, ils avaient en cas de faute du patron ou de ses employés recours contre lui en justice, recours facilité par l'usage qu'ils faisaient du droit des pauvres d'engager les procès sans aucun frais.

Au principe de responsabilité, le législateur a substitué le principe du risque inhérent à l'exercice de la profession, et de l'obligation pour le patron d'en couvrir ses ouvriers. Ce double principe est posé par la loi du 6 juillet 1884.

Tandis que dans l'assurance-maladie l'ouvrier est libre du choix de la caisse, dans l'assurance-accidents il doit accepter l'établissement d'assurance que la loi lui désigne. Ainsi l'ouvrier mineur est obligé d'appartenir à la « corporation » minière d'accidents.

L'importance des charges financières qui résultent de l'assurance contre les accidents, oblige à recourir à l'institution d'établissements qui comprennent un nombre considérable d'assurés. Aussi a-t-on établi des groupements professionnels : les patrons d'une même industrie sont groupés, en vue de l'assurance par unions ou « corporations », comprenant tous les chefs d'industrie soit de l'Empire, soit d'une certaine région. La corporation fait face aux charges annuelles par des taxes levées sur ses membres : les patrons. Ces taxes sont proportionnelles, à la fois, au nombre d'ouvriers occupés, et aux salaires payés.

L'ouvrier blessé est créancier de la corporation entière ; au cas où celle-ci cesserait de remplir ses obligations légales, l'Etat allemand prendrait sa place et acquitterait ses charges. Une indemnité n'est due à l'ouvrier que

si l'accident lui a causé une incapacité de travail de plus de 13 semaines (les 13 premières semaines sont payées par la caisse de maladie), et est alors réglée par la corporation. Si le blessé n'accepte pas le règlement, il a recours devant une juridiction spéciale composée de tribunaux locaux, et en appel d'un tribunal suprême siégeant à Berlin. Ces juridictions discutent les points de savoir : si l'accident est bien un accident de travail — quelle est l'étendue du dommage causé — et la quotité du salaire qui sert à établir l'indemnité.

Les indemnités sont payées invariablement sous forme de pensions incessibles et insaisissables.

Les corporations minières. — La loi d'assurance-maladie tout en modifiant l'esprit des institutions existantes, les avait laissées debout ; donnant un caractère d'obligation sociale à un organisme considéré jusqu'alors comme simple mesure de soutien mutuel et de bienfaisance, elle admettait comme autrefois à participer aux charges les ouvriers et les patrons réunis.

La deuxième loi d'assurance brise ce lien, rompt complètement avec l'ancienne tradition, et lui substitue non seulement le principe nouveau du risque professionnel, mais encore une institution nouvelle : la corporation.

Nous n'avons pas l'intention de décrire l'organisation des caisses et des pensions d'accidents, dans ce travail. La partie que nous consacrons à la législation comparée ne doit pas recevoir de développements parallèles, différents de ceux qu'exige la législation française. Or, la loi du 29 juin 1894 n'organise que l'assurance contre la

maladie et contre la vieillesse dans les mines. L'assurance contre les accidents dans les mines de France entre dans le cadre de l'assurance générale des accidents industriels, réglée par la loi du 9 avril 1898.

Cependant, nous voudrions tracer en quelques lignes le tableau de la « corporation minière ». La Corporation minière s'étend sur toute l'Allemagne ; elle est divisée en huit sections, coïncidant généralement avec les arrondissements minéralogiques. Ces sections ne correspondent pas aux divisions politiques par province, mais aux grandes régions naturelles du sol, de façon à former au point de vue minier des bassins aussi bien définis et aussi homogènes que possible.

Ainsi l'arrondissement minéralogique de Dortmund, dont le bassin houiller de la Ruhr forme le corps principal constitue la section II. En 1886, la corporation minière comptait 1.658 établissements enregistrés, 343.619 personnes assurées. Elle comprenait les branches d'industrie suivantes : exploitations de houille, de lignite, mines de fer et autres mines métalliques, mines de sel et salines, autres exploitations minérales.

Il convient d'étudier la corporation au point de vue administratif et au point de vue financier. Les huit sections fonctionnant comme autant de petites corporations, l'unité à considérer et à étudier est la section. Chaque section réunit une assemblée générale de ses membres qui sont tous les exploitants des mines ou leurs fondés de pouvoirs. Ceux-ci prescrivent toutes les mesures réglementaires pour prévenir les accidents. En temps ordinaire et pour les affaires courantes, la section est représentée par

un comité composé de 3 membres et ayant sous ses ordres des délégués locaux, les « hommes de confiance » d'un nombre égal à celui des districts miniers compris dans la section et qui ont un rôle actif. Ce sont des patrons choisis par leurs pairs et parmi eux.

L'administration générale de la corporation est dans les mains d'un « Comité suprême » composé de 16 membres. L'assemblée générale constituée par des délégués élus par les exploitants, à raison de 1 par 5.000 personnes assurées, se réunit en séance ordinaire une fois par an.

Pour sauvegarder les intérêts des ouvriers, la loi leur a accordé une représentation. Les « anciens » des caisses minières sont de droit « représentants ». Les anciens nomment des délégués en nombre égal à celui des industriels membres du comité de section : ils donnent leur avis sur les mesures à prescrire pour éviter les accidents.

Les comités des sections n'exercent pas seulement des fonctions administratives ; ils sont encore chargés de fonctions judiciaires. Ils fixent le montant des indemnités dues aux victimes d'accidents, à la suite de l'instruction faite par l'homme de confiance. Les intéressés ont la faculté d'aller en appel devant un tribunal arbitral composé d'un président choisi par l'Etat parmi ses juges, et de quatre assesseurs dont deux nommés par l'assemblée de section et deux nommés par les délégués ouvriers.

Pour organiser le service financier, la corporation forme progressivement un fonds de réserve, constitué par la majoration des contributions pendant les 11 premières années, aux taux successifs de 300, 200, 150, 100, 80, 60 et ainsi de suite en diminuant chaque fois de 10. Les

intérêts de ces fonds de réserve doivent lui être ajoutés jusqu'à ce qu'il ait atteint le double de la charge moyenne annuelle (c'est-à-dire à peu près dans 75 ans).

La corporation avait le choix entre deux systèmes : la capitalisation et la répartition. Le premier est propre aux compagnies privées d'assurances : elles assurent le paiement des pensions par la mise en réserve d'un capital qui, placé, suffira à en couvrir ultérieurement le montant. Cette manière d'opérer, en donnant toute satisfaction et sécurité pour l'avenir, aurait fait peser, tout d'abord, au début, une lourde charge financière sur les industriels. Avec la répartition, les frais sont répartis annuellement entre les intéressés, sans qu'il soit besoin de constituer un capital. Les corporations devaient tirer leurs ressources des recettes annuelles au fur et à mesure des besoins : la charge était ainsi réduite au minimum. Ce système est imprévoyant, car la moindre perturbation économique ou politique peut arrêter brusquement le paiement des pensions : il n'y a plus de sécurité d'avenir.

On voit que la corporation a adopté un système mixte ayant à sa base la répartition, mais en corrigeant l'imprévoyance de ce procédé financier.

Les indemnités payées par la corporation consistent en : frais du traitement médical à partir de la 14^e semaine — secours journaliers à partir de la même semaine, égal aux $\frac{2}{3}$ du salaire journalier moyen, si l'incapacité de travail est totale ; réduit en proportion si elle n'est que partielle ; à partir de la 5^e semaine, la corporation ajoute à la somme payée par l'assurance-maladie, un supplément égal à $\frac{1}{6}$ du salaire, de façon à ramener le total aux $\frac{2}{3}$ — secours

d'enterrement égal à vingt fois le salaire journalier moyen — pensions à la veuve, de 20 0/0 du salaire ; aux orphelins, de 15 0/0 pour chaque orphelin de père, de 20 0/0 pour chaque orphelin de père et de mère — pensions aux ascendants 20 0/0.

Les dépenses de la corporation sont réparties entre les sections, puis entre les établissements miniers. Pour la corporation, l'assemblée générale fixe pour chaque section une dépense annuelle normale, exprimée en tant pour cent du total des salaires. Pour les sections, on partage cette dépense entre les sections proportionnellement à leurs totaux de salaires et à leurs coefficients de risques. Chaque section forme un tout financier et administratif. Avec ses ressources, elle paye les indemnités et les pensions exigées, ses frais d'administration et sa part proportionnelle des frais généraux d'administration de la corporation. En ce qui concerne les établissements de la section, on partage dans chaque section la charge annuelle entre les industriels, proportionnellement aux salaires payés et aux coefficients de risques. Le total annuel des salaires varie, à peu près, en raison du nombre des ouvriers occupés.

L'assurance générale contre l'invalidité et la vieillesse. — La loi du 22 juin 1889 a institué l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse, réalisée par des organes d'assurance (Versicherungsanstalten) et des caisses dites autorisées. Les unes, créées pour une région déterminée, constituent l'organe normal de l'assurance ; les autres résultent du désir du législateur de respecter des institu-

tions libres, qui assurent à leurs membres une assistance équivalente à celle que la loi a prévue.

Les charges de l'assurance sont supportées par les patrons, par les ouvriers et par l'Empire. L'Empire fournit pour chaque pension une subvention de 50 marcs par an ; il supporte, en outre, les dépenses de l'Office impérial et les frais du paiement des pensions par la poste. Les autres charges, qui sont les plus lourdes, sont payées par les patrons et les ouvriers qui versent des cotisations égales.

Cette loi prévoit la transformation des associations minières. Elle les autorise à se substituer aux établissements chargés du service de cette assurance, si elles remplissent des conditions déterminées. Les associations minières pouvaient donc opter entre deux solutions suivant qu'elles préféreraient constituer des organes autonomes, assurant eux-mêmes l'application de la loi de 1889, ou bien, au contraire, qu'elles laissaient aux établissements institués par cette loi le soin de servir à leurs membres les allocations que le législateur avait définies. Dans le premier cas, elles demeuraient indépendantes ; dans la deuxième hypothèse, elles se rattachaient aux organes prévus par la loi de 1889, sur lesquels elles se déchargeaient du service des retraites.

Les associations puissantes, susceptibles d'offrir les garanties nécessaires à un service de pensions d'invalidité et de vieillesse, trouvent dans l'autonomie de réels avantages au point de vue de la simplicité et de l'économie du fonctionnement de l'assurance.

Mais cette solution ne saurait convenir aux associations

que la modicité de leurs ressources ne mettraient pas en mesure de supporter les charges de l'assurance instituée par la loi. Toutefois, ces dernières associations peuvent bénéficier des avantages inhérents à l'autonomie, si elles réunissent un nombre suffisant pour constituer un groupement qui présente les conditions désirables de solidité financière.

Une association peut donc conserver son autonomie, soit en se chargeant elle-même du service de l'assurance prévue par la loi, soit en se réunissant à d'autres associations pour constituer avec elles une caisse de pensions commune.

L'association minière générale de Bochum (bassin de la Ruhr) est un type du premier mode d'autonomie. Elle s'étend sur trois districts : Bochum, Essen et Mülheim. La caisse de pensions minières du nord de l'Allemagne et la caisse générale des pensions minières du royaume de Saxe sont des exemples du second mode. La caisse du nord de l'Allemagne dont les statuts ont été approuvés le 18 décembre 1890 fait le service d'assurance pour dix-huit associations. Quant à la caisse de Saxe, elle se substitue à vingt-sept caisses de pensions saxonnes : son siège est à Freiberg. Au lieu de constituer comme la caisse du Nord, une caisse distincte des associations minières pour lesquelles elle fonctionne, elle résulte de leur réunion en une seule et même institution ; les caisses préexistantes ont disparu dans la caisse nouvelle au lieu de coexister avec elle, à titre d'organes indépendants.

Deuxième Partie : Les caisses de secours et de retraites des mineurs en Allemagne

Nous nous proposons dans cette deuxième partie d'étudier en détail les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ; nous en marquerons les transformations historiques au fur et à mesure que nous décrirons leur organisme théorique, et nous présenterons certains chiffres statistiques.

I. Organisation des caisses.

L'organisation des caisses consiste dans un ensemble de ressources, de dépenses et dans une administration. Nous examinerons chacune de ces parties dans leur développement historique et théorique. Auparavant nous indiquerons l'étendue des caisses et la nature des membres qui y participent.

A. *Etendue des caisses.* — Leur étendue varie avec le régime légal qui les règle. Avant la loi de 1854, elles comprenaient soit les mines d'un seul exploitant, soit celles de plusieurs exploitations dans un district déterminé. Quelques-unes, comme celles de Silésie notamment, s'appliquaient dès lors comme aujourd'hui à des usines en même temps qu'à des mines. Mais la loi du 10 avril 1854 sur les caisses « *Knappschaftsvereine* » déclare que le district sur lequel s'étendra la « *Knappschaft* » sera déterminé par le ministre, après entente des intéressés

et de l'autorité minière. La loi générale sur les mines du 24 juin 1865, a conservé l'organisation générale des caisses minières prévues par la loi de 1854.

B. *Division des membres.* — Les membres ouvriers participants aux caisses sont répartis en catégories qui ont changé de nombre et de forme suivant le régime légal des caisses, ou la modification des statuts. Ces divisions sont très importantes, car suivant la qualité des membres ouvriers, ceux-ci sont tenus d'apporter telle ou telle cotisation à la caisse, ou bien ils en reçoivent telle ou telle allocation.

Ainsi dans la première période de sa fondation, la caisse de Bochum divisait ses ouvriers en trois catégories : 1^o les « ständige » stables ou inscrits qui jouissaient de toutes les allocations fournies par la caisse ; 2^o les « unständige », instables qui tout en payant les mêmes contributions que les stables n'avaient droit qu'au traitement et aux médicaments gratuits ; pour devenir stable, il faut faire un stage ; 3^o les « tagelöhner », journaliers, manœuvres, ou ouvriers temporaires auxquels on imposait également une retenue, sans leur donner une allocation.

En 1824, on supprima cette dernière contribution. La loi de 1854 et de 1865, maintiennent la division en deux catégories : les membres privilégiés « meistberechtigte » ou membres constitués et les membres privilégiés « minderberechtigte », ou non constitués, suivant le temps de service, l'âge d'entrée dans l'association, le degré d'instruction, l'état de santé. Ces deux catégories se subdivisent à leur tour en trois ou quatre classes. La « bénédiction des

milliards », de l'indemnité de la guerre franco-allemande et la fièvre de richesse qu'elle alluma dans tout le pays, firent croire à une ère de prospérité sans limite. Aussi dès 1873, les statuts des caisses favorisent les classes inférieures, comprenant celle des journaliers qui montent à la classe des instables; puis on admet ceux-ci aux mêmes bénéfices que les stables, sous la seule restriction qu'il ne serait accordé de pensions pour incapacité de travail causée par l'âge ou la maladie qu'après dix ans de services. Mais on dut opérer une nouvelle revision dans les années 1878, 1879, car cette transformation des catégories avait porté atteinte à la solidité des caisses et entraîné des conséquences financières très préjudiciables à l'avenir de l'institution. Des conditions restrictives furent imposées pour la réception des membres, et leur passage dans une classe supérieure. La loi d'assurances de 1883 respectant l'institution des caisses minières et les acceptant comme caisses de maladies, les obligea à modifier leurs statuts pour les mettre d'accord avec les prescriptions générales qu'elle établissait. Désormais pour être membre stable, il fallut réunir les conditions suivantes : avoir une bonne santé constatée par le médecin de la caisse, être âgé de 18 à 40 ans, avoir travaillé dans les mines faisant partie de la Verein (association) pendant un an comme mineur instable. Les statuts établissent la durée du stage ; mais c'est le comité d'administration qui décide du passage d'une classe dans une autre.

La loi du 22 juin 1889, sur l'assurance-invalidité et vieillesse a respecté l'organisation des caisses de pen-

sions. Dans le bassin de Westphalie nous trouvons une division en sections et classes dans l'ordre suivant : 1^o première section d'employés ; 2^o deuxième section d'employés ; 3^o première classe d'ouvriers ; 4^o deuxième classe, ouvriers instables ou stagiaires ; 5^o troisième classe, ouvriers stables ou actifs.

**Examen historique et théorique des ressources
des Knappschaften**

Sous le régime des ordonnances nous ne possédons que quelques renseignements. L'ordonnance de 1538 stipulait que la caisse aurait pour ressources 1 pfennig (1 centime 25) versé par chaque ouvrier tous les samedis ; le produit des minerais tombés des voitures dans les chemins creux, constituait la part des exploitants qui fréquemment donnaient aux caisses la propriété de parts de bénéfices, appelées « freiküxe ». L'ordonnance de l'Électorat de Cologne de 1669 prescrivait que chaque mineur verserait 4 pfennigs lourds, c'est-à-dire la moitié d'un gros (0,06 centimes) par semaine. Les exploitants supportaient les frais de traitement et d'enterrement des victimes d'accidents. Ces caisses étaient principalement des caisses d'accidents. Les ordonnances des mines du XVIII^e siècle imposaient aux ouvriers une contribution évaluée en tant pour cent des salaires.

La caisse de la Ruhr fondée en 1767, conformément à l'ordonnance de la Marche de 1766, demandait à ses ouvriers participants 1,66 0/0 de leurs salaires. Mais

l'endettement de la caisse l'obligea à se réorganiser sur des bases nouvelles, en 1781.

Elle établit pour les ouvriers les « Freischietgelder » qui furent des contributions remplaçant des journées faites gratuitement pour la caisse, fixées d'abord à quatre journées de travail par an, puis à douze. Le montant de la journée était de 1 fr. 16. Cette contribution ressortait environ à 5 0/0 du salaire, de manière que les ouvriers payaient alors 5,66 0/0. Quant aux exploitants, leur contribution fut fixée tout d'abord à autant de tonneaux de charbon qu'ils occupaient d'ouvriers, plus le salaire aux malades et aux blessés pendant quatre ou huit semaines. La caisse avait encore quelques recettes accessoires, comme un droit d'entrée ou d'avancement payé par les ouvriers, un droit de 3 fr. 75 en cas de mariage, les amendes et un subside payé par la caisse de l'administration des mines. En 1842, on fixe d'une manière générale à 5 0/0 du salaire, la contribution ouvrière pour les membres stables comme pour les instables. En 1852, la moyenne de la cotisation est de 17 francs par ouvrier, la moyenne de salaire annuel est de 420 francs, soit 4 0/0; la cotisation des exploitants est variable, car dans un grand nombre de districts, elle consiste en fractions déterminées du produit net, c'est le produit des parts bénéficiaires, les freiküxe; dans d'autres districts, ce sont des fractions données du produit brut, ou des sommes fixes.

D'après la loi du 10 avril 1854 sur les Knappschaftsvereine, les ressources des caisses devaient provenir des contributions des ouvriers proportionnelles à leurs salaires, sans taux fixés, et des versements des exploitants

variant de 50 à 100 0/0 des contributions ouvrières. Les caisses existantes étaient maintenues, sauf à mettre leurs statuts d'accord avec la loi. Les statuts devaient être approuvés par le ministre ; l'approbation conférait aux caisses la qualité de personnes morales. L'instruction ministérielle pour l'application de la loi disait que les statuts devaient prévoir la formation d'un fonds de réserve ; qu'il était préférable de déterminer des contributions fixes pour les ouvriers afin d'éviter les complications et le manque d'équité qui résulterait de ce que des personnes payant divers taux de cotisation jouiraient de bénéfices égaux. Elle ajoutait qu'il fallait tendre à obtenir partout des exploitants une contribution égale à celle des ouvriers.

La loi de 1865 sur les mines a divisé les recettes en deux groupes. Le premier comprend les droits d'entrée ou d'avancements, les amendes, les dons et les intérêts des capitaux. C'est la source de recettes la moins large. Le second groupe comprend les versements des ouvriers et des exploitants. La loi laisse aux statuts des caisses la faculté de fixer les contributions ouvrières proportionnelles aux salaires, mais prescrit comme minimum de la cotisation d'exploitants 50 0/0 de celle des ouvriers. — La plupart des statuts prescrivent que le comité d'administration des caisses doit prévoir dans le budget des ressources la formation « d'un capital de réserve convenable pour des nécessités imprévues », sans indiquer le montant que devra atteindre ce capital. Les règlements du Verein de la Marche et d'Essen prescrivent, conformément à la loi du 10 avril 1854, que le fonds de réserve

soit de 150 marcs (187 fr. 50) par membre actif de première classe, sans qu'il ait besoin de dépasser en tout 1.500.000 marcs (1.875.000 fr.). En Silésie, les statuts n'ont édicté aucune obligation, mais en fait le fonds correspond à 234 fr. par membre stable. La forme même dans laquelle les statuts parlent de fonds de réserve « capital convenable pour les nécessités imprévues » montre qu'on n'y a point visé un fonds de réserve analogue à ceux des sociétés d'assurance. Dans ces sociétés le fonds sert à faire face, à un moment donné, à tous les droits acquis si par suite d'une circonstance, les versements venaient à cesser.

Les lois d'assurance-maladie et d'assurance-invalidité et vieillesse ont simplement obligés les caisses minières à assurer les secours indispensables. Elles n'ont pas tracé de limite dans la constitution des recettes.

Examen historique et théorique des dépenses, des Knappschaften

Nous suivrons le même ordre qui nous a dirigé dans l'examen des ressources. L'ordonnance de 1669 disposait que les allocations seraient accordées en dehors des cas d'accidents par l'administration des mines (Bergamt) sur les fonds de la caisse. Ces allocations étaient donc entièrement laissées à l'appréciation de cette administration ; on disait seulement que « les invalides recevraient une dotation hebdomadaire de la caisse » ; c'est un secours gracieux « ein gewisses Gnadengeld ». — Avec les ordonnances du XVIII^e siècle, les caisses accordaient frais de

traitement et d'enterrement, quelquefois des pensions d'invalides et de veuves ; mais on retrouve dans l'ordonnance de Bavière de 1784 les termes de « almosen » (aumône) et « gnadengeld », ce qui excluait la reconnaissance de droits acquis positifs, au moins quant aux pensions. Dans ces ordonnances du XVIII^e siècle, il était dit que les exploitants devaient payer aux ouvriers, malades ou victimes d'accidents, leur salaire pendant dix-huit semaines en général pour les mines en bénéfices, quatre semaines pour les mines en perte. Les veuves ou les héritiers des victimes d'accidents avaient droit à ce même salaire. De 1784 à 1803, les allocations de la caisse de la Ruhr consistaient en traitement et médicaments gratuits ; salaires de maladie pendant huit semaines, s'élevant à 48 pfenings par jour pour les mineurs proprement dits (0 fr. 60) et à 40 pfenings pour les rouleurs (0 fr. 50). Ce salaire qui représentait à peu près 50 0/0 du salaire normalement payé, était alloué également aux familles des ouvriers tués par accident. A ces secours, s'ajoutaient des pensions : d'invalidité s'élevant à 4 marcs 50 pour les mineurs (5 fr. 62) et à 4 marcs pour les rouleurs (5 fr.) ; aux veuves des mineurs et des invalides, s'élevant aux 2/3 de celle du mari ; aux orphelins 10 gros par mois (1 fr. 25). Ajoutons les secours d'enterrement de 7 marcs 50 (9 fr. 37) en cas de mort des membres de la caisse. En 1803, la caisse attribua le salaire de maladie aux membres instables, doubla le taux de ceux qu'on attribuait aux stables et augmenta de 20 0/0 le taux des pensions. Un règlement de 1824 augmente le taux des salaires

de maladie et met à la charge de la caisse le paiement des frais d'école pour les enfants des mineurs participants. L'augmentation de dépenses qui résulte des modifications de 1803 et de 1824 oblige la caisse de la Ruhr à réduire en 1833 les salaires de maladie et les frais d'école. Cette mesure et l'accroissement de l'exploitation minière améliorent la situation au point que, dans l'année, on accroit les pensions. En 1842, par suite de la fixation de la contribution ouvrière à 5 0/0, on accorde certaines allocations nouvelles aux membres en cas d'accidents. Le règlement de 1848 porte une augmentation nouvelle du taux des pensions d'invalides, rendu variable avec la durée du service. Pour un service de 1 à 15 ans, la pension est de 97 francs par an ; de 15 à 35 ans, 120 francs ; au delà de 35 ans, 135 francs.

On peut dire que la phase qui s'étend depuis le régime des ordonnances jusqu'à la loi de 1844 est caractérisée par les variations fort grandes qui se manifestent à chaque instant dans l'étendue en nature et en quotité, des allocations. Ces unions « de compagnonnage » *Knappschaftsvereine* sont de simples associations de secours dont les membres n'ont que des droits purement éventuels, proportionnés à la prospérité de la caisse.

La loi de 1854 ne fixe pas le taux des salaires de maladie ; mais l'exposé des motifs indique comme utile de les tenir en dessous des salaires de travail. Pour les pensions et les secours, il n'y a pas de dispositions établissant un minimum. Nous avons quelques renseignements sur une caisse constituée en Saxe et dont le siège était à Freiberg. La législation minière de la Saxe est identique à

celle de la Prusse. Aussi les détails que nous donnons peuvent servir à illustrer la période comprise entre 1854 et 1865. Aux termes d'un règlement rédigé en 1856 par l'administration saxonne des mines, la caisse de Freiberg alloue les secours qui suivent. D'abord les « bergknappschaftsgeld » attribués aux veuves et aux orphelins et qui constitués en deux classes ou catégories varient suivant que le père ou l'époux reçoit un salaire fixe ou variable. L'époux ou le père a-t-il reçu un salaire fixe, sa veuve reçoit jusqu'à 50 ans révolus, $\frac{1}{15}$ de son salaire ; après 50 ans, $\frac{1}{10}$; l'orphelin $\frac{1}{30}$. Si au contraire le père ou l'époux a reçu un salaire variable, la veuve reçoit jusqu'à 50 ans révolus, 4 groschens, c'est-à-dire 10 pfennigs ; de 51 à 60 ans, 5 groschens ; au delà, 6 par semaine ; l'orphelin, 3 groschens par semaine. La durée du service de l'époux n'a aucune influence sur la pension. Si le mari avait été tué au travail, ou avait succombé dans le trimestre de l'accident, la veuve avait droit à un supplément de 50 0/0 si elle appartenait à la première classe, et à une élévation de secours hebdomadaire de 2 groschens, si elle appartenait à la seconde.

Ensuite les salaires de maladie « Krankenlohn », ainsi répartis : pendant les 4 premières semaines, l'assuré reçoit le même salaire que s'il travaillait ; pendant les 4 autres semaines, la caisse lui donne $\frac{3}{10}$ de son salaire ; après ces 8 semaines, il touche de très modestes indemnités ; les secours en cas de décès, s'élevant à 24 groschens ; les secours aux écoles, complétant la subvention de l'Etat saxon ; les secours pour vaccina-

tion ; les secours extraordinaires ; les subventions aux hôpitaux et à la caisse de pharmacie ; enfin des secours divers comprenant des frais de prédication religieuse, de sonnerie de cloches, d'achats de Bibles pour les familles des mineurs, et de fêtes.

Avant de passer en revue les allocations des caisses prussiennes sous l'empire de la loi de 1865, indiquons la nature des droits qu'y ont les membres. La qualité de membre se perd presque toujours dans les conditions suivantes : départ du travail sans congé régulier, perte des droits civiques, dissimulation de maladies qui auraient empêché l'admission d'un ouvrier comme membre stable, défaut de paiement des contributions pendant un temps déterminé (3 mois en général). Dans certaines caisses, la qualité de membre et les droits acquis ne peuvent être conservés que si l'ouvrier continue le travail des mines (Vereine de la Marche et d'Essen). D'après d'autres statuts, les droits à pension acquis par les membres pour eux et leurs familles peuvent être conservés par un paiement déterminé ou par le versement des cotisations ordinaires. Dans d'autres encore tous les droits acquis peuvent être conservés même après la sortie de la mine en payant les contributions tant de l'ouvrier que de l'exploitant directement à la caisse. En général aussi, les droits acquis par la participation à une caisse pendant un certain nombre d'années de service sont perdus par l'admission à une autre caisse. Toutefois, des statuts récents contiennent une disposition d'après laquelle les droits restent acquis pour le même nombre d'années de service et sont reconnus aux

membres entrant dans une autre caisse, à condition de réciprocité de ladite caisse vis-à-vis des membres qui en sortent.

Les diverses allocations auxquelles ont droit, sous les réserves que nous venons d'indiquer, se répartissent sous le régime de 1865, en deux groupes : les allocations temporaires et les allocations permanentes. Les allocations temporaires sont constituées par le traitement et les médicaments donnés aux malades et aux blessés, par des salaires de maladie, par des secours d'enterrement.

Le traitement et les médicaments sont accordés en temps illimité aux membres stables, et pendant 4 à 6 mois aux membres instables. Les familles des membres n'ont pas ces allocations, sauf en Silésie, en Basse-Silésie et à Sarrebrück.

Les salaires de maladie varient d'une caisse à l'autre de 25 à 50 0/0 du salaire moyen journalier; ils sont alloués 6 mois aux membres stables et 3 mois aux instables.

Les secours d'enterrement s'élèvent de 19 à 33 fr.

Ces secours temporaires sont donnés dans quelques districts par des caisses spéciales de maladie, lesquelles, d'après la modification introduite par la loi de 1865, peuvent être séparées des caisses de pension. Toutefois les caisses de malades administrées par des comités locaux demeurent toujours sous la surveillance des comités des caisses minières proprement dites. On admet qu'il vaut mieux restreindre le rayon des caisses de maladie, afin de permettre un contrôle efficace des secours distribués.

Les allocations permanentes comprennent des pensions d'invalidité, de veuves, de secours aux orphelins,

des secours pour frais d'éducation aux écoles, des secours extraordinaires. Les pensions d'invalides, sont accordées à vie aux membres stables frappés d'incapacité de travail sans qu'il y ait de leur faute, et aux membres instables en cas d'accident. L'invalidité est constatée par le comité de la caisse, sur le rapport du médecin, et après avoir entendu patron et ouvrier. La loi de 1854, ni celle de 1865, ni les statuts ne connaissent la retraite d'âge proprement dite. L'invalidité seule, c'est-à-dire l'incapacité de travail donne droit à pension et lorsqu'un ouvrier qui a été déclaré invalide redevient capable de travailler, il rentre d'office parmi les mineurs actifs, quel que soit son âge. Pour l'incapacité partielle, des statuts ont établi la demi-pension. Les pensions sont fixées d'après la classe et le nombre d'années de service actif; le temps est augmenté en général de 15 à 20 ans, lorsque l'invalidité est la conséquence d'un accident. Les membres instables victimes d'accidents, rentrent généralement pour le décompte de la pension dans la classe la plus basse des membres stables. Le taux des pensions est variable d'un bassin minier à l'autre : la moyenne par jour ouvrable est de 0 fr. 93. L'âge moyen d'invalidité pour toutes les caisses de la Prusse est de 48 ans à peu près, l'âge le plus bas étant celui de la caisse de la Marche (44 ans) et le plus élevé celui d'Eschweiler (56 ans).

Les pensions de veuves sont accordées à vie ou jusqu'à nouveau mariage aux veuves des membres stables ou des invalides et à celles des membres instables morts à la suite d'accidents. Le taux des pensions est fixé de 50 à 66 0/0 de celle du mari s'il a été invalide.

Les secours aux orphelins et aux enfants d'invalides atteignent par jour une moyenne de 0 fr. 135. Quant aux secours pour frais d'école, ils s'élèvent à 1 fr. 49 par membre actif, mais on tend à décharger les caisses de ces frais.

Les secours extraordinaires ne sont alloués qu'en cas de besoins pressants et lorsque l'état financier des caisses le permet.

Généralement les statuts prévoient la réduction des allocations si les ressources des caisses ne suffisent pas.

La caisse de Freiberg en Saxe a basé, d'après un règlement de 1871, le tarif de ses pouvoirs sur la division en vingt-trois classes suivant laquelle sont également réglées les recettes. Les vingt-trois classes sont définies par les valeurs extrêmes des salaires. Les veuves voient l'allocation de 1856, remplacées par une somme de 2 groschens; celles de la deuxième catégorie (dont le mari avait reçu un salaire variable), sont augmentées de 2 groschens. Les secours aux orphelins sont augmentés de 1/30 à 1/20 pour la première catégorie et de 3 à 5 groschens pour la seconde.

Tout ouvrier qui a déjà reçu trois fois, de la caisse de Freiberg, dans le courant de l'année, un secours de quatre semaines, ou qui a été déjà pensionné pendant deux ans au moins par suite d'une incapacité temporaire de travail, devient immédiatement pensionnaire sans recevoir pendant les quatre premières semaines un salaire payé par l'exploitant. Quand la reprise momentanée du travail n'a pas duré deux ans consécutifs, la pension se

calcule sur le même nombre d'années que lors de la première incapacité. Le même esprit de générosité inspire les autres parties du règlement : les secours en cas de décès sont portés de 21 groschens (2 marcs 10) à un thaler (3 marcs). Le montant annuel des secours extraordinaires est doublé.

Tandis qu'en Allemagne, on augmentait en 1873, de 5 0/0 le taux des allocations pour les réduire en 1879, à Freiberg un nouveau règlement du 30 octobre 1880 diminuait aussi le taux des pensions et supprimait les secours en cas de décès. Ces mesures eurent pour effet, de faire naître en Allemagne, des procès de la part des intéressés qui se prétendirent lésés. La caisse répliqua qu'il ne pouvait être question de droit acquis, qu'elle était une institution de bienfaisance et de secours mutuels, et non d'assurance. Les tribunaux en décidèrent autrement.

En ce qui concerne l'application de la loi impériale du 15 juin 1883, nous fournirons des détails sur la caisse de Freiberg et sur celle de la Ruhr. La loi saxonne du 2 avril 1884 régularise la situation des caisses analogues à celle de Freiberg qui ne séparaient pas les fonds de secours de maladie, des secours d'invalides, de veuves et d'orphelins. La caisse de pensions de Freiberg fut réorganisée par un règlement du 27 novembre 1884. Ce règlement établit un statut-type pour la caisse de maladie qui devenant obligatoire, mais distincte de la caisse de pensions, reçut cependant un caractère d'indépendance relative. Les statuts de la caisse de pensions indiquaient que le but de l'institution était d'assurer contre l'inva-

lidité non seulement les membres qui y étaient affiliées, mais encore leurs veuves et leurs orphelins. Le secours en cas de décès supprimé en 1880, fut rétabli.

Ce n'est qu'en 1886 que la caisse de la Ruhr se transforma, pour s'adapter aux dispositions de la loi de 1883. Mais elle s'en tint au minimum de transformation. Le nouveau statut différa de l'ancien en deux points : d'abord il augmenta le taux des indemnités de maladie, puis adopta une nouvelle base pour leur fixation. Les indemnités étaient payées auparavant, non pas en tant pour cent du salaire, mais selon la classe à laquelle appartenait l'ouvrier. Le tarif était ainsi établi : stables de la première classe 1 fr. 70, de la seconde classe 1 fr. 37⁵ ; instables 1 franc. Comme la loi de 1883 assure à chaque ouvrier une indemnité de maladie égale à la moitié de son salaire moyen, le nouveau statut de la Ruhr établit un tarif reposant sur la répartition des ouvriers en huit catégories d'après le salaire afférent à chacune et s'élevant de 1 fr. 25 à 5 fr. 25. Il en résulta que l'indemnité de maladie fut portée suivant la catégorie des salaires de 0 fr. 75 à 2 fr. 50.

Les caisses minières distribuaient déjà des pensions d'invalidité quand survint la loi du 22 juin 1889 ; nous avons déjà examiné quelques-unes de ces pensions. L'application de la nouvelle loi impériale d'invalidité et de vieillesse eut pour effet d'établir, vis-à-vis des caisses, des rapports complexes. Nous donnerons comme exemple la caisse de secours et de retraites des ouvriers mineurs de Wesphalie, assurant, en 1898, 180.000 ouvriers. Tous les ouvriers mineurs du bassin de la Ruhr font obligatoire-

ment partie d'une caisse « unique » chargée d'une part, de continuer à assurer les secours de maladie, et les pensions d'invalidité, de veuves et d'orphelins que servent les Knappschaften prussiennes depuis plusieurs siècles ; d'autre part de faire, conformément à la loi de 1889, l'office d'établissement spécial d'assurances. Il en résulte la division des services en deux groupes. L'un comprenant à la fois une caisse de maladie donnant aux ouvriers les allocations prescrites par la loi de 1883, et une caisse de pensions et de secours. On sait que les invalides dont l'incapacité résulte d'un accident du travail sont indemnisés par la corporation minière dont nous connaissons le fonctionnement ; aussi la caisse de pensions du premier groupe ne s'en occupe pas. Elle laisse également de côté les invalides de la loi de 1889, incapables de gagner leur vie, inaptes à effectuer un travail salarié quelconque, ou ayant atteint l'âge de 70 ans. Mais pour les invalides miniers, c'est-à-dire les ouvriers inaptes à continuer un travail spécialement effectué dans les mines, elle a créé les secours d'invalidité minière comprenant une rente à l'invalidé, un secours proportionnel au nombre de ses enfants, le traitement gratuit, auxquels elle a ajouté des rentes aux veuves et aux orphelins et des secours extraordinaires aux ascendants ou aux collatéraux ainsi qu'aux familles des victimes d'accidents.

Le second groupe est formé par la caisse spéciale qui fait le service de l'assurance de la loi du 22 juin 1889.

Les statuts de 1892 sanctionnèrent cet état de choses. Mais la question se posa de savoir si les membres de la caisse se trouvant payer des cotisations à la fois à la caisse

des pensions minières et à l'assurance impériale, avaient droit à une double pension. En fait les deux caisses fonctionnent simultanément et les rentes accordées en vertu de la loi de 1889 restent théoriquement imputables sur les pensions, toujours plus élevées, servies aux assurés lorsque l'invalidité générale coïncide avec l'invalidité minière.

A la suite d'une agitation ouvrière les statuts furent modifiés en mai 1898. Comme première réforme, ils augmentent les pensions minières, en étendent le bénéfice à tous les invalides qui, lors de l'entrée en vigueur des statuts de 1892, étaient encore membres actifs, et aux veuves des assurés encore actifs à la même date. On n'étendit pas cette faveur aux personnes devenues invalides avant l'année 1892, car l'actif de 1898 était le résultat des cotisations payées depuis 1892 à la caisse des pensions et des économies résultant pour la caisse des réductions de ces pensions conformément aux dispositions des lois d'assurance accidents et d'assurance-invalidité. L'actif de 1898 résultait aussi de l'augmentation considérable du nombre des membres actifs. Les anciens invalides n'avaient donc pas contribué à la prospérité actuelle. Du reste, les membres devenus invalides avant 1892 ne sont pas atteints par les réductions rappelées, ils ont des droits acquis et cumulent les deux rentes. Mais les statuts nouveaux ne se bornent pas à augmenter les pensions par une majoration, des coefficients d'accroissement, telle que les ouvriers auront après 25 ans de service une pension de 37, 48 0/0 plus forte que par le passé. Ils créent une nouvelle catégorie de rentes : les

« rentes complémentaires ». Elles sont payées aux invalides miniers, pensionnés par la caisse de pensions, s'ils se trouvent devenir invalides suivant les termes de la loi de 1889. Au lieu de procéder purement à l'imputation de la rente de la loi de 1889 sur la pension minière, on a tourné la difficulté et majoré les pensions de ces invalides, sans avoir l'air d'admettre le cumul. On a considéré qu'un invalide incapable de gagner sa vie par un travail quelconque, avait besoin de plus de soins et de secours qu'un homme incapable seulement d'un travail minier. On a admis que ce dernier aurait des ressources plus abondantes le jour où il deviendrait invalide complet et titulaire d'une rente de la loi de 1889. La rente complémentaire sera donc accordée à tout membre stable auquel est allouée une rente d'invalidité ou de vieillesse aux termes de l'art. 19 de la loi d'assurance-invalidité et vieillesse. Les invalides qui bénéficieront de cette sorte de cumul ne sont pas nombreux, car au 1^{er} janvier 1898, il y avait 3.517 rentiers pour cause d'invalidité, et 315 pour cause de vieillesse. Or, 2.015 avaient droits à une pension d'invalidé minier et subissaient de ce chef l'imputation. Désormais, ils avaient droit à la rente complémentaire. On peut, par des chiffres, montrer l'importance de la rente complémentaire. Supposons un mineur qui a contribué pendant 30 ans à la caisse de pension et à l'assurance-invalidité et vieillesse; s'il devient invalide minier, il continuera à effectuer, dans la mine, des travaux faciles et restera sous l'empire de la loi de 1889. La pension d'invalidé minier qu'il touche comprend une somme fixe de

110 marcs ; une majoration de 20 pfennigs pour chacune des 1.560 semaines (30 ans) pendant lesquelles il a payé ses cotisations, soit pour les 30 ans, 30 fois 20 pfennigs, c'est-à-dire 312 marcs. Sa rente s'élève à $110 + 312 = 422$ marcs. Si au bout de 6 ans, il devient invalide de la loi de 1889, les anciens statuts ne lui accordent qu'une rente d'invalidité complète pour 36 ans de cotisations, soit 1.872 semaines. Il touche la somme fixe de 110 marcs, plus la majoration de 13 pfennigs pour chacune des 1.872 semaines, soit 243 marcs ; sa rente totale s'élève à 353 ; la substitution du régime de 1889 au régime d'invalidité minière lui fait perdre 69 marcs.

La rente complémentaire vient compenser cette différence. Elle s'élève à 13 pfennigs pour chacune des 1.560 semaines (30 ans) pendant lesquelles il a versé à la caisse de pensions, c'est-à-dire à 202 marcs. Il obtient donc 202 marcs plus 353, au total 556 marcs. Il touche donc 134 marcs de plus que s'il restait purement et simplement invalide minier.

Administration des Caisses.

La gestion des caisses vivant sous l'empire des ordonnances minières était confiée à des anciens de la corporation, et à des employés aux écritures, les uns et les autres choisis et confirmés par l'administration, des mines qui les surveillait. Même au XIX^e siècle, mais jusqu'en 1854 l'employé de district est chargé de la gestion ; il est aidé par les anciens élus en nombre déterminé par les ouvriers

et l'administration des mines choisit dans ce nombre. Les anciens n'ont que voix consultative. Quelquefois les exploitants élisent aussi des anciens ; mais, en général, ils ne participent pas à l'administration financière des caisses, malgré qu'ils paient une cotisation. Cette dépendance administrative des caisses tient au caractère de la propriété minière, alors, très étroitement surveillée et réglementée.

La loi du 10 avril 1854 sur les *Knappschaftsvereine* accorde un peu plus de liberté aux membres des caisses. Elles sont gérées par un comité à l'élection duquel contribuent les ouvriers et les exploitants, disposant chacun du choix de la moitié des administrateurs. Mais l'administration des mines — le *Bergamt* — maintient sa surveillance, en déléguant aux séances du comité un commissaire auquel est soumis le choix des employés des caisses et qui confirme leur nomination.

Le règlement de 1856 de la caisse de Freiberg se conforme à l'art. 160 de la loi du 22 mai 1851 saxonne qui, en rangeant les caisses minières au nombre des institutions de districts, les fait gérer par un comité de district : *Revierauschuss*. Ce même article porte qu'exceptionnellement le comité peut s'adjoindre une délégation ouvrière. La réunion du comité et de la délégation porte le nom de « *Plenum* ». Le règlement dispose que le comité de district élu par les exploitants comprend 5 membres, et que la délégation ouvrière en comprend autant. Le recrutement de ces délégués s'opère de la façon suivante : 3 sont nommés par des ouvriers et 2 désignés par le *Bergamt* parmi les mineurs. L'organisation finan-

cière a pour principe l'institution de deux caisses : une principale, tenue par deux membres de la commission et une secondaire tenue par le caissier assermenté, nommé par le Plenum, agréé par le Bergamt et assisté par des « anciens » qui sont les intermédiaires entre le caissier et les ouvriers.

Sous l'empire de la loi prussienne des mines de 1865, les caisses sont gérées par un comité composé d'un nombre variable de membres, suivant l'importance et les statuts des caisses. Ces membres sont élus par moitié par les exploitants et par les anciens des ouvriers. Ces anciens qui sont les organes entre le comité et les participants, surveillent l'exécution des prescriptions statutaires par les participants et transmettent au comité les observations que leur suggère cette surveillance, ainsi que les desiderata des participants. Pour l'élection des membres du comité, chaque ancien dispose, en général, d'une voix par chaque centaine d'ouvriers occupés dans le district ; de même chaque exploitant dispose d'une voix par centaine d'ouvriers occupés par lui. Sont éligibles, les propriétaires des mines, leurs directeurs ou employés, les employés royaux de l'administration des mines et usines, et les anciens. Particularité notable : les participants des caisses ne peuvent se récuser comme membres du comité que pour les motifs qui permettent de refuser les fonctions de tuteur.

Le comité qui élit son président prend ses résolutions à la majorité des voix des membres présents. Pour la validité des résolutions, il faut un nombre minimum de présents. Ce comité représente la caisse judiciairement et

extrajudiciairement, nomme et révoque les médecins et employés, gère toutes les affaires, fait les achats et les ventes, passe les contrats. Il établit un budget communiqué, souvent dans certaines caisses aux exploitants et aux anciens, quelquefois discuté par eux en assemblée générale, comme en Silésie supérieure.

Le comité délègue l'un de ses membres pour surveiller la gestion de la caisse, examine les comptes établis par le caissier après la fin de l'exercice et lui en donne décharge, quelquefois seulement après les avoir communiqués pour observations aux exploitants et aux anciens. Dans tous les cas, un rapport sur la gestion de l'exercice est adressé par le comité aux exploitants et aux anciens, et ce rapport contenant au moins un extrait des comptes est communiqué aux participants. Des plaintes contre la gestion du comité peuvent être présentées en première instance à l'administration supérieure des mines (Oberbergamt), en deuxième instance au ministre des travaux publics.

Le règlement de 1871 de la caisse de Freiberg contient une délimitation très précise des attributions du Plenum. La surveillance de l'autorité supérieure ne se fait plus par le Bergamt, mais par le Stadrath qui est l'autorité municipale. Ce Stadrath peut avoir un commissaire présent à toutes les délibérations des organes administratifs de la caisse. Les tribunaux ordinaires sont compétents pour les contestations nées entre le Plenum et les membres de la caisse minière.

Le règlement de 1880 de Freiberg n'apporta aucun changement à l'organisation saxonne. Mais la loi du 2

avril 1884 réorganisa l'administration des caisses en ajoutant au comité-directeur créé par le règlement de janvier 1884 et composé de 5 membres élus par patrons et de 5 délégués ouvriers, en ajoutant l'assemblée générale comprenant les représentants des ouvriers et les membres du comité-directeur ou leurs mandataires.

AUTRICHE

LÉGISLATION DES CAISSES. — L'article 210 de la loi autrichienne des mines du 23 mai 1854 obligeait tout exploitant des mines, à instituer une caisse de secours pour les ouvriers de son établissement ou de s'affilier à une caisse commune à plusieurs exploitations. La loi d'assurance obligatoire-accidents du 28 décembre 1887 et la loi d'assurance obligatoire maladie du 30 mars 1888 disposaient qu'elles ne s'appliquaient pas aux ouvriers des exploitations de substances minérales, affiliés aux caisses minières préexistantes.

Le législateur autrichien qui a institué l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents pour l'ensemble des travailleurs industriels, n'a encore édicté que pour les ouvriers mineurs, des mesures relatives à l'assurance-invalidité et vieillesse par les lois du 28 juillet 1889 et du 17 janvier 1890 sur les « Bruderladen ». Cette loi s'applique également à l'assurance-maladie organisée dans les mines, qu'elle soumet à de nouvelles conditions.

EXAMEN THÉORIQUE DES CAISSES. — L'article 2 de la loi de 1889 prévoit la séparation des caisses, en caisse de

maladie et en caisse de pensions, ayant leur comptabilité distincte. Sont obligés de s'assurer à la caisse de maladie tous les ouvriers et employés occupés à l'exploitation de la mine. Quant à la caisse des pensions, ses membres sont d'abord tous les ouvriers assurés contre la maladie : toutefois les ouvriers occupés à des travaux passagers ne doivent être assurés que contre l'invalidité provenant d'un accident d'exploitation, puis les employés dont le salaire n'est pas supérieur à 1.200 florins, et seulement dans les mêmes conditions que les ouvriers occupés dans des travaux passagers. Les membres d'une caisse fraternelle appartiennent donc à deux catégories. Première catégorie : ceux qui participent pleinement à l'assurance sous toutes ses formes. Deuxième catégorie : ceux qui ne participent pas à la caisse de pensions ou qui n'y participent que sous certaines conditions.

1° *Recettes des caisses.* — Pour la caisse de maladie, la fixation du taux des cotisations est laissé par la loi aux statuts. Les statuts-types le fixent généralement à 1,50/0 de retenue sur le salaire de l'ouvrier, et à une contribution égale du patron.

Pour la caisse de pensions la loi prescrit de régler le tarif des cotisations, d'après l'âge des membres à l'époque de leur admission, pour les pensionnés proprement dits ; et pour les veuves d'après l'âge des deux conjoints, soit à l'époque de l'admission, soit à la date du mariage, suivant les cas. La loi prévoit la division en classes. Le statut-type a appliqué ces principes à la répartition en six classes déterminées par des pensions annuelles

variant de 100 à 200 florins, à raison de 20 florins d'augmentation d'une classe à la suivante. La cotisation des femmes est égale à la moitié de celle des hommes. Quant à la pension de veuve ou d'orphelin, le statut-type propose un tarif de primes mensuelles, que doit payer, à la fin du mois, chacun des membres de la première catégorie pour donner à sa femme devenue veuve le droit à une pension annuelle de 50 florins, et à ses enfants le droit à la pension correspondante. Ces versements variables avec l'âge des époux, avec la date de l'admission ou la date du mariage, suivant les cas, ne doivent cesser qu'à l'époque de l'incapacité permanente du mari, ou du décès de la femme. Telles sont les obligations imposées par la loi et les statuts-types aux participants de la première catégorie.

Les membres de la deuxième catégorie, mariés ou non, ont tous à payer, à la fin de chaque mois, une cotisation égale aux $\frac{3}{4}$ pour cent de leur salaire mensuel.

2° *Dépenses des caisses.* — La caisse de maladie alloue des secours aux moins équivalents en durée, valeur et nature, à ceux qui sont prévus par la loi d'assurance-maladie de 1888. Elle y ajoute des secours extraordinaires, tels que frais de cérémonies religieuses, musiques de mines, frais d'écoles. Le droit aux secours s'ouvre du jour d'entrée à la caisse.

La caisse de pensions assure une pension à chaque membre devenu invalide par suite de l'âge, ou à la suite de maladie ou d'accident d'exploitation. La loi spécifie que cette pension pourra être, soit uniforme pour tous les membres, soit

variable avec la durée de séjour à la caisse. Elle se contente de fixer à la valeur annuelle de cette pension, un minimum de 100 florins pour les hommes et de 50 pour les femmes.

En cas de décès d'un membre ou d'un pensionné, la caisse doit allouer à ses ayants droit : 1° à la veuve, jusqu'à sa mort ou un nouveau mariage, une pension au moins égale au tiers de la pension due au mari ; 2° aux enfants légitimes, jusqu'à l'âge de 14 ans, une pension au moins égale au $\frac{1}{6}$ et au $\frac{1}{3}$ de cette même pension, suivant que leur mère est ou non vivante.

Les formalités de la transformation des anciennes caisses sont très simples pour les caisses de maladie, qui doivent être dotées de statuts en harmonie avec la nouvelle loi, quel que soit l'état du bilan de la caisse des pensions correspondante.

Pour les caisses de pensions, l'article 39 de la loi de 1889, dispose que les caisses préexistantes mettront leurs statuts en harmonie avec le régime institué par la loi. Chaque caisse enverra à l'administration des mines, les documents nécessaires à l'établissement de son bilan, c'est-à-dire les données relatives à l'état individuel des membres actifs, des pensionnés, veuves et orphelins, des ayants droit des membres actifs et de ceux des pensionnés, puis l'indication du montant de l'avoir de la caisse, évalué au cours du 31 décembre 1889. L'administration ayant reçu ces documents, porte à l'actif tous les fonds en caisse, ainsi que la valeur totale des cotisations à percevoir en vertu des anciens statuts ; au passif, la valeur des secours éventuels à fournir, en tenant compte des

augmentations de cotisations qui résultent des augmentations de secours prescrites par la nouvelle loi. Si l'examen du bilan montre un actif supérieur au passif, l'administration met la caisse en demeure de rédiger un nouveau statut conforme à la loi dans un délai déterminé, sinon l'administration y procède d'office. Si, au contraire le passif est supérieur à l'actif, l'administration doit veiller au rétablissement de l'équilibre du bilan, lors de la rédaction des nouveaux statuts, en élevant le taux des cotisations, ou si c'est insuffisant, en réduisant les secours au-dessous du minimum légal, mais au plus, de 50 0/0. En cas d'inefficacité de cette mesure, l'exploitant est obligé de verser une contribution supplémentaire annuelle pouvant atteindre 20/0 des salaires totaux payés dans son entreprise. Cette contribution cesse à la mort des membres actifs et des pensionnés dont l'existence semblait compromettre le fonctionnement de la caisse. Au cas où ces précautions si nombreuses ne suffiraient pas à rétablir l'équilibre, et que le déficit restant ne soit pas comblé par des versements bénévoles des exploitants, l'administration des mines doit réduire proportionnellement la valeur des pensions. Les réductions de toute nature ne peuvent, du reste, atteindre que les anciens membres et non ceux qui s'affilient à la caisse postérieurement à sa transformation.

3° *Administration des caisses.* — Elle est confiée à un comité directeur ; à une assemblée générale ; à une commission de surveillance ; et à un comptable.

Le comité directeur est composé d'assurés nommés

par l'assemblée générale et d'exploitants ou des délégués nommés par eux. L'exploitant ne peut pas disposer dans le comité d'un nombre de voix supérieur au $\frac{1}{3}$ du total. Le statut-type règle la procédure de l'élection des assurés, la durée de leur mandat, et les détails de leurs fonctions.

Les attributions du comité sont administratives et financières. On peut les résumer en disant que le comité exerce toutes les attributions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale.

Celle-ci composée des membres participants et des exploitants représentés au maximum par un tiers du nombre total des voix, a des attributions déterminées par la loi. Elle désigne les membres du comité, et éventuellement ceux de la commission de surveillance, approuve le rapport annuel du comité, poursuit les réclamations que la Bruderslade peut intenter contre les membres du comité ou de la commission, prend les décisions en matière d'association des caisses, modifie les statuts sous la réserve de l'homologation administrative.

La commission de surveillance est instituée par chaque caisse, à sa volonté. Alors le statut-type propose les attributions. Enfin, quant au comptable, la loi n'oblige pas à en créer.

EXAMEN STATISTIQUE DES CAISSES. — Nous possédons des chiffres relatifs à 1894. Les mines d'Autriche, au nombre de 591 occupent 123.732 ouvriers.

Les caisses de maladie, observées en 1894, au nombre de 208 comprennent 142.559 membres actifs assurés.

Les recettes s'élèvent à 821.343 florins de cotisations des membres plus 788.942 florins de contributions patronales, soit 1.610.285 florins (1 florin vaut 2 fr. 10). Les dépenses atteignent 1.504.184 florins, dont 98.505 en frais d'administration, communs aux caisses de maladie et de pensions.

Sur les 142.559 assurés, 79.351 ont été malades, c'est-à-dire ont subi par suite de maladie une incapacité nécessitant des secours en argent ou hospitaliers. On a constaté 111.752 cas de maladie, et compté 1.444.235 jours de maladie. Ajoutons 152 accouchements donnant droit, d'après la loi générale d'assurance-maladie du 30 mars 1888, à un secours en argent payable pendant quatre semaines. Il a été alloué des secours funéraires pour 1.547 décès. La durée des jours de maladie, par membre ressort à 10 fl. 16. Les dépenses moyennes peuvent être évaluées ainsi : par jour de maladie, 0 fl. 90 ; par cas de maladie, 11 fl. 59.

Les caisses de pensions, en 1894, sont alimentées par 1.809.107 florins de cotisations d'exploitants et 1.784.082 florins de contribution ouvrière, soit, au total 3.593.189 florins. Les dépenses sont ainsi réparties : pour 11.823 invalides de la première catégorie : 1.218.867 fl., soit par invalide, une rente de 103 fl. ; pour 21 invalides de la seconde catégorie (accidents) : 1.641 fl., soit par invalide une rente de 78 fl. ; pour 14.537 veuves de la première catégorie : 601.069 fl., soit par veuve, une rente de 41 fl. ; pour 9.096 orphelins de la même catégorie 142.642 fl., soit par orphelin, un secours de 15 fl. ; pour 10 veuves de membres à droits restreints

340 fl., soit par veuve, 34 fl. ; pour 14 orphelins de la même catégorie 164 fl., soit par orphelin, 11 florins (23 fr. 10).

Sur 120.633 membres actifs et à pleins droits soumis à l'enquête officielle, 1.808 sont devenus invalides. Le coefficient d'invalidité est de, 0,01499 pour l'invalidité générale, et de 0,00147 pour l'accidentelle. Sur 11.254 membres actifs à droits restreints, c'est-à-dire assurés uniquement contre les accidents de travail, 23 sont devenus invalides. On compte une invalidité générale sur 68 ouvriers, et une invalidité accidentelle sur 2.246 ouvriers. Sur 119.729 membres actifs et à pleins droits, observés, 1.321 sont morts, dont 378 par suite d'accident dans la mine. Sur 11.254 membres à droits restreints, 18 ont succombé à un accident.

BELGIQUE

PREMIÈRE PARTIE. — NOTIONS PRÉLIMINAIRES

L'industrie minière belge.

Les groupes de bassins houillers. — Le bassin houiller belge s'étend de l'est à l'ouest sur une longueur de 170 kilomètres et sur une largeur de 8 kilomètres. Il fait suite au bassin français du Nord et du Pas-de-Calais, et comme eux, il repose sur le calcaire carbonifère. Près de la frontière de France, à l'ouest de Mons, le fond de la vallée houillère descend jusqu'à 2.400 mètres, au-dessous du niveau du sol. A mesure qu'on avance de l'ouest vers l'est il se relève graduellement : près de Namur, il atteint l'altitude de 200 mètres, puis il descend vers Liège jusqu'à 1.500 mètres au-dessous du niveau de la mer et se relève ensuite vers la frontière allemande jusqu'à l'altitude de 200 à 250 mètres.

Il en résulte une grande division en deux bassins importants : l'un, à l'ouest de Namur, le bassin de Hainaut qui comprend lui-même trois bassins secondaires, Charleroi le Centre, et le Couchant de Mons ou Borinage ; et l'autre à l'est de Namur, le bassin de Liège. La partie qui les sépare forme le bassin de Namur.

Le bassin de Hainaut est le plus important, car il fournit plus des deux tiers de la production totale belge. Le Couchant de Mons s'étend entre la frontière française de Mons. Le bassin de Charleroi produit du charbon d'exportation, qui est transporté en France par la voie fluviale de la Sambre. Mais le bassin secondaire qui a le plus d'avenir est le bassin du Centre.

Le bassin de la province de Namur a peu de développement : il exporte en France à peu près le cinquième de sa production qui a été de 112.711 tonnes en 1891.

Quant au bassin de Liège, il possède une clientèle industrielle : usines à fer, usines à zinc, ateliers de construction, etc. En Belgique comme en France les industries se sont développées sur les centres de production houillère. Mais ce bassin ne consomme pas toute sa houille sur place ; il en transporte par eau et par voie ferrée.

La production de la Belgique. — Exploitée près de Mons, vers l'an 1000, la houille est une cause très considérable de développement industriel à Liège au XIV^e siècle. A la fin du xvii^e cette industrie prend une très grande importance qui s'accroît au cours du xviii^e. Mais les guerres de la Révolution et de l'Empire français retardent les progrès.

Après la paix, à partir de 1815, on constate un relèvement rapide jusqu'en 1830.

Alors les progrès économiques de la Belgique se lient intimement au développement de son industrie houillère toujours grandissante ; l'existence du combustible abondant et à bon marché fait, de ce pays longtemps agricole,

un des plus industriels. Dès 1831, l'accroissement de la production des divers bassins se fait, avec une remarquable constance, sans pas de géant ni reculs. Voici, en effet, quelques chiffres : 1831 : 2.305.016 tonnes — 1841 : 4.815.288 — 1851 : 8.085.216 — 1871 : 15.033.215 — 1890 : 18.325.038. On voit l'écart considérable entre 1831 et 1890, de 16 millions de tonnes; et l'on peut dire que tous les 10 ans, il y a une augmentation de 2 millions de tonnes. A partir de 1890, l'industrie progresse moins rapidement, car la production s'élève en 1891 à 19.675.644 et en 1892 à 19.591.908 tonnes.

Les ingénieurs les plus compétents affirment que la production de la Belgique atteindra son maximum avec 25 millions.

On peut attribuer l'arrêt relatif de la production à diverses causes notamment à l'augmentation du prix de revient et à la concurrence étrangère. La nécessité où sont les exploitants de creuser toujours davantage le sol, augmente le prix de revient; de plus, à mesure que l'on s'enfonce, la qualité de la houille est moindre.

La concurrence étrangère. — Mais c'est surtout contre l'importation des houilles allemandes, françaises et anglaises que l'industrie belge engage la lutte la plus périlleuse. Les charbons anglais arrivent par Anvers. En 1885, l'Angleterre y a importé 310.000 tonnes. La concurrence des houilles allemandes provenant du bassin de la Ruhr en Westphalie est plus redoutable encore : elles arrivent à Anvers par la voie d'eau et elles entrent, par les voies de fer, sur plusieurs points de la frontière

orientale. Le bassin de la Ruhr qui produisait en 1887 : 28.497.000 tonnes, en importait en Belgique 827.000. Ce n'est pas seulement le développement de la Ruhr qui fait subir à l'industrie houillère belge une modification profonde, c'est encore la découverte du gîte houiller français du Pas-de-Calais. Longtemps la France a constitué le principal débouché des charbons belges à l'étranger. Avant 1850, le charbon de Belgique n'avait d'autre concurrent dans toutes les régions du Nord et de l'Est de la France que le charbon du bassin français du Nord. L'apparition du riche bassin du Pas-de-Calais en 1845 modifie les positions. L'effet sur la Belgique est assez lent : toutefois dès 1886, la production de 10 millions de tonnes fournie par le Nord et le Pas-de-Calais est telle qu'elle refoule les houilles belges, et qu'elle pénètre hardiment en Belgique, en 1885 avec 130.000 tonnes.

Dans le cours des années 1885-1887, la Belgique a importé 800.000 tonnes de houilles allemandes, 300.000 de houilles anglaises et 130.000 françaises.

Situation de l'ouvrier mineur. — Sur la population de 5.500.000 âmes que contient la Belgique, l'industrie houillère occupe plus de 100.000 personnes. Leur salaire moyen a subi de nombreuses variations. Ainsi en 1883, il était de 1.006 francs ; en 1885, de 814 fr. Cette différence correspondant à 20 0/0 était due à la nécessité de lutter contre la concurrence étrangère en abaissant un des éléments du prix de revient. Depuis cette époque, le salaire s'est relevé ; mais il a conservé une élasticité qui l'élève en 1890 à 1.117 fr., et le ramène en 1891 à

1.086 francs. Néanmoins, et relativement au salaire des ouvriers étrangers, on peut dire que le salaire est élevé.

Il convient d'ajouter que le prix de la vie, des objets de consommation est bas, et que la comparaison entre cette baisse du prix de la vie et la hausse du prix du travail fait des ouvriers mineurs une catégorie d'ouvriers puissante qui manifeste continuellement sa force sur le terrain politique, et poursuit avec fermeté et esprit de suite ses revendications d'ordre économique.

DEUXIÈME PARTIE

Les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.

Législation minière. — Dès 1796, la loi des mines qui régissait la France depuis le 28 juillet 1791 pénètre en Belgique. Jusqu'en 1815, le droit belge se confond avec le droit français, tout comme les deux territoires se confondent politiquement. Il en résulta que la loi du 21 avril 1810 et le décret de 1813 s'appliquèrent à l'industrie minérale belge. Cette législation se maintient de 1825 à 1830 sous le gouvernement hollandais. Après 1830, les lois belges du 2 mai 1837 et du 8 juillet 1865 modifièrent la loi de 1810.

Législation des caisses et historique de celles-ci. — L'origine des caisses belges remonte à l'Empire français. Dès le commencement de ce siècle, on retenait dans le Borinage

un certain pourcentage en faveur des ouvriers blessés ; et dans le pays de Liège, on ajoutait toujours à l'extraction courante, un certain nombre de paniers supplémentaires de charbon, qui se vendaient au bénéfice des houilleurs malheureux. En 1813 à la suite d'accidents survenus dans le département de l'Ourthe, l'Empereur Napoléon I^{er} créa une société de prévoyance. Tous les ouvriers et employés seront admis à faire partie de la société, en faisant la déclaration qu'ils consentent à une retenue de 2 0/0. Les propriétaires paieront 1/2 0/0 des salaires des sociétaires, à titre de secours particuliers et sans préjudice des dispositions du décret du 3 janvier 1813 sur la police des mines. La Caisse est dirigée par une Commission directrice de dix membres, comprenant cinq inamovibles ; le préfet, l'évêque, le procureur-impérial, le maire de Liège, et l'ingénieur en chef. Ils nomment les cinq autres membres choisis à raison de un parmi les propriétaires des grandes exploitations, un parmi les directeurs des fosses, deux parmi les maîtres ouvriers, et un parmi les ouvriers houilleurs.

Cette association disparut avec le département de l'Ourthe et les événements de 1815 qui séparèrent la Belgique de la France. Le gouvernement hollandais écarta toutes les propositions des exploitants en 1819 et en 1821 de la remettre au pied. Il préférait intervenir par dons, lorsqu'un accident grave survenait. La multiplicité des sinistres, les propositions de quelques ingénieurs des mines firent renaître, à la fin, à Liège, une caisse de prévoyance des mineurs. Cela s'étendit à

d'autres bassins qui reçurent l'approbation administrative par des arrêtés royaux rendus de 1839 à 1841.

En présence de cette éclosion de caisses, l'administration des mines, en redigeant les cahiers des charges acceptés par les exploitants, y introduisit en 1840 un article (12) qui astreignait le concessionnaire à prendre part à une caisse de prévoyance. L'inexécution de cet article 12 entraînait le retrait de la concession. En fait, les exploitants acceptèrent bénévolement cette charge. Une seule résistance loin d'entraîner le retrait de cette mesure eut pour effet de faire déclarer par les tribunaux la clause nulle, illicite et contraire à la loi des mines, de 1810.

En 1844, une très importante caisse est créée dans la province du Luxembourg. Après un terrible accident survenu dans le Borinage, le Ministre des Travaux Publics s'adresse au conseil des mines aux ingénieurs en chef et aux députations permanentes afin de créer non pas un organisme général de retraites, mais d'en tracer les grandes lignes par une loi. De lumineux rapports de M. Visschers mirent l'administration à même de déposer le projet le 26 janvier 1854, mais les discussions politiques détournèrent l'attention parlementaire des problèmes économiques; la loi ne fut votée que le 28 mars 1868. Conçue dans des termes généraux elle tendait à ménager l'ordre de choses établi depuis 1839, à ne pas trop heurter les vues divergentes des différents groupes d'industriels. Avant tout, il fallait assurer la durée de l'institution, en entourant les dissolutions éventuelles de difficultés presque insurmontables, en assurant la sécurité du capital de réserve, et en lui conférant des avan-

tages importants. Elle confère aux caisses communes de prévoyance la faculté de pouvoir être reconnues par le gouvernement ; la reconnaissance leur donne des droits, ainsi définis dans l'article 3 « 1^o Faculté d'ester en justice, à la poursuite et diligence de leur administration. « Toutefois lorsque l'affaire excèdera la compétence du « juge de paix, elles ne pourront plaider qu'avec l'autorisation de la députation permanente, sauf le recours « au Roi, en cas de refus d'autorisation. Elles peuvent « obtenir exemption des frais de procédure, en se conformant à l'arrêté royal ; 2^o Exemption des droits de « timbre et d'enregistrement pour tous actes passés au « nom de ces caisses ou en leur faveur ; 3^o Faculté de « recevoir des donations et legs d'objets mobiliers, « moyennant l'accomplissement de certaines formalités. » Les caisses reçoivent ainsi une demi-personnalité civile. On peut regretter que le législateur n'ait pas donné aux caisses de prévoyance le droit de posséder des immeubles. Malgré tout, les avantages de la loi de 1868 sont compensés par la tutelle de l'Etat. Celui-ci exige des caisses : le compte annuel des recettes et dépenses pendant l'exercice écoulé ; l'approbation des statuts modifiés ; la mention dans les statuts de l'objet, des conditions et du mode d'admission à la caisse ; le taux des cotisations, les droits aux allocations, le mode d'élection et la composition de la commission administrative. Ces formalités sont exigées par les arrêtés royaux de 1874. En conséquence, les caisses modifièrent leurs statuts, qui furent approuvés par des arrêtés royaux de 1872 à 1881.

Jusqu'à ce jour, il n'est pas intervenu de loi réglementant à nouveau les caisses d'ouvriers mineurs.

EXAMEN THÉORIQUE DES CAISSES. — La division fondamentale des caisses est celle-ci. Sur chaque mine est établie une caisse particulière qui assure les secours temporaires. D'autre part, il existe des caisses régionales à chacune desquelles sont ou peuvent être affiliés les mines et établissements minéralogiques de la région, ce sont les caisses communes de prévoyance.

1° *Caisses particulières de secours.* — Elles sont antérieures aux caisses communes de prévoyance et sont d'abord destinées à subvenir aux besoins des blessés en traitement. Elles sont alimentées par une retenue sur le salaire de l'ouvrier et par une contribution égale du patron. Avant 1878, beaucoup d'ouvriers participaient seuls aux charges de ces caisses. En 1885, au contraire, pour l'ensemble des caisses, le montant des cotisations des exploitants a dépassé le quadruple de celui des retenues faites sur les salaires. Lorsque les secours aux blessés et aux malades sont exclusivement à la charge des exploitants, la caisse est souvent remplacée par un « compte de secours » qui se solde, mensuellement ou annuellement, soit aux frais généraux, soit aux frais d'extraction. Les dépenses de la caisse particulière ou du compte de secours consistent en soins médicaux et pharmaceutiques ; en secours en nature aux blessés, durant leur incapacité de travail et pour ceux-ci, en plus, une rétribution journalière, dite demi-journée et variable jusqu'à 1,50. Dans les

mines de la Vieille Montagne, la caisse de secours paie des indemnités de chômage pour cause de maladie, de blessures ou d'incapacité partielle temporaire de travail. Elles ne peuvent pas dépasser le tiers du salaire fixe moyen touché par l'ouvrier, en cas de maladie, et la moitié, en cas de blessures. Pour fixer cette indemnité, il pourra être tenu compte du nombre d'enfants à la charge de l'ouvrier. L'indemnité ne commencera à être comptée au mineur qu'à partir du 4^e jour de son incapacité de travail; elle sera accordée à partir du premier, lorsque l'incapacité proviendra de blessures. Ajoutons comme dépenses des caisses, les secours aux enfants de moins de 14 ans, 0 fr. 25 par enfant et par jour; secours aux veuves d'ouvriers, 50 c. par jour; secours spéciaux aux ouvriers pour indigence, maladie prolongée, et indemnité d'accouchement d'un maximum de 20 francs : enfin paiement des frais de funérailles.

L'administration des caisses particulières est indépendante de l'administration des caisses de prévoyance. Il en est peu qui ne soient exclusivement gérées par l'exploitant, sans autre garantie que son esprit de justice et l'intérêt même de l'établissement. L'idée de faire participer les ouvriers a cependant fait du chemin. Sur les 23 charbonnages du Couchant de Mons, en 1866, 6 ont leurs caisses gérées par des ouvriers délégués, sous la présidence du directeur. Ces ouvriers sont élus par leurs compagnons de travail, attachés comme eux, à l'établissement depuis un nombre déterminé d'années. A la Vieille Montagne l'administration s'appelle commission permanente. Elle comprend : 1^o le chef de l'établissement et les

chefs de service désignés par lui ; 2° les surveillants ou chefs ouvriers désignés par le directeur ; 3° un nombre d'ouvriers proportionnel au personnel et choisi par les ouvriers.

2° Caisses communes de prévoyance. — Sous le régime de 1840, il y avait comme aujourd'hui six caisses communes. Elles étendaient leur action, 3 respectivement sur chacune des provinces de Namur, Luxembourg et Liège, 1 sur l'arrondissement de Charleroi, les 2 autres respectivement sur le bassin du centre et le Borinage. Aujourd'hui les 6 caisses sont : Mons, Charleroi, Centre, Liège, Namur, Luxembourg. Dans la pensée de leurs fondateurs, ces caisses devaient être des associations mutuelles de patrons créées en vue de secourir les victimes des accidents du travail minier et leurs familles. Ce n'est que plus tard, et à la longue, que certaines de ces caisses ont étendu dans la mesure de leurs moyens leur action aux ouvriers vieux et infirmes.

Avant 1878 ces caisses étaient alimentées par une retenue de 1 1/2 0/0 sur les salaires, un apport égal des exploitants, des subventions du parlement, des subsides de la province et des dons et legs des particuliers. En 1886, il y a un changement ; la retenue ouvrière est de 3/4 0/0, fournis également par le concessionnaire, et le taux des cotisations peut être augmenté par décision de l'assemblée générale avec approbation du gouvernement. La caisse de Mons établit, en outre, des subventions extraordinaires, basées sur le principe suivant ; lorsqu'un établissement aura touché annuellement pour ses pen-

sionnés, une somme supérieure au montant de la retenue opérée sur le salaire de ses ouvriers et de sa subvention. la caisse versera 50 0/0 de l'excédent à titre de subventions extraordinaires. En 1891, les caisses ont été réorganisées, afin de séparer au point de vue financier, comme cotisation et comme capitaux de réserve la caisse d'accidents, d'avec la caisse de retraites. D'après les nouveaux statuts, les patrons alimentent seuls les deux caisses, toute participation ouvrière étant supprimée. La cotisation affectée aux accidents est de 20/0 des salaires, aux retraites 10/0.

Les dépenses des caisses consistent aujourd'hui en pensions d'accidents et en pensions de vieillesse. La distinction n'existait pas nettement avant 1891. La caisse du Luxembourg de 1844 donnait des pensions aux ouvriers victimes d'accidents, à leurs veuves, dans certains cas à leurs parents, enfin à leurs enfants jusqu'à un âge déterminé. Des dons extraordinaires pouvaient être accordés à de vieux ouvriers devenus infirmes. Dans la suite les statuts de toutes les caisses se modifièrent ; la plupart, reconnurent à l'ouvrier mineur le droit à une véritable pension, pourvu qu'incapable de travailler, il put justifier d'un certain âge et d'un nombre déterminé d'années de travail dans les établissements associés. Cet engagement apporte un caractère nouveau à ces institutions qui n'avaient d'abord été créées que pour l'assurance-accidents. Aujourd'hui les personnes secourues par la caisse commune peuvent être divisées en 3 groupes : pensions viagères aux ouvriers mutilés, incapables de travailler, aux parents d'ouvriers morts par accident, aux ouvriers vieux et infirmes, aux

veuves de ceux-ci ; 2° pensions temporaires, aux enfants d'ouvriers mutilés, de veuves d'ouvriers tués, aux orphelins de père et de mère d'ouvriers et de veuves d'ouvriers vieux et infirmes, aux frères et sœurs d'ouvriers tués. — 3° secours, aux ouvriers blessés, aux parents d'ouvriers vieux et infirmes, à leurs veuves, aux parents de celles-ci, enfin dots de veuve se remariant.

La réorganisation des statuts en 1891 portait l'âge de la retraite à 65 ans : de plus il fallait avoir 35 ans de service. C'est une heureuse modification, car en 1886, pour avoir droit à une pension de vieillesse, il fallait avoir 70 ans d'âge et avoir été attaché pendant les 15 dernières années à un établissement affilié. La retraite d'invalidité était acquise à 65 ans.

L'administration des caisses communes de prévoyance est variable. En 1886, le Luxembourg, Namur, Liège, Charleroi, le Couchant de Mons sont gérés par des commissions composées du gouvernement de la province, d'un ingénieur des mines, de cinq ou six administrateurs ou directeurs d'exploitation et de deux à quatre contre-maîtres ou ouvriers élus par les exploitants. On voit qu'il y a une triple base : deux fonctionnaires des exploitants et des ouvriers. L'élément ouvrier est en minorité. Dans le Centre, la commission comprend outre les deux fonctionnaires, deux délégués de chacune des exploitations affiliées et qui sont le propriétaire, administrateur ou directeur de l'exploitation et un porion à désigner par l'assemblée générale des exploitants sur la présentation de trois candidats faite par les ouvriers majeurs de

l'exploitation. Ce délégué doit être âgé de plus de 30 ans, et être attaché à la mine depuis 10 ans au moins.

Statistique des caisses belges en 1896. — 1° Caisses communes. — Les 6 caisses de Mons, Charleroi, Centre, Liège, Namur, Luxembourg occupent : 120.044 ouvriers ayant fourni 35.782.359 journées de travail, ayant touché en salaires annuels, 115.664.064 francs, soit par ouvrier un salaire moyen annuel de 963 fr. 51 et journalier de 3 fr. 23.

Les recettes des caisses s'élèvent à 2.776.464 francs, les dépenses à 2.753.346 francs.

Mons a fait une recette de 860.698 fr. 48, sur laquelle les sommes versées par les patrons ressortent à 714 254 fr. 59. Les dépenses ont consisté en pensions et secours d'accidents 501.854 fr. 74, de retraite 224.877 fr. 56, et en frais d'administration 14.020 fr. 79 au total 737.753,09. Il a été donné 5.430 pensions, dont 2.573 pensions viagères d'accident aux ouvriers mutilés, incapables de travailler, à des veuves d'ouvriers ayant péri par accident, et à des vieux parents d'ouvriers tués ; 1.072 pensions temporaires d'accident aux enfants et orphelins ; et 1.785 secours aux vieux ouvriers et à leurs veuves. Ces 5.430 pensions ont coûté 723.732 fr. 30.

Charleroi a fait une recette de 687.902 fr. 44 sur laquelle les versements patronaux ressortent à 627.241 fr. 35. Les dépenses ont consisté en pensions viagères, temporaires et en secours de 686.635 fr. 54 et en frais d'administration 15.284 fr. 85 au total 700.910.39. Il a été servi 5.297 pensions, dont 2.632 pensions viagères d'accident,

927 pensions temporaires, et 1.738 secours de vieillesse. Ces pensions et secours ont coûté 686.625 fr. 54.

Le Centre a fait une recette de 477.149 fr. 54 sur laquelle les versements patronaux ressortent à 211.405 fr. 41 auxquels il faut ajouter ici le même chiffre de retenues sur salaires. Les dépenses ont consisté en 1.511 pensions à de vieux ouvriers et à des veuves de vieux ouvriers. Cette caisse a modifié ses statuts en 1889 afin d'accorder aux vieux houilleurs et à leurs veuves des pensions viagères qui jusqu'alors n'étaient de droit que pour les blessés, pour les veuves et orphelins de ceux-ci, ou pour de vieux parents dont un ouvrier tué était le principal soutien. Jusqu'en 1889 la caisse pensionnait déjà cependant un certain nombre de vieillards : mais la somme consacrée annuellement à ces pensions de retraite était limité à 75.000 francs environ ; le taux de celles-ci n'était que de 14 francs par mois et il fallait qu'une pension fût vacante pour admettre à la retraite l'un des ouvriers caducs, inscrits toujours longtemps d'avance. A partir du 1^{er} septembre 1889, les pensions aux vieillards et aux veuves de vieux ouvriers ont été octroyées sans limitation de nombre, et l'ancien taux de 14 fr. a été relevé, la cotisation versée par les sociétés affiliées, a été portée de 1 1/2 à 2 1/2 pour cent du montant des salaires, la moitié de cette cotisation, provenant de retenues aux ouvriers. Fin 1888, 611 vieillards, des deux sexes, jouissent de pensions de retraite ; au 1^{er} janvier 1895, le nombre de ces pensionnés est plus que doublé, il est de 1.244, et la somme payée est presque triplée,

Liège a fait une recette de 693.699 fr. 43 sur laquelle les versements patronaux ressortent à 607.613 fr. 58. Les dépenses ont consisté en pensions au nombre de 4.534, coûtant 670.986 fr. 32.

Namur a fait une recette de 45.826 fr. 78 sur laquelle les versements patronaux ressortent à 36.045 fr. 88. Les dépenses ont consisté en pensions viagères, temporaires et secours extraordinaires, au nombre de 336, coûtant 57.714 fr.

Enfin Luxembourg a fait une recette de 10.193 fr. 52 dont 5.096 fr. 76 comme cotisation d'exploitation et la même somme comme retenues sur salaires. Les dépenses ressortent à 9.071 fr. 90.

2° *Caisses particulières.* — Les recettes de toutes les caisses sont de 1.896.728 fr. 84, dont 269.066 fr. 20 ou 11 0/0 environ proviennent des retenus sur les salaires ouvriers. Les dépenses sont de 1.898.528 fr. 44.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

PRÉPARATION, VOTE ET COMMENTAIRE DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

Critique de l'organisation des caisses de secours et de retraites antérieures à la loi de 1894

L'examen historique des caisses constituées dans les divers bassins houillers et les statistiques que nous avons fournies nous ont donné tous les éléments à l'aide desquels il nous est possible maintenant de rechercher si leur organisation n'est pas imparfaite et s'il n'y avait pas lieu de constituer, par une loi, un mécanisme nouveau.

Les diverses critiques qui ont été formulées s'appliquent aux recettes des caisses, aux allocations, aux conditions dans lesquelles elles sont accordées, enfin à l'administration de la prévoyance dans les mines.

Ressources des caisses. — Un double reproche, très justifié, a été adressé aux compagnies minières. D'abord la caisse de prévoyance est dans une dépendance étroite vis-à-vis de l'exploitation. M. Bréchignac dit « la caisse « subsiste par la retenue, c'est-à-dire par une portion « du salaire ; or, la retenue étant faite en vertu du contrat de louage d'ouvrage qui lie l'ouvrier au patron, le « même contrat prépare l'activité d'une exploitation et « l'alimentation d'une caisse ». Elle subsiste aussi, parfois uniquement, ou simultanément avec la retenue ouvrière, par une contribution de la compagnie qui disposant de la vie de l'exploitation minière, dispose en conséquence de la vie de la caisse et des droits des participants. Si les affaires de la compagnie prospèrent, les ouvriers ont une situation heureuse, parce que la consistance des caisses de secours et de retraites est confondue avec l'actif de la société industrielle. Mais cette confusion devient précisément un danger pour l'ouvrier, lorsque cette société périclité. La faillite de la compagnie de Terrenoire et Bessèges en 1890 est dans toutes les mémoires. Les fonds de la caisse de secours et de la caisse de retraites n'étaient pas distincts des fonds de la compagnie, et c'était conforme aux règlements acceptés par les parties. Tout privilège fut refusé aux épargnes déposées dans les caisses de la compagnie, par le jugement du tribunal correctionnel de Lyon, en date du 22 mai 1890. Sans doute, on pourrait objecter, en faveur de la confusion des fonds, qu'il n'y a pas de meilleur emploi des recettes ouvrières, et qu'il est impossible à une société industrielle quelconque, promettant 5 0/0

d'intérêt à ses ouvriers de trouver ce revenu ailleurs que dans sa propre industrie. Mais l'épargne des travailleurs est conquise si péniblement, au prix de tant de sacrifices et d'énergie prévoyante, qu'on ne doit pas l'exposer aux aléas commerciaux.

Il importe de faire remarquer également l'excessive diversité des recettes, leur taux trop variable d'une compagnie à l'autre ; il n'est point nécessaire qu'au point de vue de la prévoyance, les mines soient réparties en trois catégories. Au contraire, il est de toute justice qu'un ouvrier mineur du Pas-de-Calais ou du Gard soit traité de la même manière qu'un ouvrier mineur de la Loire, puisque sa vie est livrée aux mêmes risques et aux mêmes incertitudes.

Dépenses des caisses. -- Les allocations accordées par les caisses ont donné lieu aux critiques les plus vives : tantôt les retraites n'existaient pas ou elles étaient insuffisantes, tantôt les secours étaient mal organisés ou trop faibles ; parfois les dépenses étaient contraires au but de l'institution. Enfin, l'organisation était viciée radicalement par la monstrueuse clause de déchéance.

Les retraites n'étaient pas assez répandues ; malgré l'effort fait en maints endroits, le sort des ouvriers âgés n'était pas partout assuré. Un très grand nombre de mines n'avaient rien pu ou voulu organiser. Sur les 57 exploitations de la Loire, six compagnies seulement possédaient, nous l'avons vu, des caisses de retraites régulièrement établies. Mais cette organisation elle-même était bien imparfaite, puisqu'il lui manquait la durée ;

en effet la combinaison qui assurait le service devait prendre fin vingt ans après sa création. Il ne sert à rien de dire qu'en dehors des six grandes compagnies du bassin de la Loire, on ne compte que des exploitations sans grande importance. Partout où des ouvriers sont exposés à la maladie, aux accidents, il doit y avoir des caisses de secours ; partout où des ouvriers atteignent la vieillesse, il faut qu'une retraite leur soit constituée.

Quant aux retraites déjà existantes, il n'est pas exagéré de dire qu'elles étaient insuffisantes et qu'elles atteignaient à peine l'importance des aliments.

La situation générale des caisses de secours n'était pas exempte de reproche. Les secours étaient de diverses natures ; premier secours en cas d'accident et de maladie ; pensions de maladie, service médical prescrit par le décret de 1813 ; secours d'un an, gratifications extraordinaires ; frais de funérailles. Pour assurer une bonne gestion, il aurait fallu distinguer soigneusement les divers secours ; cette division eût été utile. Suivant la destination du service, la charge des deux éléments ouvriers et patrons eût été plus facilement calculée et contrôlée. Cette déplorable confusion entraînait des conséquences bien plus graves quand les retraites étaient servies par la caisse de secours. Nous rappelons que la compagnie de Bessèges avait senti la nécessité de diviser nettement les diverses allocations, et qu'elle avait d'elle-même modifié et amélioré ses statuts en 1888. Même parfaitement délimités, les secours de toutes les caisses étaient insuffisants et restaient au-dessous des besoins des malades ou blessés et de leurs familles. Ainsi, dans le Pas-de-Calais, ils ne

peuvent pas dépasser le tiers du salaire moyen, pour les simples malades, la moitié pour les ouvriers grièvement blessés. Dans la Loire, les secours s'élèvent au maximum, aux deux tiers du salaire que l'ouvrier touchait au moment où l'accident l'a frappé. Les simples malades ne reçoivent pas de secours en argent ; et si le service médical leur est donné gratuitement, ils doivent presque toujours payer les médicaments. Enfin, les familles des ouvriers ne reçoivent généralement pas de secours en cas de maladie. A la Grand'Combe (bassin du Gard) les blessures donnent droit à 0,50 par jour pendant la première quinzaine, 1 fr. pendant la seconde et 1 fr. 50 ensuite. La femme et chaque enfant au-dessous de 10 ans, peuvent, en outre recevoir dans certains cas, 0,25 par jour.

Nous arrivons à l'examen de mesures prises par les compagnies et qu'il faut blâmer sévèrement. Parfois les caisses servaient à des dépenses étrangères ou même directement contraires à leur but. Tantôt les compagnies employaient les ressources de ces caisses à couvrir leur responsabilité civile en cas d'accident, comme dans le bassin de Rive-de-Gier, à Blanz y et à la Grand'Combe. Tantôt les recettes servaient à la construction ou à l'entretien d'écoles congréganistes comme à Nœux, à Blanz y (Chagot et Cie), et à la Grand'Combe.

La Cour de Dijon avait déclaré le 24 juillet 1874 que la clause d'une constitution de société de secours d'une compagnie minière portant que moyennant la subvention que lui fournit cette compagnie, la société sera substituée à l'exploitant pour toutes les obligations de celle-

ci vis-à-vis des ouvriers, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil, ne liait pas les ouvriers. Ceux-ci ne peuvent s'engager à l'avance, à raison des réparations civiles résultant de faits délictueux futurs.

De même, la Cour de Nîmes avait déclaré le 24 avril 1882, que « doit être considérée comme nulle et non
« écrite la clause des statuts qui stipulerait que la caisse
« aura à supporter les condamnations qui pourraient
« être imposées à l'exploitant à titre de responsabilité
« civile : ces condamnations ne peuvent, en effet, résul-
« ter que d'un délit ou quasi-délit civil, et il est illicite,
« comme contraire à l'ordre public, de stipuler l'affran-
« chissement des obligations qui peuvent en résulter ».

On doit se demander comment, en présence d'une jurisprudence si constante et si équitable, les compagnies ont jugé bon de maintenir dans leurs statuts l'espèce de protection qu'ils se faisaient consentir par leurs ouvriers.

Le rapport de M. l'ingénieur des mines Keller adressé au Ministre des travaux publics en 1884 établit que dans les mines où il existait des caisses de secours alimentées par les seules retenues sur les salaires des ouvriers, avec des subventions aléatoires et très faibles des compagnies, la part contributive des mineurs dans les subventions aux écoles congréganistes s'élevait à 4 fr. par ouvrier. Cette contribution, si réduite qu'on voudra l'établir, est à la fois injustifiée et oppressive. Pourquoi faire payer aux ouvriers les frais d'enseignement, alors que la loi républicaine de 1882 établit l'instruction primaire gratuite ? Enfin, pourquoi opprimer les consciences ouvrières ? Rien n'est plus précieux à l'homme que la liberté de sa

conscience. C'est y porter atteinte que de la subordonner aux nécessités matérielles de la vie.

Clause de déchéance. — La « clause de déchéance » contenue dans la plupart des statuts acceptés par les mineurs, porte que les ouvriers ayant participé aux caisses, seront déchus de leurs droits aux allocations, s'ils quittent la mine volontairement ou s'ils en sont renvoyés, avant que les conditions d'âge et de service aient été réalisées. Nous ne rechercherons pas si le renvoi a pour explication le dessein de la compagnie de se décharger du fardeau de la retraite : nous ne voulons suspecter les intentions de personne. Nous disons seulement que l'acquisition d'une pension étant une œuvre de longue haleine, se formant peu à peu, lentement, par des efforts continus, pénibles et méritoires, constitue véritablement une propriété personnelle du mineur, inviolable. Cependant la jurisprudence (arrêt de la Cour de Douai du 24 mai 1884, du 19 mars 1883, jugement du tribunal de Douai du 14 février 1884) a décidé que l'ouvrier qui cesse de faire partie d'une caisse réclamerait vainement la restitution, même sans intérêts, des versements faits par lui, si les statuts stipulent qu'ils sont acquis à la caisse, quel que soit le motif du départ de l'ouvrier.

Pour justifier cette clause, on a dit qu'elle dérivait du caractère tontinier des caisses : la part de ceux qui meurent ou qui abandonnent la mine et la caisse accroît à ceux qui survivent ou qui restent. On l'a présenté ensuite comme une condition de la subvention patronale. Enfin, — et cela nous paraît être la véritable raison — on l'a

présenté comme une garantie de stabilité du personnel. Et c'est justement par là aussi que nous la critiquons, car nous la considérons comme une entrave patronale à l'indépendance ouvrière.

Sans doute comme l'écrit M. l'Ingénieur Cheysson « l'homme complet est un chef de famille qui a charge
« d'âmes et de corps et qui, à ce titre, a besoin de planter
« fortement sa tente sur le sol ». Mais, il ne se fixera profondément, qu'au sol sur lequel il trouvera liberté assurée et propriété maintenue. Et c'est pourquoi il tâchera, par ses représentants et par les législateurs, d'abolir cette clause de déchéance qui lui confisque, et sa liberté et sa propriété.

La clause de déchéance perd tous ses effets sous un régime de retraites qui solidarise les caisses d'un bassin houiller, ou qui rattache les caisses de tous les bassins à la caisse nationale des retraites par l'institution du livret individuel.

Le régime des caisses présentait d'autres injustices. Ainsi, les règlements de certaines caisses contenaient l'indication suivante : « les pensions, même acquises et fixées
« pourront être supprimées ou réduites pour des motifs
« graves dont le conseil d'administration est seul juge » — ou bien « la retraite pourra être suspendue et même
« supprimée par le gérant de la société des mines pour
« des motifs graves dont il sera seul juge ». — Remarquons que ces règlements ne s'appliquaient qu'aux caisses alimentées par les seules contributions patronales. Un jugement du tribunal de Douai du 27 juin 1871 dit que les expressions « motifs graves sont générales, que

rien dans les dispositions qui les précèdent ou les suivent n'en vient limiter le sens ; que tout motif quelconque peut servir de base à l'application de cet article du règlement, pourvu que ce motif ait par rapport à la matière qui fait l'objet du règlement. le caractère d'un motif grave, mais que le conseil d'administration de la caisse excède son droit en prétendant se constituer seul juge en sa propre cause. — Cet article relatif aux motifs graves est trop pénétré d'arbitraire pour que nous l'acceptons.

L'administration des caisses. — Enfin, dernière critique que nous relevons contre les anciennes caisses de secours et de retraites. Leur administration ne présente pas dans chaque bassin houiller les mêmes garanties de contrôle ouvrier auxquelles les mineurs de toute la France ont droit. Puis dans quelques caisses, la gestion des fonds de prévoyance appartient en droit et d'une manière exclusive aux exploitants ; dans celles où les statuts confient une part de cette gestion aux représentants des ouvriers, les exploitants ont en réalité la haute direction. Voici quelques exemples donnés en 1885 par M. Mazon, député. Dans le Pas-de-Calais les caisses sont administrées par les compagnies ; si quelques ouvriers entrent dans les conseils d'administration, ils sont choisis par le directeur. Dans le Nord, on trouve des ouvriers parfois en majorité, mais (et cela se produit parfois dans tous les bassins en pareil cas) s'ils sont désignés par leurs camarades, cette désignation est faite sans formes, par une sorte de consentement tacite des intéressés et toujours avec une grande

légèreté. A la Grande-Combe, les ouvriers sont en minorité : 27 contre 46 représentants de la compagnie, pour la caisse des retraites, les administrateurs ouvriers sont choisis par la compagnie. A Blanzzy, le conseil d'administration se compose de 18 patrons et de 8 ouvriers, mais une modification quelconque des statuts ou des tarifs ne peut avoir lieu qu'avec le consentement du gérant, président, de droit, du Conseil. A la Chapelle-Sous-Dun, (Saône-et-Loire) on trouve 4 patrons et 6 ouvriers choisis d'abord par la compagnie et qui désignait les successeurs.

Quel mouvement à la fois ouvrier et législatif naquit de la constatation de ces vices ; quelle fut l'attitude des concessionnaires en présence des attaques dirigées contre les institutions qu'ils avaient établies. et devant les projets parlementaires ; comment une loi nouvelle créa un organisme plus perfectionné voilà ce qui nous reste à étudier.

L'agitation ouvrière contre le régime des caisses

Nous connaissons déjà l'ensemble des revendications de l'ouvrier mineur, formulées dans les groupements syndicaux, les brochures et les congrès. Nous n'envisagerons, en ce lieu, que le mouvement des travailleurs de la mine, issu du mécontentement contre les institutions de prévoyance. Il s'est manifesté par une agitation à la fois politique et économique due à la persévérance et au dévouement des mineurs. Bien avant que le parlement fût saisi de projets de retraites,

les ouvriers tentaient d'obtenir directement des exploitants, des satisfactions morales et matérielles. En traçant l'historique des caisses du bassin houiller de la Loire, nous avons indiqué, qu'en 1844, les mineurs demandaient la solidarité des caisses et leur centralisation, en s'appuyant sur ce fait que les exploitations avaient réalisé l'unité de leur direction, de leur administration et de leurs rouages financiers. Cette organisation partiellement acceptée par six compagnies donna d'excellents résultats qui encouragèrent les promoteurs à en demander l'application à toutes les compagnies. Après le procès de 1866 l'idée est reprise par les soins de la « Caisse fraternelle et de prévoyance des ouvriers mineurs du bassin de la Loire ». *Le Mémorial* de 1867 publie leurs desiderata. Dès 1868, un énergique militant M. Michel Rondet, donne une impulsion vigoureuse au mouvement de réorganisation des caisses, qui aboutit à l'affirmation en 1881 d'un programme très net, dont nous connaissons les détails. La précision du programme eut pour avantage de donner un but à la Chambre syndicale qui s'était reconstituée en 1876, puis d'obliger les autres bassins à étudier les améliorations proposées, d'obtenir l'appui de l'opinion publique agitée par l'ensemble des manifestations qui se produisaient dans chaque exploitation houillère, enfin de saisir clairement le Parlement de projets restreints à la Loire et facilement applicables à d'autres bassins. La requête de 1882 par laquelle fut éclairée la Chambre des députés, établit entre les législateurs et la Chambre syndicale de fécondes relations. La netteté du programme ouvrier facilita la

propagande, venue de la Loire et qui se répandit largement pour créer des biens durables entre les syndicats houillers, au point que le 24 octobre 1883, au premier congrès de St-Etienne, la « Fédération nationale des mineurs » fut fondée. D'autre part une série d'articles parus d'abord, d'août à décembre 1882, dans le journal *Le Capitaliste* et réunis après coup en brochure intitulée : *Les cahiers de doléances des Mineurs français*, exposèrent, dans une forme très modérée et fort habile, les réclamations minima du syndicat des ouvriers mineurs de la Loire.

Lorsqu'une commission fut formée en 1886 pour étudier les projets parlementaires de caisses de secours et de retraites dans les mines, les mineurs nommèrent des délégués chargés de porter aux commissaires les vœux de la population houillère. Dans les séances des 24, 26, 30 et 31 mars 1886, la commission entendit MM. Michel Rondet, délégué de la Chambre des ouvriers mineurs de la Loire, secrétaire de la fédération des mineurs de France ; Paul Fabrègue, délégué des mineurs de Portes et Sénéchas ; Vandernotte, délégué de Fresnes-Midi ; Malartré, délégué des employés de Bessèges. Ils arrivaient, pénétrés d'une double préoccupation : critiquer le projet de M. Mazon, député, et présenter les propositions émanées de leurs commettants.

Le 24 mars 1886, M. Fabrègue, après avoir analysé l'organisme de Portes et Sénéchas, développe le projet qu'il est chargé de lire. Il demande une pension viagère de 600 francs après 25 ans de service et 50 ans d'âge à l'intérieur ; 25 ans de service et 55 ans d'âge au

jour ; comme indemnités de blessures, 1 fr. 50 pour l'ouvrier, 0 fr. 50 pour la femme et 0 fr. 25 pour chacun des enfants jusqu'à l'âge de 14 ans, l'indemnité étant accordée jusqu'à la reprise du travail ; comme indemnité de maladie 1 fr. pour l'homme, 0 fr. 50 pour la femme et pour chacun des enfants 0 fr. 25. En cas de mort accidentelle ou résultant de blessures, la moitié de la pension serait réversible sur la tête de la femme. Dans le cas où un célibataire, reconnu comme soutien de famille soit d'un père ou d'une mère, soit même des deux qui n'ont aucune ressource pour se suffire, vient à mourir par mort accidentelle ou par suite de ses blessures, il serait accordé une pension viagère de 1 fr. par jour, jusqu'à leur décès aux membres de la famille dont il était le soutien. Tout enfant orphelin aura droit à la somme de 0 fr. 50 par jour jusqu'à l'âge de 14 ans. En cas de décès, d'un retraité par limite d'âge, la moitié de sa pension sera réversible sur la tête de sa femme, s'il y a eu mariage.

M. Rondet demande que les caisses de secours du bassin de la Loire soient alimentés par une retenue obligatoire ; que les conseils d'administration soient réorganisés. Il préconise le rattachement des caisses locales à une caisse centrale instituée dans chaque bassin ou chaque arrondissement minéralogique, et l'uniformité des statuts communs imposant dans toutes les compagnies des retenues et des allocations identiques. En ce qui concerne les caisses de secours, les allocations existantes sont facultatives, puis insuffisantes, car, dit-il, croit-on qu'un ouvrier qui n'aura reçu qu'un franc s'il est malade ou blessé, puisse avec 3 ou 4 francs par jour, rattraper les dettes

qu'il aura faites chez les fournisseurs pendant qu'il reçoit des soins ? Les caisses de retraites lui paraissent inexistantes, car les engagements pris sont parfois temporaires. Certains statuts portent : « en prévenant le conseil six mois à l'avance, les statuts peuvent être modifiés » c'est donc l'incertitude même. Le délégué des ouvriers ne se borne pas à rappeler les critiques que nous avons déjà signalées. Fidèle aux engagements qu'il a pris vis-à-vis de ses commettants, il oppose le projet préparé par le Congrès des Mineurs de Saint-Etienne, aux projets parlementaires et discute chacun des articles de ceux-ci.

L'examen des dispositions essentielles contenues dans les propositions et les rapports législatifs trouve sa place dans la partie consacrée à la préparation parlementaire de la loi de 1894. Le lecteur voudra bien s'y reporter. Ici, nous indiquons seulement les modifications que les ouvriers désirent, aussi bien en 1886 qu'en 1894. Nous suivrons le même plan quand nous exposerons l'attitude des exploitants.

En 1886, c'est le projet Mazon de 1885 qui soulève les objections, et prête aux additions de M. Rondet. Le secrétaire de la Fédération accepte le premier article ; il ajoute à l'article 2 le paragraphe suivant « une retenue de 10 0/0 sur les redevances payées par les compagnies à l'Etat ». Il s'agit des recettes. Puisque, dit-il, on impose les propriétaires tréfonciers, puisque l'Etat a un bénéfice sur les exploitants, pourquoi les ouvriers ne retireraient-ils pas, au profit d'institutions de prévoyance, une certaine partie de ce bénéfice. Le Congrès a modifié aussi

l'article 3 : « les pensions de retraite seront servies : 1° aux ouvriers du fond ayant 25 ans de service sans condition d'âge ; 2° aux ouvriers de l'extérieur à 25 ans de service et 50 ans d'âge ; 3° les ouvriers du jour et du fond ayant atteint 50 ans d'âge et n'ayant pas 25 ans de service pourront se faire liquider leur retraite proportionnelle ; 4° en cas de décès d'un ouvrier ayant acquis ses droits à la retraite, sa veuve recevra la moitié de sa pension ; en cas de convol la pension sera convertie en une dot de 400 francs ; 5° la veuve recevra la moitié de la pension proportionnelle qui aurait pu être attribuée au mari le jour de son décès, quoiqu'il n'ait pas atteint les conditions de service et d'âge que la loi exige ; 6° la pension de tout ouvrier atteint d'infirmité entraînant une incapacité de travail, conformément au décret du 27 juillet 1861 peut être liquidé, même avant 50 ans d'âge, et en proportion des versements faits avant cette époque.

A l'article 11, il faut ajouter des secours « aux ouvriers blessés, aux veuves et aux orphelins dont le mari ou le père seront tués à la mine ». L'article 19 reçoit la modification suivante « il est procédé à cette inscription (pour « l'élection des conseillers d'administration), par une « liste des électeurs de chaque puits, que les compagnies devront déposer à la mairie quinze jours avant « le décret des élections et qui sera affichée sur les puits « où les opérations électorales devront avoir lieu ».

Comme un commissaire pose à M. Rondet la question de savoir si les bassins minéralogiques auront des statuts différents, et répartiront les sommes constituées par les prélèvements imposés à tous, suivant les habitudes de

chaque région et à la volonté des conseils d'administration, le délégué répond par l'affirmative, sous la forme suivante :

Le législateur fixera un taux unique de retenue obligatoire et répartira la somme acquise en deux parts, affectées l'une à la caisse de secours, l'autre à la caisse de retraites. Chaque bassin fixera ses statuts ; il suivra la loi dans ses grandes lignes et il sera tenu de donner aux malades un secours proportionné à ses ressources. Les caisses de secours seront centralisées par chaque bassin. Il faut qu'elles soient solidaires, parce que le mineur peut rester quinze jours ou six mois dans une mine sans danger, puis aller dans une mine dangereuse et y être blessé.

Au nom d'un groupe de cent mineurs de Commercy, Bézenet et Montvicq, M. Beaumont demande l'organisation de caisses de secours, centralisées par bassins et d'une caisse de retraite générale pour toute la France. Ces deux caisses seraient alimentées par une retenue de 5 0/0 sur le salaire et par un versement égal des compagnies concessionnaires. La caisse générale des retraites servirait la pension à l'ouvrier, sous la seule condition de 25 ans de travail. On ne distinguerait pas à l'heure de payer la retraite, les différents salaires : toutes les pensions seraient égales, car les besoins des vieux ouvriers sont les mêmes, quel que soit le salaire reçu pendant la période du travail.

A leur tour, les ouvriers et les employés de Bessèges apportent leurs vœux et leurs critiques. MM. Pérrier et Nègre représentant 1.700 ouvriers de ce centre houiller voudraient

voir alimenter les caisses par une retenue obligatoire de 4 0/0 sur le salaire, une cotisation égale de 4 0/0, et une contribution de l'Etat fixée à 2 0/0, sans oublier naturellement les subventions accordées aux sociétés de secours mutuels, les dons et legs, et le produit des amendes disciplinaires. La répartition entre les caisses se ferait ainsi : la caisse de secours recevrait 2 0/0 des 4 0/0 sur salaires ; 2 0/0 des 4 0/0 de la compagnie, ce qui ferait 4 0/0, bien suffisants, dit le délégué ; la caisse de retraites recevrait 6 0/0 dont 2 0/0 des ouvriers, 2 0/0 de la compagnie, et 2 0/0 de l'Etat. Les délégués demandent l'addition à l'article 3, « en cas de décès d'un ouvrier ou employé ayant acquis ses droits à la retraite sa veuve recevra la moitié de la pension ». Et comme en 1880, la pension a été augmentée par le conseil de 300 francs à 600 francs, les ouvriers demandent qu'on leur maintienne cette allocation et la font inscrire dans l'article 6, « si la liquidation, telle qu'elle est prévue, n'assure pas aux ouvriers ou employés une retraite de 600 francs, l'Etat sera tenu de parfaire la différence ».

M. Malartre, délégué des employés de Bessèges déclare nettement que le projet Mazon de 1885 causera aux employés un grand préjudice, parce qu'il nécessitera une liquidation désastreuse pour ceux qui seront près d'avoir leur retraite. Aussi serait-il heureux que la faculté fût laissée aux employés et aux compagnies de se conformer aux prescriptions de la loi. Il repousse le versement de 5 0/0 aux caisses de secours parce que les employés n'y touchent rien. Sur la question des retraites, une discussion s'engage entre le délégué et deux commissaires.

MM. Audiffred et Jaurès. Celui-ci fait remarquer que les pensions de 600 et 1.200 francs allouées par les caisses de Bessèges ne peuvent provenir des 2 0/0 versés par les participants ; qu'alors on se sert de l'intérêt de l'encaisse, et qu'on entame graduellement et progressivement cette encaisse, afin qu'en 1918, ainsi que le prévoient les statuts encore en vigueur en 1886, elle soit épuisée. Ainsi, dit le commissaire, après 1918 les pensions n'existeraient plus. M. Malartre réplique que ce taux très élevé de retraites provient de ce que les cotisations sont versées dans les caisses patronales et que s'ajoutant aux fonds de l'exploitation minière, elles recoivent un emploi plus rémunérateur que si la caisse nationale des retraites pour la vieillesse les centralisait.

Il ajoute que l'élévation provient encore de ce qu'on profite du versement des ouvriers nomades qui viennent à la mine, puis s'en vont avant d'avoir fourni 30 ans de service et atteint 55 ans d'âge. Comme M. Audiffred met en relief la profonde injustice de cette dernière combinaison, le délégué réplique qu'il y a une atténuation ; l'ouvrier ou l'employé qui est resté 5 ans à la mine peut demander quand il l'a quittée volontairement, le remboursement de ses retenues, mais en cas de révocation ou de renvoi, il n'a droit à rien. Nous reconnaissons là, les effets de la clause de déchéance.

De 1886 à 1894, pendant l'élaboration législative des caisses des mineurs, les représentants ouvriers ne sont pas entendus directement. Aussi profitent-ils de leurs Congrès pour dire leur opinion sur cette question qui les touche de si près.

Au Congrès national des mineurs tenu à Commentry en 1891, voici les résolutions qui furent prises : « Le Congrès considérant que la caisse de retraite est une mesure à la fois de justice et d'humanité, décide : les caisses de retraite seront centralisées, de telle façon qu'il suffise aux ouvriers d'avoir travaillé un temps déterminé, dans n'importe quelle compagnie pour y avoir droit, la retraite sera de 3 francs par jour, y compris les jours fériés, après 25 ans de travail, sans condition d'âge, et réversible intégralement à la veuve, en cas de décès, ou, à son défaut, aux enfants. Les invalides recevront la même pension que les vieux ouvriers. Mais le Congrès considère que là ne doit pas être le but suprême, que ces remèdes ne sont que des palliatifs provisoires en attendant la mise à la charge de la société, des vieillards et des invalides du travail.

Sur les caisses de secours, le Congrès considérant que la retenue pratiquée par les compagnies sur le salaire de leurs ouvriers est une iniquité en demande la suppression complète. Il sera fait restitution aux intéressés des caisses de secours actuellement entre les mains des compagnies sous la réserve que les obligations actuellement à la charge de ces dernières soient remplies par les nouveaux détenteurs si l'état des fonds le permet. Dans le cas contraire, les compagnies restent chargées de toutes les obligations qui leur incombaient auparavant. Sur la question de l'importance des secours, considérant que les secours à attribuer aux malades et aux blessés ne compensent jamais les souffrances matérielles qu'ils endurent ; considérant que leur état nécessite un meilleur en-

retien, le Congrès délibère : les malades et blessés recevront au moins leur journée de travail intégrale sans préjudice des médicaments que leur état nécessiterait, et qui sont de droit à la charge de la compagnie.

En 1894, les ouvriers saisis du projet du Sénat vinrent déposer devant la commission de la Chambre des députés. Les délégués qui soumièrent quelques observations furent MM. Lamendin et Basly au nom du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, Rondet au nom de 5.400 ouvriers, Cotte au nom de la Loire, Moché au nom des mineurs des compagnies du Nord, Anzin excepté. Les deux points étudiés furent : la liquidation des caisses, et le quantum de la retraite. Sur le premier point, il y eut peu de discussions : on s'en rapporta aux paroles de MM. Audiffred et Guieysse. Mais le quantum de la retraite amena l'intervention de M. Rondet. Depuis 1882, dit-il, les mineurs ont demandé aux pouvoirs publics que la retraite acquise après 25 ans de travail, sans condition d'âge, fût de 2 francs par jour. Le dernier Congrès de la Ricamarie de 1892 a exposé le même vœu. Les ouvriers ne veulent pas abandonner des résultats qu'ils poursuivent depuis 10 ans. La fixation d'un minimum de 2 francs témoigne d'une modération extrême, et les nécessités de la vie font aux mineurs et à leur délégué, un devoir de résister au projet du Sénat. Le rapporteur dit que cela est provisoire, que c'est un jalon posé. M. Rondet répond qu'il sait, par expérience, que rien n'est aussi définitif que le provisoire et qu'il n'a aucune raison de croire que le Sénat accordera dans quelques années, ce qu'il a refusé jusqu'ici. Enfin, il termine ses observations en disant qu'il

a reçu mandat de se prononcer contre le projet ; il doit se conformer strictement aux termes de son mandat.

M. Cotte trouve la retenue pour retraite, de 2 0/0 insuffisante et propose 4 0/0. Quant à MM. Lamendin et Moché, ils énumèrent les diverses critiques que nous connaissons déjà contre les caisses. M. Lamendin soutient que la retenue de 3 0/0 sur les salaires et la cotisation des exploitants dans le Nord, de 1 0/0 ne sont pas obligatoires qu'il n'y a aucun contrat. D'autre part, il affirme que les règlements sont d'une élasticité telle que l'interprétation des compagnies fait la loi. M. Moché dit qu'à Aniche, le droit à la pension peut s'ouvrir après 15 ans de service, lorsque l'invalidité du mineur a été constatée. Mais cette constatation donne lieu aux appréciations les plus arbitraires.

La question des caisses fut reprise aux congrès régionaux et nationaux de 1896, 1897, 1898.

Le congrès de Lens de 1896 demanda des modifications à la loi de 1894. Elles sont relatives à la liberté du vote aux élections d'administrateurs des caisses, à la diminution de l'âge d'admission à la retraite, 50 ans, à la façon dont sont distribués les secours médicaux. Une lettre de griefs est envoyée au ministre des travaux publics, compétent. Au congrès national de Carmaux en 1897 est lu le projet suivant, qui avait été déposé sur le bureau de la Chambre des députés et renvoyé à la commission de prévoyance. Article 1^{er}. Toute retenue sur les salaires, en vue des caisses de secours et de retraites est interdite. Article 2. L'exploitant versera chaque mois, soit à la caisse nationale des retraites, soit dans une des caisses

prévues à l'article 2 de la loi de 1894, pour la formation du capital constitutif des pensions de retraites, une somme égale à 6 0/0 du salaire des ouvriers et employés.

Article 3. La caisse de chaque société de secours sera alimentée par : 1° un versement de l'exploitant qui ne saurait être inférieure à 4 0/0 du salaire des ouvriers et employés ; 2° les sommes allouées par l'Etat sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels ; 3° les dons et legs ; 4° le produit des amendes encourues pour infraction aux statuts, et de celles infligées aux membres participants par application du règlement de l'entreprise, jusqu'à ce que ces amendes patronales aient été interdites par la loi.

On vote, sur l'initiative de M. Basly une proposition édictant des sanctions pénales contre quiconque violera l'indépendance d'un électeur au Conseil.

Sur la liquidation des caisses, il est demandé qu'on ajoute à l'article 22, la clause additionnelle que la partie de pension acquise avant la promulgation de la loi soit toujours liquidée, si l'ouvrier en fait la demande, et qu'elle soit à toute époque mise à la disposition du mineur.

Enfin, on rappelle les deux desiderata depuis longtemps exprimés : que la pension soit accordée après 25 ans de service, sans condition d'âge ; et qu'elle soit du taux de 2 fr. par jour.

Dans les congrès internationaux, la question fut aussi soulevée. A Jolimont (Belgique) en 1890, les Belges se plaignent dans leurs rapports de l'organisation des caisses de prévoyance. Mais le problème des accidents déroba

longtemps l'attention des congressistes. En 1896, on discuta et on aboutit à un vote net. La France et la Belgique se contentèrent, sans discuter au fond la loi de 1894, de demander la création de caisses là où elles n'existaient pas. L'Allemagne réclama l'administration par les ouvriers eux-mêmes, et le livret individuel.

Tel est le mouvement national et international, créé autour du problème de l'assurance minière.

Attitude des concessionnaires.

Le dépôt des propositions de loi sur les caisses de prévoyance donna naissance à une série de publications des concessionnaires de mines. Après les dépositions de M. Vuillemin au nom des houillères du Pas-de-Calais, devant la commission parlementaire en 1883, une note parut sous le titre « Note complémentaire, sur les propositions de lois, intéressant les mines, au nom des concessionnaires et exploitants des mines diverses de la Loire, du Nord, du Pas-de-Calais, etc. ». Le 21 mars 1884 une communication était faite à la société des Ingénieurs civils. Elle fut imprimée en brochure intitulée *L'Industrie des mines devant le Parlement*, par M. Henry Couriot. En 1885, dans la *Revue de Législation des Mines*, M. Delecroix se livra à un ensemble d'études sur le régime des caisses et les améliorations à y apporter. Enfin en 1886, des exploitants vinrent déposer devant la commission chargée d'étudier le projet Mazon. Depuis le vote de la loi, les diverses revues qui s'occupent des mines, soit au point de vue technique, soit au point de

vue économique, contiennent des critiques contre l'organisation établie en 1894.

Les idées communes à ces publications sont : que l'Etat n'a ou n'avait pas le droit d'intervenir, car la propriété minière est semblable aux autres propriétés : que les caisses créées dans les mines, l'ont été par l'initiative privée dont la loi brise le ressort.

Mais c'est en 1886, que les représentants des exploitations houillères ont exposé une étude plus approfondie des caisses et ont fourni d'importantes détails et des projets de réorganisation aux commissaires du Parlement. Leurs indications ont été précieuses aux députés, et elles ont largement servi à la préparation de la loi.

L'effort des concessionnaires pour obtenir qu'une loi n'intervint pas dans leurs rapports avec leurs ouvriers, n'a pas été couronné de succès. Il y avait trop de raisons d'intervention légitime, pour que le législateur pût s'y soustraire.

Elaboration parlementaire de la loi de 1894.

La législation des mines a subi depuis une trentaine d'années, de très nombreuses modifications. L'activité parlementaire s'est exercée sur ce sujet, sous les formes les plus variées : tour à tour elle s'est attachée à régler la propriété elle-même et les conditions d'exploitation des mines, et à déterminer les rapports des ouvriers mineurs avec les concessionnaires.

Le développement de la production minière après 1870, et des affaires industrielles firent monter la houille

à des prix exagérés. L'assemblée nationale, émue des plaintes des consommateurs de charbon, nomma le 19 juillet 1873 une commission chargée de faire une enquête sur la situation de l'industrie houillère. Les rapports de M. Ducarre sur les conditions générales d'existence des mines, et de M. de Marcère sur les modifications à introduire dans la législation minière, développèrent en 1874 des conclusions que le gouvernement accepta. En 1875 un projet ministériel concluait au maintien du principe et des cadres de la loi de 1810, et à l'adoption de mesures qui dégageraient l'industrie minérale des entraves à son développement. Ce lent travail de réformes proposées, aboutit à la loi du 27 juillet 1880. Cette première phase de l'agitation sur la question des mines, issue d'une crise économique violente, se termine par le vote d'une loi de progrès et de liberté.

A peine cette question venait-elle d'être réglée que l'industrie minière attira de nouveau l'attention du Parlement. L'agitation ouvrière qui s'était formée autour des caisses de prévoyance des mineurs, eut son écho à la Chambre des députés. Le 11 décembre 1880, M. Brosard, député, soumettait à ses collègues une proposition relative aux « caisses centrales de pensions et de secours des ouvriers mineurs ». Rapportée par M. Martin Nadaud, elle fut suivie en 1882 d'une multitude de propositions : 21 novembre, proposition Reyneau et Gilliot « tendant à ajouter à la loi du 21 avril 1810 sur les mines « plusieurs dispositions relatives aux obligations des concessionnaires, et à l'exercice de la surveillance par « l'administration » ; 28 novembre, proposition Waldeck-

Rousseau ; 30 novembre, proposition Emile Brousse. Le 13 mars 1883, MM. Chavanne et Girodet déposait une proposition « pour la création d'une caisse nationale de « prévoyance et de retraites pour les ouvriers mineurs ».

Ces quatre propositions furent renvoyées à l'examen d'une même commission qui, par l'organe de M. Mazon, conclut à l'adoption d'un projet, le 7 juillet 1885. Il ne put être discuté avant la fin de la législature de 1885. Mais il fut repris dès le début de la législature suivante, le 19 novembre 1885 par M. Audiffred, le 23 par MM. Brousse et Clemenceau « comme base de nouvelles études ». Les deux propositions furent prises en considération le 30 décembre suivant. Le rapporteur de la commission, M. Audiffred, présenta, le 1^{er} juin 1886, un premier rapport contenant simplement les dépositions recueillies par la commission, et le 21 mars 1887 un second rapport avec les conclusions définitives de la commission. La proposition fut l'objet d'une délibération rapide de la Chambre, les 22, 24 et 26 mars 1888. La seconde délibération n'eut lieu que le 5 juillet 1889. La proposition adoptée, ce jour fut renvoyée à la commission du Sénat qui par le rapport de M. Béral du 12 juillet 1889 demanda « un ajournement pour demander au gouvernement des documents sur la question très délicate de « la liquidation des anciennes caisses ». Le texte proposé différait, dans de très grandes proportions, du texte voté par la Chambre en 1889. Venu en délibération au Sénat les 3, 16, 17, 21 et 24 février 1893, puis les 10 et 16 mars et 12 juillet 1893, il donna lieu à un nouveau

rapport du 13 février 1894 auquel étaient annexés les dépositions des délégués ouvriers, et présenté par M. Audifred. La loi fut définitivement votée le 9 juin 1894 et promulguée le 29 juin. Le 6 novembre de la même année, M. Barthou, ministre des travaux publics, présenta un projet rectificatif reculant la date de l'application de la loi, modifiant les conditions sous lesquelles pourrait être saisie la commission arbitrale organisée en vue de la liquidation. Le 21 décembre 1895, la Chambre étendit les dispositions de la loi de 1894 aux délégués mineurs. Trois rapports Lacombe aux dates des 24 décembre 1895, 6 février 1896 et 16 mars 1896 réglèrent le mécanisme électoral des conseils d'administration des nouvelles caisses de secours, par le rapport Cuvinot accepta et fit voter par le Sénat le 30 juin de la même année. En 1897, une proposition émanée d'un député M. Martinon, après avoir critiqué la loi de 1894, rétablissait sur de nouvelles bases les caisses de prévoyance, en modifiant la nature de leurs recettes.

Étude de la loi du 29 juin 1894.

Les rapports et les discussions parlementaires ont porté sur un ensemble de questions que soulève l'organisation des caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. Ces questions que nous étudierons successivement, en marquant les transformations que les débats publics et les travaux des commissions leur donneront, sont les suivantes :

- I. Étendue des caisses. Leur division.
- II. Administration.
- III. Nature des recettes et taux des retenues.
- IV. Nature, quotité des allocations.

Conditions d'admission à la retraite.

Liquidation des caisses antérieures au régime de 1894.

Nous réservons pour une autre partie les questions de la propriété minière, de l'obligation imposée aux concessionnaires, et les problèmes d'économie sociale qui s'y ajoutent.

Examen des idées contenues dans les rapports et les débats publics depuis 1879 jusqu'à 1897.

I. ETENDUE DES CAISSES. LEUR DIVISION. — Les caisses de secours et les caisses de retraites seront-elles centralisées et solidarisées, ou bien seront-elles particulières à chaque exploitation ? Par quelle nature de caisses seront alloués les secours et servies les pensions ? Ainsi se posa le problème dès le début.

Le système de centralisation trouva des défenseurs très nombreux. La proposition Brossard du 11 décembre 1880 qui parle des caisses centrales ne donne aucune raison de cette centralisation. La proposition Brousse, 30 novembre 1882 porte dans son article 3 « les caisses « d'un même bassin minier seront centralisées et solidarisées ; il y aura transfert des retenues de caisse à « caisse et de bassin à bassin ». L'auteur déclara en 1884 vouloir les rattacher à la caisse nationale des retraites.

tes pour la vieillesse. MM. Chavanne et Girodet divisent nettement les caisses : la caisse de retraite sera centrale et administrée par la caisse publique des dépôts et consignations ; les caisses de secours locales seront centralisées et solidarisées par bassin minéralogique. Le rapport Mazon repousse l'idée d'une caisse centrale de prévoyance, puisque la caisse nationale existe ; mais il accepte de solidariser les caisses particulières de secours d'un même arrondissement minéralogique. Le rapport Audiffred de 1887 centralise les caisses de maladie et les caisses d'accidents.

On a critiqué ce système de centralisation. Dans leurs dépositions devant la commission parlementaire de 1886, les exploitants montrèrent la différence qu'il y avait entre la solidarité technique et la solidarité économique des exploitations. Nous connaissons les raisons qu'ils donnent.

C'est devant le Parlement que la question fût reprise. A la Chambre des députés dans les séances des 22, 24 et 26 mars 1888, les défenseurs et les détracteurs du rapport Audiffred firent entendre leurs observations. Dans la discussion générale qui s'ouvrit le 22 mars 1888, M. Thellier de Poncheville critique ce qu'il appelle « l'unification de tous les éléments de la prévoyance » par la suppression de toutes les caisses particulières, et l'établissement d'un trésor unique mis entre les mains de l'Etat. Il demande en ce qui concerne les maladies, que chaque exploitation ait sa caisse propre, et que le législateur autorise, mais n'oblige pas, les exploitants d'un même arrondissement minéralogique à se syndiquer

pour constituer un fonds commun. Pour les accidents, le rapport a laissé aux exploitations leur autonomie. C'est un tort grave, car il peut être nécessaire de former un fonds commun. A la différence de ce qui arrive pour les maladies, il peut se produire des sinistres tellement graves dans certaines exploitations qu'il soit urgent de faire appel aux bonnes volontés des compagnies voisines.

L'orateur propose que pour chaque exploitation, il y ait des caisses spéciales et qu'à côté de ces caisses autonomes il soit constitué un fonds commun entre les exploitations. Quant aux retraites, il regrette qu'il n'y ait pas d'organisation professionnelle. A défaut de celle-ci, il accepte en principe la caisse nationale, et demande que toutes les exploitations d'un même arrondissement minéralogique aient le droit, la faculté de se syndiquer pour former une seule caisse régionale et professionnelle des retraites. Dans la même séance, M. Freppel, évêque d'Angers, s'étonne qu'on ne fasse pas servir les pensions de retraite par les caisses locales, ou par les caisses d'arrondissements minéralogiques, qui sont de vraies caisses corporatives, et qui fonctionneraient dans les mêmes conditions que la caisse d'Etat. M. de Mun, le 26 mars, voudrait, conformément à ses doctrines d'économie sociale, voir organiser pour les accidents comme pour les retraites, des caisses corporatives qui se syndiqueraient et donneraient une base plus large à la prévoyance. Pourquoi tout rapporter à l'Etat, concentrer entre ses administrations toutes les initiatives et toutes les ressources, et pourquoi ne pas chercher, dans l'association des intérêts communs des patrons et des ouvriers réunis, le

moyen de créer, en toute circonstance, des organismes sociaux, propres à diminuer les misères morales et matérielles ? Le rapporteur, M. Audiffred repoussa cette proposition pour les motifs suivants : il craignit que l'organisation des caisses syndicales ne présentent de grandes difficultés, que beaucoup de compagnies refusent d'entrer dans cette voie ; qu'il vaut mieux se conformer aux usages suivis par la Compagnie du chemin de fer du Nord, des Omnibus, la Compagnie parisienne du Gaz, lesquelles se servent de la caisse nationale des retraites. D'ailleurs il ne voyait pas, disait-il, l'avantage de la proposition de M. de Mun. Que fait la caisse nationale ? Elle se borne à gérer, sans réaliser de gain, ni subir de pertes, les fonds à elle confiés. Mais l'Etat prend à sa charge les dépenses générales de la caisse des retraites (400.000 fr.) ; les patrons qui voudront se syndiquer seront obligés de supporter ces frais. Cependant le rapporteur ne fut pas irréductible ; il promit d'étudier le système, entre les deux délibérations. Les débats qui suivirent, tant à la Chambre qu'au Sénat, n'apportèrent pas un élément nouveau. Venons-en immédiatement à la loi elle-même du 29 juin 1894.

La loi opère une division très nette entre les caisses de retraites et les caisses de secours. Les pensions sont servies par l'Etat ou par des associations spéciales ; les secours de maladie sont alloués par des sociétés de secours.

L'Etat n'est pas chargé d'assurer les indemnités de maladie ; le soin en est laissé aux associations locales, dites caisses de secours assez semblables aux sociétés de

secours mutuels. Les caisses de secours des ouvriers mineurs s'étendent sur une circonscription restreinte, fixée en principe par le seul accord entre les intéressés (art. 9). La circonscription, peut comprendre, sans distinction entre les divers métiers, soit toute la concession, soit un de ses points seulement, ou bien s'étendre, en dehors de toute délimitation géographique, à certaines spécialités (art. 9, § 2). La loi autorise même l'entente entre plusieurs exploitations voisines, appartenant à une seule compagnie ou à plusieurs ; la circonscription pourra alors être constituée par plusieurs concessions entières ou fractionnées (art. 5, § 3). Les industries annexes, telles qu'une installation de fours à coke, une fabrique d'agglomérés ou un établissement métallurgique, peuvent à la demande des parties intéressées, et sous l'autorisation du ministre des travaux publics, être agrégés aux caisses de secours. Les sociétés de secours déjà constituées, et dont les statuts sont approuvés par l'autorité administrative, conservent leur organisation et leur mode de fonctionnement, à moins de transformation reconnue nécessaire par le ministre des travaux publics, sur l'avis du Conseil général des mines (art. 18). Pour que ces sociétés puissent continuer à fonctionner, il faut trois conditions : 1° que la société soit exclusivement composée de mineurs ; 2° qu'elle comprenne à l'avenir tous les mineurs soumis à l'assurance par la loi ; 3° que l'organisation soit transformée, s'il y a lieu, de telle façon que l'exploitant versant sa quote-part, ait ses représentants.

Les retraites sont servies soit par la caisse nationale

des retraites pour la vieillesse, soit par des « caisses syndicales ou patronales de retraites », créées par les exploitants des mines à la suite d'une autorisation gouvernementale (art. 4). On voit que M. de Mun, a, très justement d'ailleurs, obtenu satisfaction.

II. ADMINISTRATION DES CAISSES DE RETRAITES ET DE SECOURS. — C'est la Caisse des dépôts et consignations qui gère les fonds versés par les ouvriers et par les exploitants. Rien dans les rapports, ni dans les débats parlementaires, n'a trait à cette gestion. Cependant nous devons en donner quelques aperçus, contenus non-seulement dans la loi de 1894, mais dans une instruction en 136 articles et 14 modèles, publiée par la caisse des dépôts.

Chaque mois, les 4 0/0 du salaire composant la cotisation ouvrière sont inscrits sur un bordereau spécial. Tous les 3 mois, un bordereau est joint au bordereau mensuel et ces divers bordereaux sont remis avec les sommes correspondantes soit à la caisse centrale de Paris, soit à la caisse du receveur général ou particulier. L'exploitant doit remettre tout le paquet de livrets de son personnel ; le montant des sommes versées est, avant le départ des bordereaux pour Paris, inscrit sur le livret. Le montant de la pension correspondante est calculé à Paris et n'est inscrit qu'à partir du dixième jour du troisième mois.

Les exploitants sont obligés de s'occuper des formalités nombreuses, telles que se procurer les actes de naissance de tous les ouvriers de moins de 55 ans, et de la femme de chacun, de suivre les mutations dans la famille

mariages, décès, divorces, séparations, etc., pour en fournir aussitôt la justification à la caisse d'Etat. Les règles posées par la loi du 20 juillet 1886, complétée par le décret du 28 décembre 1886 sur la caisse nationale des retraites pour les vieillards, s'appliquent ici pour l'acquisition et la liquidation des pensions. La caisse des dépôts s'y conforme en même temps qu'aux dispositions générales de la loi de 1894.

Les caisses d'assurance minière contre la maladie sont gérées par un conseil d'administration. Sa composition, aux diverses époques de l'examen des caisses, a donné lieu à des critiques que la loi du 29 juin 1894 a rendu vaines. L'historique des caisses de secours nous a déjà fait connaître la composition des conseils d'administration. Nous allons examiner quels progrès y ont incorporé les différents rapports parlementaires et la loi que nous étudions. L'art. 11 de la proposition Reyneau et Gilliot du 21 novembre 1882 portait « dans chaque groupe minier, « une commission composée pour 2/3 de délégués nom-
« més par les ouvriers, et pour 1/3 de délégués nommés
« par les compagnies, administrera la caisse de secours.
« Cette caisse décidera également du chiffre des pensions
« à allouer et des versements nécessaires aux caisses
« d'accident et de retraites ». L'auteur de la proposition accordait la prépondérance à l'élément ouvrier et un grand pouvoir au conseil. M. Brousse disait seulement et sans détails que les caisses seraient administrées par les ouvriers. La proposition Chavanne faisait administrer chaque caisse locale par un comité de 18 membres, dont 12 désignés par les ouvriers, et 6 par les exploitants.

Le rapport Mazon établit deux conseils : l'un pour la caisse locale, l'autre pour les caisses solidarisées. La caisse locale est administrée par un conseil d'administration, de 6 ou 9 membres, suivant que le nombre des ouvriers inscrits sur la liste électorale excède ou n'exède pas 500 membres. Le conseil central des caisses solidarisées sera composé d'autant de membres qu'il y aura de caisses locales dans l'arrondissement minéralogique. Tous ces membres seront élus.

La discussion parlementaire ne s'attarda pas sur l'administration des caisses de secours ; le vote fut rapide et conforme aux vues du rapporteur de 1894. La loi a établi les dispositions suivantes :

1^o *Composition du conseil.* — Le conseil est composé de 9 membres au moins (art. 10). La répartition des sièges est faite proportionnellement aux fractions mêmes suivant lesquelles l'exploitant et le personnel alimentent la caisse de secours : un tiers est désigné par l'exploitant, les deux autres tiers sont élus par les ouvriers ou employés (art. 10, § 2). Ces derniers ne doivent choisir que des sociétaires de la caisse, tandis que la compagnie est libre de recourir à tels représentants qui lui plaît, en particulier à des membres honoraires. Pour les cas d'absence ou de vacances, 3 suppléants sont nommés : 1 par l'exploitant, 2 par les ouvriers et employés (art. 10, § 3) ; mais dans les 6 mois qui suivent le décès, la démission, ou la déchéance des qualités requises pour l'éligibilité, il est procédé à la désignation de membres titulaires. Les nouveaux conseillers restent en charge jusqu'à l'expiration du

terme fixé aux fonctions de leurs prédécesseurs (art. 12).

Le mandat des membres élus est de 3 ans (art. 12, § 2); ils sont renouvelables par tiers chaque année. Logiquement les membres délégués par les exploitants sont soumis au même renouvellement.

Si les ouvriers et employés sont obligés d'élire des conseillers, l'exploitant a la faculté de désigner ses représentants au conseil, il peut y renoncer en totalité ou en partie, au moment même d'une élection (art. 10, § 4). La renonciation peut être tacite ou expresse et doit se renouveler à chaque vote. Dans tous les cas, les membres du conseil, non désignés par l'exploitant, sont élus par les ouvriers ou employés.

2° *Election*. — L'élection est à la base de la formation du conseil, puisque $\frac{2}{3}$ des membres sont recrutés de cette façon. La loi précise les conditions du vote. Le rapport Mazon de 1885 accordait l'électorat à tous les mineurs du fond et du jour, à trois conditions: qu'ils soient âgés de 21 ans, qu'ils jouissent de leurs droits électoraux et politiques; et qu'ils soient attachés depuis un an, au moins, à l'exploitation. L'art. 11 de la loi de 1894, en réglant l'électorat n'impose pas cette dernière condition; il se contente de dire que les mineurs soient « inscrits sur la feuille de la dernière page ». Une proposition de M. Basly déposée le 31 octobre 1896 et reprise le 10 mars 1899 tendait à enlever aux employés les droits d'élection et d'éligibilité. M. Basly s'appuyait d'abord sur une circulaire de M. Viette, du 9 septembre 1893, relative aux délégués mineurs, puis sur des décisions du Conseil d'Etat rendues en 1891, enfin sur une note du Conseil

général des mines. Ces divers textes déclaraient que les employés, tels que surveillants, chefs de postes, maîtres-mineurs, porions, en général les personnes préposées par les exploitants à la surveillance des ouvriers dans la mine, ne pouvaient être considérés comme ayant la qualité d'ouvriers du fond, et par conséquent n'avaient pas droit à l'électorat et à l'éligibilité. Or, dit M. Basly, l'article 1^{er} de la loi de 1894 donne aux employés le droit de se faire inscrire à la caisse de secours jusqu'à concurrence d'un salaire de 2.400 francs. Du fait de cette inscription, l'article 21 leur accorde le droit d'électeur et d'éligible. Aussi les agents généraux et ingénieurs en chef, les ingénieurs de division, les conducteurs de travaux et les autres employés bien payés s'empressent de verser annuellement 2 0/0 sur 2.400 francs. L'inscription de tous les employés sur les listes électorales entrave la liberté du scrutin. En 1896, le Comité central des houillères, publia une note émanée de M. Gruner, secrétaire du comité. Il est dit que sous le nom d'employés sont groupés avant tout, les nombreux et modestes collaborateurs de l'exploitant, qui les uns comme attachés aux bureaux et à la comptabilité, les autres comme délégués à la surveillance des travaux, en assurent la marche journalière. Pour eux, la situation pécuniaire est peu différente de celle des ouvriers, les conditions de bonne gestion de la caisse de secours sont aussi essentielles que pour les ouvriers, et il serait injuste de leur refuser le droit d'exercer, par la participation aux élections, leur part d'influence sur le choix des membres du conseil. A côté de cette masse compacte

des petits employés figurent quelques ingénieurs et chefs de service. La législation eut malaisément trouvé une formule qui permit de distinguer avec précision ceux des employés qui seraient participants obligatoires de la caisse, et ceux qui n'y seraient pas inscrits. Elle a étendu l'obligation à tous les employés, quel que soit leur grade, se contentant de spécifier que personne ne bénéficiera des dispositions de la loi pour une part supérieure à 2.400 fr. de salaire. Et puis il y a une question de fait ; en pratique ces employés supérieurs, alors qu'ils supportent les charges de la caisse par leur quote-part, ne se prévalent d'aucun des avantages qu'elle leur offre. Leur retirer le droit de vote, reviendrait à constituer une catégorie d'incapables et d'indignes, soumis aux charges et déchus des droits. Ce serait une mesure grave de défiance. Sans doute les textes cités par M. Basly sont exacts, mais ils s'appliquent aux délégués mineurs. Or, le législateur de 1890 définit strictement l'ouvrier et dit (art. 5, l. 8 juillet 1890) que pour être électeur, il faut « être inscrit sur la feuille de la dernière paye effectuée ». Ainsi se comprend la circulaire Viette. Or, il n'y a aucune ressemblance entre l'espèce invoquée par M. Basly et l'espèce qui nous occupe : L'argument n'est donc pas applicable.

Passons aux faits eux-mêmes, ajoute M. Gruner. Nous avons recherché le nombre de ces élections qui paraissent jeter une perturbation si grave dans le fonctionnement des caisses créées par la loi de 1894 ; nous avons constaté que des employés n'ont été élus que dans un nombre faible de cas. D'une enquête faite sur 60 compagnies produisant plus des 9/10 de la houille, il résulte

que sur 785 conseillers titulaires, il ne se trouve que 49 employés. Si même le nombre des employés atteint ce chiffre, c'est que dans plusieurs cas, particulièrement dans le Pas-de-Calais, les compagnies ont, postérieurement à l'élection, confié des questions de surveillance à des ouvriers auxquels leurs camarades avaient témoigné par leur vote une confiance spéciale.

Malgré les observations présentées par M. Gruner, nous croyons que M. Basly a bien fait de reproduire en 1899 sa proposition de 1896.

Le rapport Mazon de 1885 accordait l'éligibilité aux « anciens mineurs attachés à l'exploitation pendant un an au moins ». La loi de 1894 n'est pas si libérale. Sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire, et en outre de n'avoir jamais encouru de condamnations aux termes des dispositions de l'article 30 de la loi de 1894, soit des articles 93 à 96 de la loi du 20 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal, les électeurs âgés de 25 ans accomplis, occupés depuis plus de 5 ans consécutifs dans l'exploitation à laquelle se rattache la société de secours.

Pour faciliter les opérations électorales, la loi du 16 juillet 1896 modifiant les articles 11 et 12 de la loi de 1894 a décidé d'abord que le local du vote ne sera pas désigné par les conseils, mais qu'il sera obligatoirement à la mairie, où le maire sera tenu de mettre une salle à la disposition de la société. Ainsi, on ne votera plus sur le carreau de la mine, où l'indépendance des électeurs n'était pas assurée.

Les concessions des mines, par conséquent les circons-

criptions des caisses sont souvent fort étendues. Pour éviter aux électeurs, des pertes de temps considérables, et faciliter le vote, diminuer les abstentions, il importait de créer des divisions en sections. La loi de 1894 n'était pas explicite. Mais cela se pratiquait. On voulut cependant que la loi le dise formellement. De là, les propositions de Ramel et Basly et le rapport favorable Lacombe du 6 février 1896, modifiant l'article 12 de la loi de 1894. La loi du 16 juillet 1896 laisse aux statuts pleine liberté. Comme l'élection se faisait au scrutin de liste, il en résultait que son application à toute une circonscription entraînait des inconvénients. Chaque centre d'exploitation n'avait pas sa représentation au conseil ; dans certaines circonscriptions tous les conseillers appartenant parfois à la même fosse, tandis que les autres n'étaient pas du tout représentées. Aussi la loi de 1896 permet aux statuts de fixer le nombre des conseillers à nommer pour chaque section électorale, mais pour éviter le morcellement indéfini des sections, le Parlement a limité à deux le nombre minimum des membres à élire pour chacune d'elles. Le nombre total des conseillers à élire dans toutes les sections, comme d'ailleurs dans une circonscription non divisée, doit être un multiple de deux, afin que l'exploitant puisse toujours être représenté sur sa désignation par un nombre de conseillers égal au tiers de ceux qui doivent constituer la totalité du conseil. Quelle que soit la multiplicité des sections, le nombre des suppléants ouvriers reste fixé à deux, pour la circonscription entière et chacun d'eux doit être élu par l'ensemble des électeurs de la circonscription.

Si l'exploitant renonce à son droit de désignation, il faut que la circonscription entière soit appelée à voter, car il est impossible d'attribuer même par tirage au sort, à une section plutôt qu'à une autre, les sièges vacants.

La convocation des électeurs est faite par le Conseil d'administration. Le vote a toujours lieu un dimanche. Au premier tour de scrutin, il faut la majorité absolue et au second tour la majorité relative, comme dans les élections législatives. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Pour la nomination du Conseil, l'autorité administrative joue un rôle court. La loi déclare que le premier conseil doit nécessairement se composer de neuf membres.

Les contestations relatives à la formation des listes et à la validité des opérations électorales sont de la compétence du juge de paix. Mais lequel ? Sous l'empire de la loi de 1894, si les élections avaient lieu en un seul local ou dans un même canton, il n'y avait pas de doute, car le texte était formel : le juge de paix de la commune où ce local était situé pouvait seul être valablement saisi. Avec le sectionnement, la loi du 16 juillet 1896 pouvait risquer d'accentuer les difficultés de compétence, en faisant naître un conflit de juridiction et la longue et coûteuse procédure de règlement de juges. Aussi l'article 12 de la loi dans son dernier paragraphe porte « si le vote, « soit pour la circonscription entière, soit pour une de « ses sections électorales, a eu lieu dans plusieurs mai- « ries, le juge de paix compétent pour connaître des « contestations est celui de la commune qui, lors de la

« convocation des électeurs, aura dû être désignée pour
« la réunion des résultats et la proclamation du vote ». La décision du juge est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la Cour de cassation.

3° *Pouvoirs du Conseil.* — Les pouvoirs du Conseil d'administration sont limités par la loi et fixés avec précision par les statuts particuliers de chaque société de secours. Dans son rapport, M. Cuvinot en 1893, allait jusqu'à donner au Conseil le soin de fixer les cotisations des sociétaires. La loi de 1894 n'a pas été aussi loin. Le Conseil doit seulement fixer chaque année, sur les excédents disponibles, les sommes à laisser dans la caisse pour en assurer le service, et celles à déposer à la caisse des dépôts et consignations, le dépôt devant être effectué dans le délai d'un mois, et le total de la réserve ne pouvant dépasser le maximum fixé au double des recettes de l'année (art. 16).

Les statuts sont l'œuvre du premier Conseil de neuf membres ; ces statuts sont soumis par l'intermédiaire du préfet, à l'approbation du ministre des travaux publics, susceptible d'un recours au Conseil d'Etat. Cette approbation ministérielle n'excède pas sa mesure lorsqu'elle corrige le règlement et impose celui-ci aux compagnies minières.

Ce Conseil a dans ses attributions l'administration la plus large de la société : organisation du service médical, contrôle des malades et des membres secourus ; surveillance de la comptabilité, confection d'états statistiques ; et parfois allocation de secours exceptionnels.

4^o *Responsabilité des conseillers.* — Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la loi, la dissolution du Conseil peut être prononcée sans préjudice de la responsabilité pénale ou civile encourue par les administrateurs (art. 17). Un mauvais emploi des fonds peut donner lieu à des sanctions pénales (art. 16).

L'autorité publique exerce sur la gestion une certaine surveillance, ainsi que le prouvent les articles 15 et 17 de la loi. Les sociétés sont tenues à deux obligations (art. 15). La première est de communiquer leurs livres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature au préfet et aux ingénieurs des mines. Ces derniers doivent inspecter au moins une fois par an chaque société et rendre compte des résultats de cette inspection dans un procès-verbal spécial. Le rapport annuel de l'ingénieur porte à la connaissance du ministre des travaux publics l'ensemble des faits observés. La seconde obligation des sociétés de secours est d'adresser chaque année, par l'intermédiaire du préfet, aux ministres des travaux publics et de l'intérieur le compte rendu de leur situation financière et un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les participants au cours de l'année.

L'administration de l'Etat a sur les sociétés un droit sanctionné. Si les statuts ne sont pas exécutés, ou si les dispositions de la loi sont violées, la dissolution du conseil d'administration peut être prononcée par le ministre après avis du conseil général des mines (art. 17) et après avoir adressé un avertissement infructueux. La dissolution prononcée, le préfet désigne un délégué pour gérer la caisse, remplacer le conseil d'administration et procé-

der à de nouvelles élections. La loi ne parle pas de la société elle-même.

L'ensemble des dispositions que nous avons étudiées, montre quel intérêt il y a pour les ouvriers à participer dans une large part à l'administration des caisses, quelles qualités d'administrateurs prévoyants et prudents, ils y acquièrent.

III. NATURE DES RECETTES ET TAUX DES RETENUES. — Pour alimenter les caisses de retraites et les caisses de maladie, la loi du 29 juin 1894 a affecté aux premières une somme égale à 4 0/0 du salaire des ouvriers ou employés, dont moitié à prélever sur le salaire et moitié à fournir par l'exploitant lui-même ; elle a donné comme recettes aux secondes : une somme égale à 3 0/0 du salaire des ouvriers ou employés, dont deux tiers à prélever sur le salaire et un tiers à fournir par l'exploitant ; la somme allouée par l'Etat sur les fonds de subvention aux sociétés de secours mutuels ; les dons et legs, enfin le produit des amendes disciplinaires.

La nature de ces diverses recettes et leur taux, d'une part ; d'autre part, la question des participants ont donné lieu à des remarques que nous allons signaler.

1° *Les participants.* — Permettra-t-on aux employés et aux étrangers de participer aux caisses, tel est le point discuté par la Chambre en 1888 et en 1894. Le 22 mars 1888, M. de la Batie demande que les employés ne bénéficient pas de la loi ; et il donne les raisons suivantes : ils n'ont pas le même besoin de protection que

l'ouvrier ; le taux de leur salaire leur permet de contracter plus utilement une assurance facultative ; enfin, la compagnie minière exerce sur eux une influence considérable, et ils sont électeurs et éligibles au conseil d'administration des caisses de secours. En 1893, au Sénat, le ministre des travaux publics, M. Viette, fit remarquer qu'il ne convenait pas d'imposer la prévoyance aux commis qui ne descendent jamais dans la mine, ne sont pas exposés aux risques des mineurs, et qu'il n'y avait pas lieu non plus d'imposer la prévoyance aux ingénieurs et aux directeurs qui touchent 10, 20 ou même 50.000 francs d'appointements. Alors on a ajouté à l'article 1^{er}, ce paragraphe : « les employés et ouvriers « dont les appointements dépassent 2.400 francs, ne « bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme, « des dispositions de la présente loi. » Le 9 juin 1894, à la Chambre, M. Sibille demande quelle est la portée de ce paragraphe. L'exploitant d'une mine marque sur le livret individuel le versement de 4 0/0. Comme les appointements possibles des retenues atteignent le maximum de 2.400 francs, l'exploitant ne pourra indiquer, sur ce livret même pour les employés les mieux rémunérés et les ingénieurs et directeurs, plus de 96 francs. Cette participation prête à la critique parce que les employés sont électeurs et éligibles au conseil d'administration.

La participation des étrangers a fait naître des discussions assez vives. On a dit qu'elle constituait une prime à l'introduction du travail étranger en concurrence avec le travail national ; puis qu'elle était injuste, si l'on obli-

geait l'étranger à faire des versements à la caisse des retraites, car après avoir passé un ou deux ans en France, il quittait ce pays. Le rapporteur a répliqué qu'il ne fallait pas provoquer des représailles contre nos nationaux à l'étranger, que la caisse nationale des retraites autorisait les étrangers à bénéficier de cette institution ; que si les compagnies n'avaient pas de versements à effectuer pour les ouvriers non français, elles auraient intérêt à les employer de préférence à nos nationaux ; enfin qu'il y avait là une question d'humanité, puisque des hommes étaient soumis aux mêmes risques dans les mêmes exploitations. Les étrangers furent admis aux caisses.

2° *Nature des recettes.* — D'abord il fallait résoudre une question préjudicielle. Qui contribuerait ? Certains députés demandaient qu'il n'y eut qu'un versement de l'exploitant. Presque tous y ajoutaient la retenue sur le salaire ouvrier. Dans la discussion générale qui s'ouvrit le 22 mai 1888 à la Chambre, M. La Roche-Joubert déclare qu'il considère comme un principe juste que les ouvriers ne doivent pas participer aux frais des caisses de prévoyance, mais que les sommes nécessaires pour faire face à ces frais doivent être prélevées sur les bénéfices de l'exploitation à laquelle les ouvriers prennent part. De même, dit-il, que le capital est rémunéré, reçoit son salaire sous forme d'un intérêt qui est prélevé avant tout partage de bénéfices, de même le travail doit recevoir lui aussi son salaire tout entier. Ses risques sont à la charge des frais généraux comme ceux du capital. Si

L'on fait participer l'ouvrier à ces risques, à ces charges, par une retenue sur son salaire, il faut le faire participer aux bénéfices de l'exploitation. Le 9 juin 1894, M. Jourde en séance publique et le 29 novembre 1897, M. Martinon dans un projet veulent alimenter les caisses par une seule cotisation patronale. Nous estimons, soutiennent-ils, que le capital qui emploie des travailleurs doit constituer lui-même sur ses profits, sur les fruits de son entreprise, les retraites de ses travailleurs. Il le doit surtout en matière de mines, car il y a là un service national.

Ces diverses idées ne prévalurent pas. La double contribution ouvrière et patronale a été placée à la base du système des retraites et des secours. A ces éléments se sont ajoutées d'autres recettes. La proposition Reyneau y ajoutait une retenue de 10 0/0 sur les redevances perçues par l'Etat, une retenue de 10 0/0 sur les sommes payées aux propriétaires fonciers, les subventions de l'Etat, les dons et legs : Brousse proposait seulement 3 à 6 0/0 sur le salaire des mineurs, 10 à 15 0/0 des bénéfices distribués, les subventions et les dons. La proposition Waldeck-Rousseau était originale : toute liberté était laissée aux ouvriers de fixer par leur entente, le montant de leurs versements ; la même cotisation était imposée aux concessionnaires, et l'Etat était tenu d'accorder une subvention égale aux $\frac{3}{5}$ de la cotisation des ouvriers, jusqu'au maximum de 3 francs par mois. La commission au nom de laquelle M. Mazon fit le rapport, demanda que le chiffre des versements à effectuer pour la caisse de retraites fût déterminé par le conseil d'administration.

Le rapport Audiffred de 1887 impose une retenue de 10 0/0 sur les redevances aux propriétaires fonciers ; le rapport Cuvinot de 1893, rappelant que cette retenue avait été combattue sans succès devant la Chambre par M. de la Batie, la rejeta comme insuffisante, puis anti-juridique et anti-économique.

La loi de 1894 précise les diverses recettes : nous les avons indiquées en tête de ces développements.

3° *Taux des retenues.* — Ce taux a subi les plus nombreuses modifications, et a été tour à tour élevé puis abaissé, puis relevé jusqu'à atteindre enfin 4 0/0 pour les caisses de retraite et 3 0/0 pour les caisses de maladie. Le 22 mars 1888, MM. Thellier de Poncheville et Dejardin-Verkinder, critiquant le projet Audiffred de 1887, soutinrent que le taux de 5 0/0 constituait une charge trop lourde pour l'industrie et pour le mineur. Pour l'industrie d'abord ; 5 0/0 représentant de 0 fr. 27 à 0 fr. 28 par tonne de houille, et rendant difficile la lutte contre la concurrence étrangère. Pour le mineur ensuite, car 29.000 mineurs recevaient une retraite et des secours sans supporter de retenues et ils protesteront contre la loi qui sera également impopulaire chez ceux qui ne versaient que 3 0/0. Le rapporteur répondit que descendre au-dessous de 5 0/0 c'est rendre impossible le fonctionnement de l'organisme. Il nous faut trouver 110 francs par an : la caisse de maladie coûtera 20 francs ; la caisse d'accidents 25 francs ; et la caisse de retraite 1 fr. par jour à 55 ans. De plus, le taux de 5, n'est pas onéreux pour les ouvriers qui seront tous certains de recevoir les secours et les pen-

sions ; il n'est pas onéreux pour les compagnies. Il ne faut pas regarder le prix de la houille sur le lieu d'extraction, mais sur le lieu de consommation. Or elle est vendue 21 francs ; la charge de 0 fr. 10 et non 0 fr. 28 qui la grèvera n'est pas excessive. Enfin avec la retenue de 5, les compagnies sont sûres de posséder un actif réel dans leurs caisses d'assurance. Dernière considération : bien des compagnies dépensent bien plus de 5 0/0 en institutions de prévoyance, et ce serait faire une mauvaise économie que de refuser ce taux si modéré, parce qu'un travailleur dont les conditions d'existence sont sagement établies donne, dans l'industrie, le maximum de puissance productive. La Chambre vota les 5 0/0. Mais le rapporteur Cuvinot de ce projet voté réduisit le taux à 3 0/0 chiffre, disait-il indiqué par les exploitants en 1888, adopté par les députés les plus opposés au projet de la commission, enfin pratiqué dans les mines. C'est devant le Sénat que ce chiffre fut contesté ; dans un amendement, M. Deprez demanda 4 0/0 dans les séances du 16 février et 16 mars 1893, en comparant le chiffre des pensions obtenues, suivant que le taux des versements était fixé à 3 ou à 4. Avec 3, l'ouvrier aurait avec un salaire moyen annuel de 1.200 fr. une pension de 207 fr. 30 à 50 ans d'âge, c'est-à-dire 0 fr. 60 par jour, 377 fr. à 55 ans, c'est-à-dire, 0 fr. 89 par jour. Cela est insuffisant. Avec 4, il touchera à 50 ans, 317 francs ; à 55 ans, 432 francs soit 1 fr. 20 par jour, ce qui est nécessaire pour subvenir aux besoins du vieux mineur et de sa femme.

Les compagnies en faveur de qui le Parlement a voté des droits sur les houilles étrangères, peuvent supporter

la concurrence étrangère : le taux de 4 ne les affaiblira pas dans la lutte. M. Maxime Lecomte dans les mêmes séances, emploie presque les mêmes arguments. Le versement de 3 0/0 correspondrait d'après M. Vuillemin, à 0 fr. 16 par tonne. Mais nous avons donné aux exploitations minières, une protection de 1 fr. 20 par tonne. Le rapporteur répliqua que déjà avec 3 0/0, un grand nombre d'entreprises, 42 pour cent, ou n'appliqueront pas la loi ou que leur charge se traduira pas un abaissement de salaire. Mais dans les exploitations les plus favorisées, le prélèvement de 3 ne marquera pas la limite des sacrifices possibles, et il faut espérer qu'il pourra être augmenté par l'accord des patrons et des ouvriers. Il ajoute qu'il ne fallait pas oublier que le patron contribuerait seul à la pension d'accidents. Cependant, de guerre lasse, M. Cuvinot accorda les 4 0/0 d'autant mieux que le ministre des travaux publics, en faisant ce chiffre sien s'engagea à ce que la Chambre ne le dépassât pas. En juin 1894, le taux des retenues fit encore l'objet d'observation de M. Souhet. Ce député déposa l'amendement suivant : « l'exploitant versera chaque mois, soit
« à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse,
« soit dans une des caisses prévues à l'article 4, pour la
« formation du capital constitutif des pensions, une
« somme égale à 9 0/0 du salaire des employés ou
« ouvriers, dont 3 0/0 à prélever sur le salaire et 6 0/0
« à fournir par l'exploitant. » Il appuyait son amendement sur de nombreux calculs. Sur 1.200 francs par an, 2 0/0 de salaire et 2 0/0 de l'exploitant, donneraient au taux de 3 fr. 50 0/0, après 30 ans de travail et 55 ans d'âge,

une retraite de 261 francs. Mais comme le taux de 3 fr. 50 descend à 3 0/0, la retraite sera de 226 fr., et le taux de la caisse nationale baissera encore. Les 6 0/0 demandés correspondent à 0 fr. 32 par tonne. On a dit, au Sénat que sur 300 entreprises, 42 0/0, c'est-à-dire 124 ne réalisaient pas de bénéfices. C'est exact, mais on n'a pas dit que ces 124 n'employaient que 12.658 mineurs sur 130.000 dont se compose le personnel d'ouvriers et d'employés des mines de France. Eh bien ! on ne doit pas sacrifier 120.000 hommes à 10.000. M. Souhet propose également des modifications à l'article de la loi relatif aux recettes des caisses de secours ; il demande un prélèvement sur le salaire, dont le montant serait fixé par le conseil d'administration, sans pouvoir dépasser 1 0/0 du salaire, puis un versement de l'exploitant égal *au double* de celui des employés ou ouvriers. — Le rapporteur, M. Audiffred répondit à M. Souhet que M. Rondet n'avait pas demandé plus de 5 0/0 en 1885 ; que le patron supportait les dépenses d'accident, et surtout qu'il fallait aboutir. D'ailleurs la loi ne fixerait qu'un minimum qui sera bien dépassé, car si les compagnies ont fait des sacrifices quand elles n'y étaient pas obligées, elles en feront encore, après le vote de la loi.

En effet la loi de 1894 porte dans son art. 2 § 1 que les versements pourront être augmentés par l'accord des deux parties ; que les exploitants pourront prendre à leur charge une fraction supérieure à la moitié du versement ou sa totalité (§ 3). Enfin dans une mesure compatible avec des garanties sérieuses, l'article 5 prévoit le cas où par des conventions spéciales, un exploitant veut

constituer en faveur de son personnel ou de leur famille, des libéralités sous forme de rentes viagères ou temporaires, ou d'indemnités à payer en capital à une échéance ultérieure. Dans cette hypothèse, le capital formant la garantie de ces engagements doit être versé ou représenté à la Caisse des dépôts et consignations, ou dans les caisses syndicales ou patronales. L'exploitation est tenu, en outre, d'adresser, chaque année, au ministre des travaux publics le compte rendu des mesures qu'il a prises pour se conformer aux prescriptions. Ce compte rendu doit donner l'état : 1° de toutes les pensions ou rentes en cours de jouissance ; 2° de tous les engagements contractés soit par rentes viagères ou temporaires, à servir, soit les indemnités en capital ; puis, dans une deuxième partie, l'indication du montant des capitaux disponibles, ou le détail des valeurs déposées. L'omission de ces formalités entraîne une amende. Il est à craindre que cette obligation de capitaliser sous forme de versements à la caisse des dépôts, en imposant l'immobilisation de trente fois l'allocation annuelle, crée un obstacle à ces conventions spéciales dont bénéficieraient les vieux travailleurs.

IV. DÉPENSES DES CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES.

— Nous étudierons, au double point de vue historique et théorique, la nature et la quotité des allocations des caisses de secours, et des pensions des caisses de retraite, ainsi que la très délicate question de la liquidation.

1° *Nature et quotité des allocations des caisses de secours.*

— La loi de 1894 crée des secours obligatoires et facultatifs. L'article 7 porte « les statuts doivent fixer : 1° la

nature et la quotité des secours et des soins aux membres participants, que la maladie ou des infirmités empêcheraient de travailler ; 2° en cas de décès des membres participants la nature et la quotité des subventions à allouer à leurs familles ou ayants droit. » Les infirmités et la mort ne doivent pas résulter d'accidents.

D'autres allocations, au contraire, sont facultatives. La loi les énumère limitativement : ce sont des allocations en argent ou des soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes et aux enfants des membres participants et à leurs ascendants ; des secours journaliers en faveur des femmes et des enfants des réservistes de l'armée active et des hommes de l'armée territoriale, appelés à rejoindre leurs corps ; enfin des allocations exceptionnelles ou renouvelables, en faveur des veuves ou orphelins d'ouvriers ou employés décédés, après avoir participé à la société de secours (art. 7, § 2). Tous autres objets sont légalement interdits aux caisses.

Nous verrons, dans la partie statistique à combien s'élèvent ces allocations. On peut, en général, dire que la dépense par participant, en secours facultatifs et obligatoires, varie entre 20 et 30 fr.

Dans les Chambres, le vote de ces dispositions ne souleva pas de discussions. Celles-ci se concentrèrent sur la question des retraites.

2° *Nature et quotité des pensions de vieillesse.* — Les rapports parlementaires et les débats publics s'attachèrent à mettre en relief les formes de la retraite, son taux, les conditions d'admission et le difficile problème de la

liquidation des caisses fonctionnant sous le régime antérieur à 1894.

Le versement destiné à assurer une retraite, sera-t-il fait par l'ouvrier à capital réservé ou à capital aliéné ? Organisera-t-on, à cette occasion l'assurance en cas de décès ?

Voilà deux points dont on s'est préoccupé. Le rapport de 1887 demande le capital réservé. Avec le capital aliéné, tout l'effort de l'épargne est perdu avec celui qui a épargné. Les privations qu'il s'est imposées, les avantages qui lui sont accordés disparaissent. Chaque génération travaillerait ainsi pour elle-même sans accroître le patrimoine de celle qui lui succède. Le versement à capital réservé diminue sans doute le taux de la retraite, mais il a des effets moraux. De plus, l'assurance en cas de décès se trouve réalisée. Le 24 mars 1888, M. Renard, député, administrateur des mines de Vicoigne et Nœux demande, au contraire, le placement à capital aliéné. Ses raisons sont les suivantes : le versement à capital réservé fait peser une charge plus lourde sur l'ouvrier, que le versement à capital aliéné. Placer à capital aliéné, ce n'est pas pousser au célibat. Quand l'ouvrier a-t-il besoin de la totalité de son salaire ? Ce n'est pas lorsqu'il est seul ou lorsque ses enfants l'ont quitté ; c'est lorsqu'il est jeune, quand il a auprès de lui un certain nombre d'enfants en bas âge qui ne gagnent rien encore et qu'il doit nourrir et entretenir. Alors une retenue plus forte sur son salaire devient une véritable charge. Enfin s'il meurt, sa veuve reste en jouissance du tiers environ de la pension qu'il a acquise. Par conséquent, avec le capital aliéné, tout n'est pas perdu en cas de décès.

Le 5 juillet 1889, en deuxième délibération, M. Ricard demanda que la faculté fût laissée à l'ouvrier d'opérer son versement sous la forme qui lui plairait. Dans son rapport, M. Cuvinot étudiant le projet voté par la Chambre en 1889, repousse le versement à capital réservé qu'elle avait adopté. Il le considère inacceptable, à cause des effets produits sur le taux de la retraite ; il fournit des chiffres que nous reproduisons textuellement. Prenons, dit-il, un salaire moyen de 1.200 fr. ; une retenue annuelle de 4,50 0/0 du salaire donnerait 54 fr. Si l'on calcule d'après les tables de la caisse nationale des retraites aux taux de 3,50 0/0 la rente provenant du versement à capital réservé de la même somme, depuis l'âge de 14 ans, on arrive pour la pension acquise à 50 ans au chiffre de 235 fr. 22 ; pour 55 ans, à 354 fr. 02.

Supposons au contraire que l'ouvrier opère son versement à capital aliéné avec 3 0/0, soit 36 fr., à partir de 14 ans ; on obtient à 50 ans, 231 fr. 12, et à 55 ans, 353 fr. 16.

Il résulte de ces chiffres que le montant de la pension est sensiblement le même pour un versement de 4,50 0/0 à capital réservé, et 3 0/0 à capital aliéné. Pour obtenir des avantages identiques, le déposant est tenu, dans le premier cas, de verser en plus, chaque année, avec le concours de l'exploitant, une somme égale à 1,50 0/0 de son salaire. Aussi repoussons-nous le capital réservé, à raison de ses conséquences financières. Sans doute la commission de la Chambre a recherché surtout les avantages moraux que présentaient, parallè-

lement, les deux systèmes. Elle s'est déterminée en faveur du placement à capital réservé, parce qu'elle a considéré que le placement à capital aliéné supposait des sentiments égoïstes qu'une haute conception de la prévoyance ne permet pas d'approuver et de favoriser, puisqu'il oublie ceux qui survivent au décès de l'ouvrier. Mais nous ne pensons pas, conclut le rapporteur du Sénat, qu'on doive aller aussi loin dans la recherche de l'amélioration sociale. Le Sénat et la Chambre donnèrent raison au rapporteur de 1893. Le versement de l'exploitant doit être fait à capital aliéné; seuls les 2 0/0 correspondant à la part de l'ouvrier peuvent, sur la demande de celui-ci, être placés à capital réservé (art. 2). La clause de « réservé » entraînant paiement au décès, d'un capital, doit être expressément stipulée.

Le taux de la retraite était fixé dans le projet Chavanne et Girodet de 1883 à 2 francs par jour. C'est la somme acceptée par tous les congrès ouvriers et constamment revendiquée. La loi de 1894 ne donne pas une somme fixe. Le calcul des rentes est fait en tenant compte : de l'intérêt composé du capital formé par les versements ; des chances de mortalité en raison de l'âge du titulaire au moment de l'opération et de son âge à l'époque où doit commencer la retraite, et s'il y a lieu, du paiement au décès d'un capital réservé.

Si nous supposons que l'ouvrier entré à 13 ans au service de la mine et dont le travail n'a subi d'autre interruption que celle qui résulte du service militaire, verse jusqu'à l'âge de sa retraite 55 ans, voici la retraite qu'il obtiendra suivant qu'il sera célibataire ou marié.

Comme célibataire, s'il a versé à capital aliéné, il touchera 427 francs, à capital réservé 355 fr. 38 ; marié, à capital aliéné, il touchera la même somme, mais partagé en deux parties, pour lui 265 fr. pour sa femme 162 fr., à capital réservé, la pension de 355 fr. 30 sera répartie entre 222 fr. 40 pour lui et 132 fr. 90 à sa femme.

A quel âge la retraite est-elle accordée ? La loi dit : à 55 ans. Cet âge ne fut pas tout d'abord admis. Le rapport Mazon de 1885 parlait de 50 ans. M. Renard, le 24 mars 1888, demanda qu'il fût porté à 55. On ne doit pas encourager l'ouvrier à prendre une retraite prématurée, et matériellement le mineur, à raison des conditions d'aérage et de diminution de durée de la tâche peut travailler au delà de 50 ans. Le rapport Cuvilot avait conservé l'âge de 50 ans. Le 16 mars 1893, M. Blavier, au Sénat, déclara qu'il fallait aller jusqu'à 55, par suite de la loi d'intérêts composés qui fait que de 50 à 55, la retraite se trouve augmentée de 33 0/0 environ. M. Cuvilot fit remarquer, avec raison que son projet fixait l'âge à 50 ans, mais non d'une manière obligatoire, puisqu'il est dit que la retraite pourra être différée sur la demande de l'ayant droit. D'ailleurs c'est la reproduction de l'article 16 de la loi du 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites. A partir de 55 ans, les versements cessent d'être obligatoires. En 2^e délibération, le rapporteur accepta cependant l'âge obligatoire de 55 ans.

La loi fait une exception pour une catégorie particulière d'ouvriers ou employés et dans une situation nettement définie. Les ouvriers que des infirmités permanentes ou des blessures auraient rendus incapables de travailler,

bénéficieront de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites. « Dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées, régulièrement constatés, conformément au décret du 27 juillet 1861, et entraînant incapacité absolue de travail, la « pension peut être liquidée même avant 50 ans et en « proportion des versements faits avant cette époque. « Les pensions ainsi liquidées pourront être bonifiées à « l'aide d'un crédit ouvert chaque année au Ministère de « l'Intérieur ».

3° *Liquidation des anciennes pensions.* — Les caisses de secours aux malades n'avaient pas à sauvegarder de droits en cours d'acquisition ; il n'y avait que des droits acquis. Les caisses durent se borner à assurer le service des ouvriers en traitement au moment de la transformation, à continuer à fonctionner encore un mois pour assurer les soins nécessaires à ceux qui étaient malades (art. 23, § 2).

Mais que décider pour les caisses de retraites ? Le régime normal des retraites, aux termes de la loi de 1894 consistait, au point de vue des recettes, en un versement, à la caisse nationale des retraites ou bien à une caisse syndicale ou patronale, d'une somme de 4 0/0 du salaire des ouvriers ou employés, dont moitié à prélever sur le salaire, et moitié à fournir par l'exploitant lui-même. Or, dans le passé, nous avons vu, par l'historique et les statistiques des anciennes caisses, que les pensions étaient servies par les soins soit du patron seul, soit des caisses de prévoyance. Comment faire concorder le régime de

ces deux catégories de caisses avec les mesures nouvelles instituées par notre loi ?

Examinons les deux cas :

A. Caisses de retraites à la charge exclusive de l'exploitant.

— Comment concilier la prescription impérative de la loi obligeant l'ouvrier et l'exploitant à verser une cotisation, pour constituer une retraite, avec le respect du contrat passé antérieurement à la loi de 1894, entre l'exploitant et l'ouvrier auquel il est promis une pension, sous la double condition d'avoir atteint un certain âge et d'avoir accompli dans la mine un certain nombre d'années de travail ?

Il est de toute justice que la loi ne puisse avoir pour conséquence de supprimer les effets des conventions au préjudice de l'une ou de l'autre des deux parties. Aussi les articles 21 et 22 posent, dès le début les deux principes suivants relatifs aux droits acquis par les ouvriers et aux droits en cours d'acquisition. En ce qui concerne les droits acquis, il s'agit de toutes espèces de pensions : pensions de retraites, pensions d'invalidité prématurée, pensions de veuves et aussi dans certains cas pensions d'accidents. Les droits en cours d'acquisition ne s'appliquent qu'à des pensions de retraites proprement dites. Voici la teneur des articles : « Les pensions déjà acquises à un titre quelconque, dont le service incombe à l'exploitant seront fournies comme précédemment, suivant les règlements particuliers de l'entreprise (art. 21) » et « le montant des pensions en cours d'acquisition, dont le service incombe à l'exploitant, sera calculé par application des règlements ou des usages en vertu desquels ces pensions

étaient précédemment accordées » (art. 22). Ainsi sont respectées les conventions.

La loi ajoute que l'ouvrier a le droit d'accepter le régime général créé en 1894, ou de le refuser. Ce droit de l'ouvrier nous met en présence de deux hypothèses :

a) L'ouvrier accepte la loi. — Il y a donc lieu de prévoir l'application simultanée du contrat existant, et des versements à une caisse de retraites nationale ou syndicale, et d'opérer une transaction. « Si, dit la loi, la rente
« acquise à raison des versements effectués en exécution
« de l'article 2 est inférieure au montant de la pension
« calculée comme il vient d'être dit, la différence restera
« à la charge de l'exploitant ». L'acceptation de l'ouvrier a pour effet de juxtaposer deux parties de pensions, l'une fournie par la caisse des retraites, l'autre fournie par l'exploitant. On ne peut le contester, puisque si la pension servie par la caisse de retraites à l'ouvrier arrivé à 55 ans et déjà soumis aux dispositions de la loi, est inférieure à celle que devait lui accorder l'exploitant, ce dernier lui servira la différence.

b) L'ouvrier n'accepte pas la loi. — Il doit en faire la déclaration contre récépissé, devant le maire de la commune de sa résidence. Alors il sera dispensé de la retenue prescrite par la loi, et l'exploitant « pendant toute la durée de cette renonciation » (art. 25) sera dispensé du versement pour la retraite. Généralement l'ouvrier qui se place dans ce cas est près de toucher sa retraite et préfère recevoir la pension souvent assez élevée que lui a promise l'exploitant.

Quelle que soit l'hypothèse, l'ancienne institution ne

fonctionne plus pour les ouvriers embauchés après la mise à exécution de la loi, mais ses avantages subsistent dans les conditions du règlement ancien pour les ouvriers embauchés antérieurement, sauf compensation éventuelle avec les avantages du nouveau régime.

Les difficultés qui s'élèvent sur toutes les questions examinées ci-dessus sont de la compétence judiciaire.

B. Caisses de retraites organisées avec le concours financier des patrons et des ouvriers. — S'agit-il d'une pension acquise, le droit acquis à l'ouvrier est confirmé par la loi, et la caisse ancienne est obligée d'y pourvoir.

S'agit-il au contraire, d'une pension en cours d'acquisition, la caisse ancienne est chargée de l'assurer au moment où l'ouvrier a atteint 55 ans. L'article 23 porte : « A partir de la mise en application de la présente loi, les caisses de prévoyance précédemment organisées avec le concours des ouvriers et employés, fonctionneront exclusivement pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par les dites caisses en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les pensions de retraite en cours d'acquisition. »

Comme pour les caisses de la première catégorie, l'ouvrier a le choix d'accepter le système de la loi, ou de la rejeter. S'il accepte le nouveau régime, la différence de la rente ainsi acquise et de la pension calculée d'après les statuts ne sera pas comblée par l'institution existante. Dans le cas contraire, il continuera à se servir de la caisse dans les conditions antérieures dont il aura bénéficié, et avec les mêmes formalités.

La liquidation des caisses de prévoyance présente des difficultés financières. Autant il est facile pour les caisses de la première catégorie de trouver les ressources nécessaires à la liquidation ; autant, ici, la question est ardue, car les réserves font complètement défaut et le déficit s'accuse par de très grosses sommes. La combinaison des anciennes caisses consistait à payer les annuités échues avec les recettes mêmes de l'année ; elle reposait sur la continuité des versements ; de plus elle avait un caractère tontinier qu'accentuait la clause de déchéance.

Or, la loi de 1894 oblige les exploitants à affecter les versements soit à la caisse nationale des retraites, soit à des caisses syndicales. Alors comment sans aucun actif faire face à des dettes contractées antérieurement à la loi ? Le législateur a laissé aux parties en présence le soin de régler la situation. « Les intéressés seront appelés à se prononcer dans un délai maximum de six mois sur les mesures à prendre à raison des engagements précités et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires » (art. 24). L'article 29 trace les grandes lignes de la procédure à suivre, et un règlement d'administration publique du 25 juillet 1894 a précisé les détails.

La loi désire que les intéressés arrivent à une entente sans intervention étrangère ; à défaut d'entente, elle institue extraordinairement un tribunal conciliateur et enfin elle ne se résout à autoriser une liquidation, judiciairement, que comme moyen extrême.

1° *L'entente amiable.* — Un projet de règlement pour la liquidation et l'évaluation des engagements est préparé

par le Conseil d'administration de la caisse de prévoyance ou à son défaut par l'exploitant. Dans le premier cas, il s'établit des pourparlers avec l'exploitant. Puis, quel que soit le cas, il est procédé à un vote. Le droit de vote appartient « aux ouvriers et anciens ouvriers du « fond et du jour, majeurs et des deux sexes, qui ont sur la caisse, à raison de son fonctionnement dans le passé, soit des droits acquis, soit des droits en cours d'acquisition, et à ceux qui seraient appelés, s'il y a lieu, par le règlement, à contribuer à la constitution des ressources nécessaires au fonctionnement de la caisse dans l'avenir » (art. 4 du règlement d'administration publique du 25 juillet 1894). Les décisions sont prises à la majorité absolue. Le projet de règlement devient un règlement qui est alors légalement substitué à l'ancien.

Si les pourparlers entre le Conseil d'administration ancien, et l'exploitant n'aboutissent pas, ou bien, si la majorité des voix n'est pas réunie, l'affaire entre dans une phase nouvelle.

2° *La commission arbitrale.* — Alors, il est procédé à un second vote pour savoir si la majorité des ouvriers est d'avis de recourir à l'arbitrage prévu par la loi. Pour cette nouvelle décision, la majorité relative suffit. Un second vote est possible. Si l'arbitrage est accepté à la fois par la majorité des ouvriers et par l'exploitant, une commission arbitrale intervient (art. 26). Composée de membres permanents au nombre de sept, d'une compétence et d'une impartialité indéniables, et pour chaque affaire, de deux membres adjoints désignés, l'un par l'ex-

exploitant, l'autre par la majorité des ouvriers et employés intéressés, elle constitue plutôt un comité de conciliation qu'un tribunal. La commission a plein pouvoir, comme les parties elles-mêmes dans la phase d'entente amiable, mais en leur lieu et place pour établir, par un règlement par un contrat nouveau, les mesures les meilleures et les plus sûres pour atteindre dans chaque affaire le but poursuivi. D'autre part, la procédure est réduite au minimum : aucun délai n'est imposé pour rendre les décisions ; enfin aucune juridiction n'a qualité, soit pour résoudre des questions préjudicielles, soit pour connaître de l'appel de la caisse. Cette commission arbitrale rend des sentences sur trois points différents : les pensions acquises, en cours d'acquisition et les ressources des caisses.

Les pensions acquises ont été presque toujours maintenues intégralement, lorsque la commission a commencé à fonctionner. En outre, les secours, indemnités et allocations diverses annuellement accordées et à titre facultatif aux ouvriers infirmes ou âgés et à leur famille, ont été convertis, par sentences arbitrales, en pensions viagères annuelles. Dans deux cas seulement (Dourges, Portes-et-Sénèchas) les pensions ont été réduites. A Dourges, le Conseil d'administration de la caisse de secours avait doublé le taux des pensions ; les exploitants avaient cessé toute participation à cette caisse qui était devenue exclusivement ouvrière. La commission arbitrale n'a pas consacré la décision de la caisse, en ce qui concerne les ouvriers âgés ; toutefois, elle a maintenu à ces derniers la moitié de la bonification qui leur avait

été accordée. A Portes-et-Sénéchas, la mine étant pauvre, l'avenir limité et les charges du passé particulièrement lourdes, la commission a décidé de réduire les pensions.

Pour la liquidation des droits en cours d'acquisition, la commission a substitué aux droits, le plus souvent incertains, insérés dans les statuts des anciennes caisses de secours, des droits certains et définis nettement. Elle a fait disparaître la clause d'après laquelle l'ouvrier ne recevrait une pension qu'en cas d'invalidité dûment constatée. Le droit à la retraite à un âge déterminé a été stipulé dans toutes les sentences. La limite d'âge a pu, dans plusieurs cas, être fixé immédiatement à 55 ans ; mais le plus généralement, la commission a admis, en vue évidemment de ménager les ressources, une période de transition d'une dizaine d'années, pendant laquelle l'âge de la retraite serait supérieur à 55 ans. En cas de départ ou de renvoi, l'ouvrier conserve presque toujours une partie de ses droits à la pension de retraite, tantôt $\frac{2}{3}$, la moitié, ou l'intégralité. Dans deux cas, l'ouvrier a perdu tous ses droits. La réversibilité d'un tiers ou de la moitié de la pension du mari, sur la tête de la veuve a été stipulée dans la plupart des sentences.

Pour le plus grand nombre des mines du Nord et du Pas-de-Calais, il a été prévu, pour les anciens ouvriers, ayant 15 ans de service et arrivant à l'âge de retraite une pension minimum leur assurant les moyens d'existence indispensables.

Il n'y a eu réduction des droits en cours d'acquisition que pour les ouvriers ayant moins de 25 ans d'âge, pour cette double raison que leurs versements à la

caisse nationale des retraites ou à une caisse syndicale autorisée, leur procureront des pensions suffisantes à 55 ans, et qu'au surplus, beaucoup d'entre eux abandonnent le métier des mines après leur service militaire. Pour les ouvriers âgés de plus de 25 ans, la commission arbitrale a le plus souvent des rentes moindres pour les années de service accomplies avant cet âge que pour les années de service postérieures.

Les pensions d'invalidité ont été tantôt augmentées, tantôt réduites.

Les commissions arbitrales ont rendu, aussi, des sentences au sujet des ressources nécessaires à la liquidation. Celles-ci ont été fournies par une retenue sur le salaire des ouvriers, et une contribution égale des exploitants. La retenue doit être, aux termes de certaines sentences, supportée non seulement par les ouvriers anciens, mais encore par ceux qui seront embauchés dans l'avenir, quoique ces derniers n'aient aucun droit à revendiquer dans la liquidation. Cette mesure est inspirée par un très heureux sentiment de solidarité ouvrière. On a généralement créé des « caisses de liquidation » qui reçoivent les ressources indiquées. Elles sont administrées par un conseil composé des représentants des exploitants et des ouvriers. Pour certaines mines, les retenues sur salaires ont été seules versées dans cette caisse, l'exploitant devant servir de son côté, aux ayants droit une pension égale à celle qui leur sera allouée par la caisse de liquidation.

Pour les pensions en cours d'acquisition, la création des caisses de liquidation constitue un véritable progrès,

parce qu'elle transforme la nature des droits. Les droits éventuels sont devenus des droits certains ; la pension d'invalidité est devenue une retraite d'âge ; l'ouvrier qui jadis, perdait toute prétention à une retraite quand il quittait l'entreprise, s'est vu attribuer une pension proportionnelle aux années de service. Enfin des caisses qui étaient notoirement insolvables et menacées d'une déconfiture complète à brève échéance, ont été consolidées par une garantie de fonctionnement imposée à l'exploitant.

3° *Le liquidateur*. — Si l'arbitrage n'est pas accepté à la fois par la majorité des ouvriers et par l'exploitant, la liquidation judiciaire est la seule issue. Les tribunaux nomment à la requête de la partie la plus diligente, un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la caisse de prévoyance. Le rapport du liquidateur est soumis à l'homologation du tribunal.

Les pouvoirs du liquidateur sont-ils égaux à ceux de la commission arbitrale, ou restreints au règlement des droits acquis ou en cours d'acquisition d'après l'actif actuel de la caisse ? Cette question divise la jurisprudence. Le tribunal de Saint-Etienne lui accorde les pouvoirs les plus étendus, tandis que les tribunaux de Villefranche, d'Aveyron et d'Aix ont repoussé cette manière de voir. Ils ont déclaré que le liquidateur devait se contenter de répartir entre les intéressés l'actif actuel et liquide de la caisse.

CHAPITRE II

APPLICATION DE LA LOI

Statistique des caisses de secours en 1896, 1897, 1898

Nous étudierons par année, chaque catégorie de dépenses et de recettes des caisses de secours.

Dépenses.

1° *Frais médicaux.* — 1896. Le bénéfice de l'assistance médicale est réservé aux sociétaires seuls, ou étendu aux membres de la famille de l'ouvrier sociétaire. 42 sociétés comprenant 16.951 participants se trouvent dans le premier cas. Elles ont dépensé 75.334 fr. 45, soit 4 fr. 50 par sociétaire. Le nombre des malades s'y est élevé à 8.763; le nombre des jours de maladie constatés 140.681. La dépense a été de 8 fr. 60 par malade, et de 0 fr. 54 par jour de maladie constaté.

130 sociétés avec 111.344 participants se trouvent dans le second cas. Elles ont dépensé 376.188 fr. 96, soit 4 fr. 27 par sociétaire.

Les honoraires médicaux ne figurent pas dans le

compte des 18 autres sociétés, car l'exploitant paraît en avoir pris la dépense à sa charge.

1897. Sur 190 sociétés, on compte trois groupes. Le premier comprend 14 sociétés avec 26.151 participants et 15.797 malades, dont la charge n'est pas supportée par la caisse de secours. Dans le second, se trouvent 31 sociétés ayant 7.481 participants, n'assurant des secours qu'aux sociétaires. Elles ont dépensé 32.531 fr. Le nombre des malades s'est élevé à 3.546 ; celui des jours de maladie constatés à 63.568. La dépense par malade ressort à 9 fr. 17, et par jour de maladie constaté à 0 fr. 51. Le troisième groupe est composé par 145 sociétés dont 73 n'ont pas donné de chiffres, et dont, au contraire, 72 ont donné des indications très détaillées. Les unes et les autres assurent des secours aux membres des familles des sociétaires. Ces 72 sociétés ayant 45.812 participants sont classées en catégories variant avec la qualité des membres assurés.

2 sociétés avec 222 participants ont accordé 1.990 fr. de secours aux participants et à leurs femmes. Pour 92 participants malades, la dépense s'est élevée à 1.829 fr. 30, soit par malade 19 fr. 88, et par sociétaire, 8 fr. 24. Pour 42 femmes malades, les chiffres correspondants sont 160 fr. 70, 3 fr. 82 et 0 fr. 72. Au total 8 fr. 96 par sociétaire.

29 sociétés avec 8.397 participants ont accordé 37.348 fr. 65 aux participants, à leurs femmes et à leurs enfants. 3.957 participants malades ont coûté 20.863 fr. 43, soit par malade 5 fr. 27 et par sociétaire 2 fr. 48. 2.520 femmes malades ont coûté 8.025 fr. 09, soit 3 fr. 18 par

malade, et 0 fr. 96 par sociétaire. Les 3.049 enfants malades ont dépensé 8.460 fr. 13, soit 2 fr. 77 par malade et 1 fr. par sociétaire. Au total 4 fr. 44 par sociétaire.

38 sociétés ont distribué des secours médicaux aux participants, à leurs femmes, à leurs enfants et ascendants. La dépense de 134.656 fr. 07 a été répartie entre 22.698 participants malades, ayant coûté 61,302 fr. 60, soit 2 fr. 70, par malade et 1 fr. 86 par sociétaire. La somme de 30.443 fr. 48 a été donnée à 13.384 femmes, soit 2 fr. 27 par malade et 0 fr. 93 par sociétaire. 18.170 enfants ont reçu 37.593 fr. 13, soit 2 fr. 07 par malade et 1 fr. 14 par sociétaire. 2.257 ascendants ont reçu 5.316 fr. 86, soit 2 fr. 35 par malade et 0 fr. 86 par sociétaire. Au total, pour toutes les catégories, 4 fr. 09 par sociétaire.

Enfin, trois sociétés à 4.311 participants où les secours sont accordés aux participants, à leurs femmes, à leurs enfants et ascendants, et aux anciens ouvriers pensionnés. Sur la dépense de 20.176 fr. 35 il est réservé pour ces anciens mineurs la somme de 407 francs, soit 1 fr. 46 par ancien mineur malade et 0 fr. 09 par sociétaire. La dépense pour toutes les catégories ressort à 4 fr. 68 par sociétaire.

1898. — Les 191 sociétés de secours ont dépensé en frais médicaux 609.482 fr. 30. On peut répartir ces sociétés en trois groupes : 15 avec 26.739 participants et 15.566 malades n'ont pas la charge des frais médicaux ; 26 réservent les frais aux seuls participants, et 150 les étendent à la famille des sociétaires.

Les 26 sociétés à 6.596 participants ont dépensé

27.679 fr. 73, soit 4 fr. 20 par sociétaire. Le nombre des malades est de 3.562, celui des jours de maladie constatés 61.326. La dépense est de 7 fr. 77 par malade et de 0 fr. 45 par jour de maladie constaté.

150 sociétés à 131.099 participants ont dépensé 581.802 fr. 57, soit 4 fr. 44 par sociétaire. Sur ces 150, il en est 60 à 64.392 participants qui ont communiqué seulement le total de leurs dépenses : 296.092 francs, et le montant par sociétaire, 4 fr. 61. Les 90 autres à 66.709 participants ont fourni les renseignements suivants :

3 sociétés à 3.335 participants ont dépensé 13 mille 416 fr. 10 pour les participants et leurs femmes, au nombre de 11.476 malades, et par sociétaire 4 fr. 02.

32 sociétés à 9.798 participants ont dépensé 45.233 fr. 30 pour les participants, leurs femmes et leurs enfants. Leurs 14.181 malades ont coûté 3 fr. 78 par participant malade, 2 fr. 84 par femme malade, et 2 fr. 51 par enfant malade. L'ensemble ressort à 4 fr. 62 par sociétaire.

Enfin celles qui accordent des secours aux participants, aux femmes, aux enfants et aux ascendants sont au nombre de 55, ayant 53.574 participants. La dépense s'élève à 227.060 fr. 94 et à 4 fr. 23 par sociétaire. Pour les anciens mineurs, nous n'avons pas de renseignements.

Une observation s'impose, après la lecture de ces chiffres. Dans les sociétés où les soins médicaux sont donnés aux participants et à leurs familles, la moyenne de la dépense par sociétaire est à peine plus élevée que dans les sociétés où les participants sont seuls secourus. La raison paraît être que dans le premier cas, il s'agit

de sociétés importantes, et dans le second, de sociétés plus restreintes. Or, les honoraires du médecin, en s'appliquant à un nombre plus restreint de sociétaires, ressortent d'une façon proportionnellement plus élevée, dans les dépenses.

2° *Frais pharmaceutiques.* — 1896. — 44 sociétés accordent les médicaments aux participants seuls, pour la somme de 103.795 fr. 29, ressortant à 5 fr. 90 par participant. 128 sociétés à 118.028 participants ont dépensé pour les participants et leurs familles 1.107.409 fr. 60, représentant 9 fr. 38 par participant.

1897. — Sur 190 sociétés, 14 à 16.950 participants ne mentionnent aucune dépense de ce chef, soit que l'exploitant ait fourni gratuitement les médicaments à ses ouvriers, soit que les statuts les laissent à la charge des sociétaires.

Les 176 autres sociétés accordent les médicaments tantôt aux participants seuls, tantôt à leurs familles. Les 38 sociétés à 11.649 participants appartiennent à la première catégorie ; elles dépensent 82.879 fr. 99, soit 7 fr. 11 par sociétaire. Le nombre des malades est de 7.996, de jours de maladie constatés 114.109. La dépense par malade est de 10 fr. 37, par jour de maladie 0 fr. 73. Les 138 sociétés de la deuxième catégorie dépensent 1.218.232 fr. 75 soit 9 fr. 36 par sociétaire. 51 de ces sociétés dépensent par sociétaire 10 fr. 04 ; les 87 autres ayant 49.822 participants dépensent 411.758 fr. 06 ainsi répartis :

5 sociétés ayant 2.878 participants accordent 18 mille

411 fr. 25 aux participants et à leurs femmes, soit 6 fr. 40 par sociétaire. 33 sociétés à 8.162 participants dépensent pour les participants, leurs femmes et leurs enfants, la somme de 48.945 fr. 08, soit 5 fr. 99 par sociétaire. 45 sociétés à 33.769 participants dépensent pour les participants, leurs femmes, leurs enfants et les ascendants, 288.418 fr. 34, soit 8 fr. 54 par sociétaire. Enfin une somme de 55.983 fr. 39, soit 11 fr. 16 par sociétaire est dépensée pour les participants, les femmes, les enfants, les ascendants, et les ouvriers pensionnés et veuves de sociétaires, de 4 sociétés.

1898. — Les frais pharmaceutiques s'élèvent à 1.454.904 fr. 33. Sur les 191 sociétés, 14 à 17.335 participants n'indiquent aucune charge. Les 177 autres comprennent d'abord 33 sociétés à 10.104 participants, dépensant 83.412 fr. 10, soit 8 fr. 26 par sociétaire. Le nombre des malades étant de 11.780 et celui des jours de maladie constatés, de 107.680, la dépense ressort à 7 fr. 08 par malade et 0,77 par jour de maladie.

Enfin 144 sociétés ont dépensé 1.371.492 fr. 23, soit par sociétaire 10 fr. 01. Nous ne possédons le compte détaillé que de 110 sociétés à 70.391 participants. Ces sociétés ont dépensé 7 fr. 13 par sociétaire pour les participants et leurs femmes, 8 fr. 28 pour les participants, leurs femmes et leurs enfants, 10 fr. 43 en y ajoutant les ascendants.

3° *Frais de traitement dans les hôpitaux.* — 1896. — 71 sociétés à 95.651 participants ont dépensé 27.912 fr. 75, soit 0 fr. 29 par sociétaire.

1897. — 72 sociétés à 100.722 participants ont dépensé 35.681 fr. 12, soit 0 fr. 35 par sociétaire.

1898. — 81 sociétés à 108.770 participants ont accordé ces frais. Les dépenses se sont élevées à 44.847 fr. 70, soit 0 fr. 41 par sociétaire.

4° *Secours statutaires.* — Cette allocation d'une indemnité journalière constitue la charge la plus lourde des caisses de secours.

1896. 187 sociétés à 154.515 participants dépensent 1.950.831 fr. 84, soit 12 fr. 62 par sociétaire. Le nombre des malades est de 104.944, celui des jours secourus 1.492.721. L'allocation représente 18 fr. 59 par malade et 1 fr. 31 par jour de maladie.

1897. 188 sociétés à 158.706 participants dépensent 2.045.988 fr. 10, soit 12 fr. 89 par sociétaire. Le nombre des malades est de 113.553, celui des jours secourus, 1.547.770. L'allocation représente 18 fr. 02 par malade et 1 fr. 32 par jour de maladie.

1898. 187 sociétés à 164.155 participants dépensent 2.189.924 fr. 97, soit 13 fr. 34 par membre. Le nombre des malades est de 121.770, celui des jours secourus de 1.646.380. L'allocation représente 17 fr. 98 par malade et 1 fr. 33 par jour de maladie.

5° *Frais funéraires.* — Ils consistent en secours en argent et en nature.

1896. 92 sociétés à 64.808 participants ont enregistré 552 décès. La dépense totale est de 17.459 fr. 50, soit 31 fr. 63 par décédé et 0 fr. 27 par sociétaire. 58 sociétés à 84 162 participants ont dépensé 63.175 fr. 93 soit

0 fr. 75 par sociétaire, et 25 sociétés à 28.587 participants ont dépensé 21.403 fr. 50 soit 0 fr. 75 par sociétaire.

1897. 99 sociétés à 63.451 participants ont enregistré 533 décès et dépensé 18.360 fr. 15, soit par décédé 34 fr. 45 et par sociétaire 0 fr. 29. Puis 55 à 90046 participants ont dépensé 61.782 fr. 52 et 0,69 par sociétaire.

1898. Les frais sont également divisés en deux catégories : ceux qui sont accordés aux participants et ceux qui sont accordés même à leur famille. La première catégorie comprend 90 sociétés à 65.958 participants, dépensant, pour 615 décès, 27.016 fr. 90 L'indemnité funéraire ressort à 43 fr. 92 par décédé et à 0 fr. 41 par sociétaire. La seconde catégorie comprend 60 sociétés à 88.639 participants ayant dépensé 65.300 fr. 03, soit 0 fr. 73 par sociétaire.

6° *Versements à la caisse nationale des retraites.* — L'article 8 de la loi du 29 juin 1894, prescrit qu'en cas de maladie entraînant une incapacité de travail de plus de 4 jours avec suppression de salaire, la caisse des secours versera à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, une somme au moins égale à 5 0/0 de l'indemnité de maladie prévue par les statuts. Quelles sont ces sommes ?

1896. 142 sociétés à 129.647 participants ont versé 49.876 fr. 51, soit 0 fr. 38 par sociétaire ; 45 sociétés à 24.868 participants n'ont pas déféré aux prescriptions légales.

1897. 160 sociétés à 148.556 participants ont versé 67.046 fr. 54, soit 0 fr. 45 par sociétaires. 30 sociétés à 10.214 participants n'ont pas respecté la loi.

1898. 165 sociétés à 157.696 participants ont dépensé 66.074 fr. 25, soit 0 fr. 42 par sociétaire ; 22 sociétés à 6.459 participants n'ont pas déferé à l'article 8.

7° *Secours supplémentaires.* — Outre l'indemnité quotidienne statutaire, des secours supplémentaires peuvent être accordés aux participants malades dont la situation est particulièrement malheureuse par suite de leurs charges de famille.

1896. 121 sociétés à 121.479 participants parmi lesquels 88.393 ont été malades ont distribué, en secours de cette nature 95.755 fr. 63, soit 0 fr. 78 par sociétaire et 1 fr. 08 par malades considérés dans l'ensemble.

1897. 124 sociétés à 121.577 participants, parmi lesquels 91.029 ont été malades, ont distribué 104.314, 53, soit 0 fr. 86 par sociétaire, et 1 fr. 15 par malade.

1898. 132 sociétés à 132.432 participants ont dépensé pour 105,470 malades, 112.159 fr. 12, soit 0 fr. 85 par sociétaire et 1 fr. 06 par malade.

8° *Secours à des participants devenus infirmes.* — En 1896, 38 sociétés à 48.976 participants ont alloué 38.660 fr. 30 soit 0 fr. 78 par membre. En 1897, 42 sociétés à 62.027 participants ont dépensé 56.404 fr. 72, soit 0 fr. 91 par membre. Et en 1898, 47 sociétés ayant 65.284 participants ont alloué 58.848 fr. 80, soit 0 fr. 89 par sociétaire.

9° *Secours aux familles des participants décédés.* — La quotité du secours varie avec les sociétés et avec les membres de la famille à qui ils sont accordés.

1896. 80 sociétés à 92.199 membres ont dépensé 55.687 fr. 85. Les secours ont été de quotité variable, comprise en général entre 30 et 70 fr. La dépense ressort à 0 fr. 60 par membre.

1897. 89 sociétés à 112,210 membres ont donné la somme de 84.617 fr. 44, ainsi répartie : 1.008 femmes, 892 enfants et 24 ascendants ont reçu en allocation moyenne, les premières, 60 fr. 50, les seconds 24.40 et les troisièmes 77 fr. 84. L'ensemble de la dépense par sociétaire est de 0 fr. 75.

1898. — 93 sociétés à 125.555 membres ont alloué 115.772 fr. à 1.178 femmes, 1.030 enfants, et 30 ascendants, somme qui représente 0,92 par sociétaire.

10° *Secours aux familles des participants réservistes ou territoriaux appelés sous les drapeaux.* — 1896. 80 sociétés à 98.744 participants ont dépensé 105.516 fr. 45, soit 1 fr. 06 par sociétaire.

1897. 89 sociétés à 103.931 participants ont dépensé 103.846 fr. 90, pour 3.272 femmes, 4.267 enfants, et 12 ascendants, touchant respectivement une allocation moyenne de 21 fr. ; 8 fr. ; 11 fr. ; 15 fr. 08. La dépense par sociétaire atteint 1 franc.

1898. 88 sociétés à 110.922 participants ont dépensé 122.968 fr. 50, pour 4.816 femmes, 8.668 enfants et 28 ascendants, touchant respectivement une allocation moyenne de 15 fr. 42 ; 5 fr. 58 ; 12 fr. 06. La dépense par sociétaire atteint 1 fr. 11.

11. *Indemnités diverses.* — Ce sont des dépenses pour

bains, opérations chirurgicales, achats d'appareils, frais de voiture ou de voyage, etc.

1896. 63 sociétés à 72.294 participants, ont dépensé la somme de 47.418 fr. 08, soit 0 fr. 66 par sociétaire.

1897. 61 sociétés à 80.697 participants, ont dépensé la somme de 59.901 fr. 45, soit 0 fr. 74 par sociétaire.

1898. 81 sociétés à 92.913 participants, ont dépensé 71.511 fr. 57, soit 0 fr. 77 par sociétaire.

12. *Frais d'administration et judiciaires.* — En 1896, 149 sociétés à 143.546 participants, ont dépensé 85.956 fr. 01, soit 0 fr. 60 par sociétaire. En 1897, 152 sociétés à 147.890 participants, ont dépensé 92.760 fr. 15, soit 6 fr. 63 par sociétaire. En 1898, 40 sociétés à 10.141 participants n'ont fait aucune dépense. Mais 151 à 154.293 participants, ont dépensé 80.400 fr. 36, soit 0 fr. 52 par sociétaire.

13. *Jetons de présence aux administrateurs.* — En 1896, 70 sociétés à 103.997 participants ont dépensé 20.083 f. 50 soit 0 fr. 19 par sociétaire. En 1897, 73 sociétés à 110.941 participants, ont dépensé 21.539 fr. 60, soit 0 fr. 19 par sociétaire. En 1898, les statuts de 76 sociétés à 116.873 participants autorisent le paiement des jetons. La valeur du jeton est de 1 franc à 5 francs par séance. Ces 76 sociétés ont dépensé 22.157 fr. 46, soit par sociétaire 0 fr. 19.

14. *Indemnités aux membres dux bureau et aux visiteurs des malades.* — En 1896, 63 sociétés à 68.102 participants

dépensent 28.940 fr. 61, soit par sociétaire 0 fr. 42. En 1897, 67 sociétés à 80.266 participants, dépensent 32.908 fr. 54, soit par sociétaire 0 fr. 41. En 1898, 72 sociétés à 83.457 participants dépensent 36.000 fr. 86, soit 0 fr. 43, par sociétaire.

Les sociétés de secours étaient au nombre de 190 en 1897, fonctionnant dans 35 départements, et réunissant 158.770 participants. En 1898, dans le même nombre de départements, 191 sociétés réunirent 164.434 participants. Les participants comprennent outre les ouvriers du fond et du jour, les employés occupés dans les bureaux du siège de l'exploitation et les ouvriers des industries annexes. Le nombre des membres participants est très variable suivant les sociétés. Dans les plus grands cas, tous les ouvriers et employés d'une même entreprise sont groupés en une société; dans quelques grandes exploitations, les ouvriers sont divisés en plusieurs sociétés correspondant à des forces distinctes; ailleurs, mais rarement, les ouvriers du fond sont séparés de ceux du jour; ou bien les employés sont associés à part des ouvriers.

Le nombre des maladies s'est élevé en 1896 à 103.981, soit 67,22 pour 100 sociétaires; en 1897, à 113.721, soit 71,89 0/0; en 1898, à 122.049, soit 74,22 0/0. Le nombre des journées de maladies constatées a été de 1.543.874 en 1896, de 1.631.221 en 1897. En 1898, il atteint 1.749.220, soit 14,33 jours par malade et 10.63 jours par sociétaire. Les conditions d'indemnité de chômage varient avec la société de secours: tantôt le point de départ de chômage de maladie est fixé au premier

jour de la maladie, tantôt au troisième ou quatrième. La durée en est limitée à trois ou six mois. Parfois l'indemnité est suspendue les dimanches et jours de fête. Dans d'autres sociétés, le mineur n'a droit à cette indemnité qu'après un certain temps de séjour à la mine. Il résulte de ces diverses considérations que le nombre de jours secourus est inférieur à celui des jours de maladie constatés. Ce nombre a été de 1.468.048 en 1896 ; de 1.547.770 en 1897 et de 1.646.380 en 1898. Ce chiffre représente 13,49 jours par malade et 10,04 jours par sociétaire.

Les dépenses qu'ont occasionnées ces journées de maladies se sont élevées à 4.350.040 francs en 1896 ; à 4.677.279 fr. 49 en 1897 ; et en 1898 à 5.077.369 fr. 15. Nous avons établi la répartition de ces diverses sommes.

Nous voudrions, maintenant, montrer la répartition des cas et des jours de maladie pendant les trois années étudiées, entre les ouvriers du fond et du jour et les femmes.

1° Ouvriers du fond. — 1896. 45.579 cas de maladie ont été constatés sur 63.916 ouvriers, représentant par ouvrier 0 fr. 71 ; les jours de maladie ont atteint 630.607 ressortant à 9 fr. 86 par ouvrier et à 13 fr. 84 par malade.

1897. Sur 75.528 ouvriers, on a constaté 58.087 cas de maladie, soit par ouvrier 0 fr. 77 ; et 796.810 jours, représentant par ouvrier 10 fr. 55 et 13 fr. 72 par malade.

1898. Sur 85.832 ouvriers, on a constaté 64.645 cas de maladie, soit par ouvrier 0 fr. 75 ; et 952.321 jours, représentant 11 fr. 10 par ouvrier et 14 fr. 73 par malade.

2° *Ouvriers du jour.* — 1896. Sur 26.598 ouvriers, on a constaté 11.018 cas de maladie, soit 0 fr. 41 par ouvrier ; et 201.588 jours, représentant par ouvrier 7 fr. 58 et par malade 18 fr. 30.

1897. Sur 31.230 ouvriers, on a constaté 14.158 cas de maladie, soit 0 fr. 45 par ouvrier ; et 257.193 jours, représentant 8 fr. 24 par ouvrier et 18 fr. 17 par malade.

1898. Sur 35.113 ouvriers, on a constaté 18.695 cas de maladie, soit 0 fr. 53 par ouvrier, et 303.436 jours, représentant 8 fr. 64 par ouvrier et 16 fr. 23 par malade.

3° *Femmes.* — 1896. Sur 4.205 ouvrières, on a constaté 3.047 cas de maladie, soit 0 fr. 72 par femme ; et 52.647 jours, soit 12 fr. 52 par femme et 17 fr. 28 par malade.

1897. Sur 5.006 femmes, on a constaté 3.453 cas de maladie, soit 0 fr. 69 par femme ; et 60.292 jours, soit 12 fr. 04 par femme et 17 fr. 46 par malade.

1898. Sur 5.796 femmes on a constaté 3.955 cas de maladie, soit 0 fr. 68 par femme ; et 74.887 jours de maladie, représentant 12 fr. 90 par femme et 18 fr. 93 par malade.

Il résulte de l'examen de ces chiffres que les ouvriers

du fond comptent annuellement deux jours de maladie de plus que les ouvriers du jour; et d'autre part que leurs maladies ont une durée moindre. Leur situation, au point de vue des risques de maladie n'est donc guère différente de celle de leurs camarades de la surface. Pour la femme, le nombre de jours est plus élevé. Pour tous, le nombre des journées de maladie a augmenté chaque année dans une proportion sensible.

Recettes.

Les recettes comprennent la retenue sur les salaires, le versement de l'exploitant, les allocations de l'Etat, les amendes pour infractions aux statuts de la société de secours, les amendes pour infractions aux règlements de l'entreprise, les intérêts des fonds, les prélèvements sur les réserves et les recettes diverses.

1° *Retenus sur salaires.* — 1896. Elles atteignent 2.950.753 fr. 21, soit 19 fr. 07 par membre participant. — 1897. Leur chiffre est de 3.400.366 fr. 18, soit 19 fr. 53 par participant. — 1898. Leur chiffre atteint 3.246.852 fr. 91, soit 19 fr. 75 par membre participant.

2° *Versements de l'exploitant.* — 1896. Le chiffre de 1.478.630 fr. 51 auquel ils s'élèvent, représente 9 fr. 56 par participant. — 1897. Les 1.552.678 fr. 16 représentent 9 fr. 78 par participant. — 1898. Ils atteignent 1.628.828 fr. 30, soit 9 fr. 91 par participant.

3° *Allocations de l'Etat.* — Elles sont en 1897, de

400 fr. et en 1898 de 2.958 fr. 22, soit 0 fr. 02 par participant.

4° *Amendes pour infractions aux statuts des sociétés.* — 1896. Elles s'élèvent à 694 fr. 65, soit 0 fr. 004 par participant. — 1897. Leur chiffre est 1.639 fr. 03, soit 0 fr. 01 par sociétaire. — 1898. Elles atteignent le total de 821 fr. 80.

5° *Amendes pour infractions aux règlements de l'entreprise.* — 1896. Elles atteignent 300.798 fr. 68, soit 1 fr. 94 par sociétaire. — 1897. Leur chiffre est de 311.132 fr. 77, soit 1 fr. 96 par sociétaire. — 1898. Elles s'élèvent à 329.763 fr. 17, soit 2 fr. par sociétaire.

6° *Intérêts des fonds.* — Ils sont de 20.970 fr. 04 en 1896, soit 0 fr. 14 par sociétaire; de 28.437 fr. 76 en 1897, soit 0 fr. 17 par sociétaire et de 37.660 fr. 66 en 1898, soit 0 fr. 23 par sociétaire.

7° *Prélèvements sur les réserves.* — Il a été prélevé sur les réserves en 1896, 14.633 fr. 23, soit 0 fr. 09 par sociétaire; en 1897, 44.753 fr. 91, soit 0 fr. 29 par sociétaire; en 1898, 102.037 fr. 18, soit 0 fr. 62 par sociétaire.

8° *Recettes diverses (y compris les dons manuels).* — Elles se sont élevées en 1896, à 109.933 fr. 54, soit 0 fr. 71 par sociétaire; en 1897, à 107.422 fr. 86, soit 0 fr. 67 par sociétaire; en 1898 à 107.388 fr. 85, soit 0 fr. 65 par sociétaire.

Si on additionne les recettes par année, on obtient pour 1896, 4.876.413 fr. 86, soit 31 fr. 52 par sociétaire; pour 1897, 5.146.830 fr. 67, soit 32 fr. 41 par sociétaire; pour 1898, 5.456.311 fr. 09, soit 33 fr. 18 par sociétaire.

On ne peut rapprocher le montant des retenues sur salaires de celui des salaires. En effet, ce dernier représente le salaire du personnel ouvrier des mines, tandis que les retenues portent sur les employés, et sur les ouvriers d'industries annexes. En outre, le taux de la retenue, dont la loi a déterminé seulement le maximum, varie suivant les statuts des sociétés entre 1 et 2 0/0.

Résumé de la situation financière.

1896. Les recettes ont été de 4.876.413 fr. 86 ; les dépenses, de 4.352.040 fr. 52 ; l'excédent est de 524.373 fr. 34. En 1897 les comptes se soldent par un excédent de recettes de 469.551 fr. 18. En 1898, les recettes se sont élevées à 5.456.311 fr. 09 et les dépenses, à 5.077.369 fr. 15, soit un excédent de 378.941 fr. 94. La somme totale formant le réserve des sociétés est de 2.079.705 fr. 90. La loi du 29 juin 1894 prescrit que la partie de la réserve qui n'est pas nécessaire aux besoins du service courant soient déposée à la caisse des dépôts et consignations. Le total des dépôts au 31 décembre 1897 était de 618.373 fr ; au 31 décembre 1898, 1.060.547 fr. 42. A ces mêmes dates respectives, deux sociétés en 1897 et quatre sociétés en 1898 comprenant les unes 6.564 participants, et les autres 6.151, ne possédaient aucune avance, et présentaient même un déficit dont le montant était de 7.053 fr. 53, soit 1 fr. 07 par sociétaire en 1897, et de 5.424 fr. 68, soit 0 fr. 88 par sociétaire en 1898.

Si l'on rapproche le chiffre de la réserve des 188 autres sociétés et celui de leurs participants de 1897, on voit que l'avance à la fin de cette année y était de 11 fr. 07 par sociétaire. En 1898, on trouve 13 fr. 14 par sociétaire et 39 0/0 des recettes de l'année.

Statistiques de quelques bassins houillers en 1898.

**Fonctionnement de leurs caisses de secours
et de retraites.**

Les rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines et usines en 1898, ne donnent de détails sur le fonctionnement des caisses de secours, que pour les bassins du Pas-de-Calais, de la Loire, de la Saône-et-Loire, du Gard et de l'Hérault. Il est tout à fait regrettable que nous n'ayons aucun détail sur le bassin du Nord et que M. l'ingénieur des mines se contente d'écrire : « les institutions de prévoyance rendues obligatoires par la loi du 29 juin 1894 ont régulièrement fonctionné pendant l'année 1898 ».

Pas-de-Calais. — La production houillère du Pas-de-Calais s'est élevée à 13.582.042 tonnes. Cette situation magnifique est due à une augmentation des débouchés, à une reprise générale de l'industrie en 1898, et notamment de l'industrie métallurgique dans le Nord et l'Est de la France.

Le prix de vente moyen des charbons est de 10,74.

La production correspond à une création de valeur totale de près de 140 millions de francs.

Le bassin occupe 52.812 ouvriers, dont 41.347 à l'intérieur et 11.465 à l'extérieur. Le rendement journalier moyen est pour le fond de 1 tonne 201 ; pour l'ensemble, fond et jour ; 0 t. 899. Le nombre moyen de journées effectuées en moyenne par ouvrier est de 280 pour le fond, de 308 pour le jour et de 286 pour l'ensemble. Le salaire annuel moyen par ouvrier occupé est de 1.331 francs par ouvrier du fond, 996 par ouvrier du jour et 1.259 pour l'ensemble ; le salaire journalier moyen est de 4 fr. 76 pour le fond, 3,23 pour le jour, et 4,40 pour l'ensemble.

Le total des dépenses des institutions de prévoyance représente 6,37 0/0 des salaires. Les retenues faites aux ouvriers pour les sociétés de secours, et pour les caisses de retraites s'élèvent au total, à 2.919.045 fr. 46, soit à 4.16 0/0 des salaires. Les compagnies ont versé 4 millions 009.915 fr. 45, soit 5,71 0/0 des salaires. Les réserves des sociétés de secours et des caisses de retraites (caisses de liquidation) s'élèvent à 1.309 125 fr. 14.

Les dépenses consistent en secours aux malades et aux blessés, en service médical, en pensions et en dépenses diverses. Elles s'élèvent à 4.470.349 fr. 83.

Les secours aux malades atteignent 986.036 fr. 15 ; le service des blessés paye 334.345 fr. 26. Le service médical a été payé par les caisses de secours, la caisse de liquidation et le service des blessés. Il a consisté en frais de médecins, de 335.850 fr. 14 ; et en secours pharmaceutiques, vin, viandes, etc., de 745.599 fr. 13.

Les pensions servies par les caisses de liquidation et le service des blessés atteignent 1.517.950 fr. 88.

Les dépenses diverses sont de 630.568 fr. 27.

Chaque caisse a dépensé en secours et pensions : les sociétés de secours 2.094.945 fr. 85 ; la caisse de liquidation 1.661.194 fr. 59 ; et le service des blessés 714.209 fr. 39.

Comme recettes, les cotisations des ouvriers sont de 2.919.045 fr. 46 réparties en 1.352.514 fr. 66 aux sociétés de secours ; 322.615 fr. 27 à la caisse de liquidation ; 1.243.915 fr. 53 à la caisse nationale des retraites.

Les cotisations des compagnies sont de 4.009.915 fr. 45 réparties en 677.930 fr. 57 aux sociétés de secours ; 1.373.273 fr. 27 à la caisse de liquidation ; 1 million 244.502 fr. 12 à la caisse nationale ; et 714.209 fr. 39 au service des blessés.

Les recettes diverses sont de 409.439 fr. 35 réparties en 328.063 fr. 09 aux sociétés de secours ; 38.410 fr. 12 à la caisse de liquidation ; et 42.966 fr. 14 à la caisse nationale.

Chaque caisse a reçu : les sociétés de secours 2 millions 358.508 fr. 32 ; la caisse de liquidation 1.734.298 fr. 76 ; la caisse nationale 2.531.383 fr. 79 ; et le service des blessés 714.209 fr. 39. L'ensemble des recettes est de 7.338.400 francs 26.

Loire. — La production houillère de 1898, est répartie entre deux groupes : celui de Saint-Etienne, et celui de Rive-de-Gier. Le premier produit 3.454.503 tonnes ; Rives-de-Gier produit 409.026 tonnes. L'ensemble est

de 3.863.529 tonnes. La production générale de la France est de 32 millions. L'exploitation la plus productive est dans le groupe de Saint-Etienne, Roche-la-Molière et Firminy avec 885.418 tonnes.

Le prix de vente moyen des charbons est de 14 fr. 23. La production correspond à une création de valeur totale de 54.989.732 francs. Les débouchés du bassin de la Loire sont restreints à l'alimentation des usines locales. Ainsi Roanne n'a reçu par eau que 8.239 tonnes de la Loire, tandis qu'elle en recevait 56.044 de Saône-et-Loire (Blanzv).

Le bassin occupe 18.194 ouvriers. Le rendement moyen est par jour de 1 kilog. 061 pour le fond ; et par an, de 324 tonnes. Le salaire annuel moyen par ouvrier est de 1.524 fr. 70 par ouvrier du fond, de 994 fr. 88 par ouvrier du jour, et de 1.341 fr. 15 pour l'ensemble ; le salaire journalier moyen est de 4 fr. 98 pour le fonds, 3 fr. 41 pour le jour, et 4 fr. 45 pour l'ensemble.

Les dépenses s'élèvent à 486.485 fr. 97 pour le groupe de Saint-Etienne, et à 77.400 fr. 45 pour Rive-de-Gier. Pour le premier groupe, les frais médicaux et pharmaceutiques atteignent 154.197 fr. 42, les allocations 314.727 fr. 20, les frais d'administration 17.561 fr. 35. Pour le second groupe, il est dépensé 35.922 fr. 95 en frais médicaux et pharmaceutiques ; 39.923 fr. 15 en allocations ; 1.553 fr. 55 en frais d'administration.

Comme recettes, Saint-Etienne a 340.181 fr. 20 de retenues sur salaires ; 170.519 fr. 55 de versements d'exploitants, et 13.887 fr. 97 de recettes diverses. Rive-de-Gier a 48.137 fr. 20 de retenues sur salaires, 24.068 fr. 55 de

versements d'exploitants et 4.020 fr. 81 de recettes diverses. Pour les deux groupes, les recettes ressortent à 600.815 fr. 28.

Le nombre de journées de maladie est ainsi réparti : à Saint-Etienne, sur 16.395 participants, il a été constaté 199.003 jours et secouru 192.149. A Rive-de-Gier, sur 2.453 participants, il a été constaté 27.583 jours et secouru 27.389.

Les soins médicaux et pharmaceutiques n'ont absorbé que 190.000 fr. ; les prestations journalières se sont, par contre, élevées à 355.000 fr. Les recettes l'ont finalement emporté de 37.000 fr. environ sur les dépenses, et les réserves correspondent à environ six mois de recettes. On ne peut que se féliciter d'une gestion aussi prudente.

En revanche, l'application de la loi du 29 juin 1894 laisse toujours à désirer en ce qui concerne les retraites. Sans parler ici des rares exploitants qui s'entendent avec leurs ouvriers pour que la loi reste lettre morte, on constate que sur 9.074 ouvriers qui devraient avoir des livrets, 6.855 seulement en sont pourvus ; 2.019 ouvriers sont donc dans une situation irrégulière. D'autre part, 3.938 livrets sont en souffrance dans les bureaux des compagnies, et celles-ci ne savent que faire des reliquats qui, dans leur ensemble, atteignent déjà 61.056 fr. 35.

Ces subventions et les retenues destinées à être versées à la caisse nationale s'élèvent à 337.374 fr. 30 ; les retraites servies par les anciennes caisses patronales ou mixtes, sont de 359.014 fr. 75.

Saône-et-Loire. — Les trois bassins du Creusot et de

Blanzzy, d'Autun et d'Epinac, et de la Chapelle-sous-Dun produisent en 1898, 2.096.055 tonnes, dont le Creusot et Blanzzy 1.915.000. Le prix de vente moyen des charbons ne diffère pas sensiblement de celui de la Loire. Les bassins houillers occupent 11.355 ouvriers recevant un salaire total de 13.500.976 fr.

Les institutions de prévoyance ont fonctionné comme suit : 12.000 ouvriers des mines et de leurs industries annexes versent chaque mois 1 franc en moyenne à des sociétés de secours dont la fortune atteint au 31 décembre 1898 le taux de 4 fr. 70 par sociétaire. Quatre sociétés, celle de Blanzzy, de La Chapelle, de Perrecy et de Surmoulin, ont à la caisse des dépôts et consignations, des comptes dont le total s'élève à 35.000 francs. La Société d'Epinac a été, en outre, invitée à verser 1.500 fr. au moins à la caisse des dépôts. Le seul élément qui paraisse destiné à s'accroître régulièrement pendant longtemps encore, consiste dans les secours facultatifs ayant un caractère de pensions, dont le montant mensuel s'élève, pour les Sociétés de Blanzzy, d'Epinac et de La Chapelle, à 4.400 fr. par mois, soit environ $\frac{1}{5}$ des recettes.

Les frais médicaux sont à la charge de la compagnie de Blanzzy. A Saint-Berain, les frais médicaux et pharmaceutiques sont à la charge de la compagnie qui verse autant que les ouvriers. Il en est de même à Epinac. Au contraire, à Perrecy-les-Forges, les frais pharmaceutiques sont payés par les malades.

Les versements sur livrets individuels à la caisse des retraites prescrits par le titre II de la loi du 29 juin 1894 pour ceux des ouvriers mineurs qui n'y ont pas

renoncé par application de l'article 25, sont effectués régulièrement, sauf dans quelques exploitations où l'administration a dû intervenir en vue de faire cesser des retards préjudiciables aux ouvriers. Quelques exploitants, se conformant aux conseils de l'ingénieur en chef des mines, ont pris le parti de mettre périodiquement les livrets à la disposition des ouvriers afin que ceux-ci pussent se rendre compte des résultats de leurs versements et s'intéresser à ces livrets qu'ils laissent trop souvent en souffrance lorsqu'ils abandonnent une exploitation.

Gard. — Le bassin d'Alais produit 1.902.898 tonnes. Il occupe 11.010 ouvriers dont 7.381 à l'intérieur et 3.629 à l'extérieur. Le rendement moyen annuel par ouvrier du fond et du jour ressort à 177 tonnes 5 ; par jour de travail, 584 kilos. Le salaire moyen annuel est de 1.386 fr. 24 pour l'intérieur, de 915 fr. 04 pour l'extérieur et de 1.225 fr. 12 pour l'ensemble.

Les recettes des sociétés de secours ont été de 296.728 fr. 70. Les dépenses se sont élevées à 300.261 fr. 13. Elles s'appliquent à 12.784 participants. La retenue sur salaires passe à 0,66 0/0, 1 0/0, 1,36 0/0, 1,50, 2 0/0.

Hérault. — Ce bassin produit 201.145 tonnes. Il occupe 1.176 ouvriers. Le prix moyen de la tonne sur le carreau de la mine est de 11 fr. 97. Le salaire moyen annuel est de 1.228 francs. Le rendement moyen par ouvrier 1.064 tonnes pour le fond.

Les 5 caisses de secours et de retraites ont un actif de

21.800 fr. ; les réserves représentent 15 fr. 24 par tête de sociétaire. Au cours de l'année 1898, leurs recettes se sont élevées à 56.216 fr., et leurs dépenses à 53.113 fr. Le nombre moyen de sociétaires a été de 1.430 et le nombre des journées de maladie secourues 17.249.

La compagnie de Graissessac a effectué, en faveur de son personnel, tant pour le service des caisses de secours et de retraites que pour celui des accidents, ou à titre purement gracieux, les dépenses suivantes : 40.025 fr. 40 en caisses de secours et de retraites, 6.848 fr. 38 en allocations et remèdes aux blessés, 4.013 fr. 50 aux médecins pour les blessés, 28.800 fr. en secours renouvelables aux veuves, ascendants et enfants, 3.840 fr. en secours divers, 3,595 fr. 50 en libéralités aux ouvriers actifs, 750 fr. en subventions scolaires et 73 fr. 45 en subventions pour loyers et bureaux de poste. Ces sommes qui ne comprennent pas les allocations en nature aux ouvriers représentent en 1898 0 fr. 45 par tonne marchande produite, et 0 fr. 24 par journée d'ouvrier.

Pour les caisses de retraite, la loi a été fréquemment violée et inobservée. Violée d'abord, dans son article 25. Celui-ci est ainsi conçu : « Tout ouvrier ou employé au
« profit duquel une pension de retraite ou d'invalidité
« est actuellement en cours d'acquisition sera dispensé
« de la retenue prescrite par l'article 2 s'il déclare
« devant le maire de la commune de sa résidence, qu'il
« entend renoncer au bénéfice de cet article. Il lui sera
« délivré récépissé de cette déclaration. Dans ce cas, et
« pendant toute la durée de la renonciation, l'exploitant

« sera également dispensé du versement qui lui incombe « aux termes du même article 2 ». Cet article s'applique évidemment au régime de liquidation du passé ; il ne s'adresse qu'aux ouvriers et exploitants, liés entre eux, au moment de la promulgation de la loi, par un contrat qui impliquait un droit éventuel à une pension de retraite. Il ne peut s'appliquer aux ouvriers qui rentrent à la mine après la promulgation de la loi du 29 juin 1894. Cette interprétation de simple bon sens ne paraît pas avoir été comprise par les exploitants et leurs ouvriers. Les uns et les autres ont admis que l'ouvrier avait toujours le droit d'opter en faveur du nouveau régime ou de le rejeter, même s'il n'était pas encore bénéficiaire d'une pension en cours d'acquisition.

Quant à l'inobservation matérielle de la loi, elle est prouvée par cette constatation que 116 entreprises sur 313, soit 37 0/0 ont refusé de se conformer aux prescriptions légales. Il faut cependant ajouter qu'à de très rares exceptions près, il ne s'agit que des entreprises les moins importantes, dont beaucoup ne sont que des exploitations éphémères, n'ayant pas un véritable caractère industriel. Alors, en effet, que la moyenne d'ouvriers par entreprise est pour l'ensemble de la France, de 526, elle n'est pour l'ensemble des entreprises où la loi n'a pas été observée, que de 38, et elle tombe même au-dessous de 20.

A côté de ces entreprises, il en est où la loi dans sa partie relative aux retraites ne peut s'appliquer. Parfois, ce sont des exploitations à leurs débuts qui disparaissent après s'être livrées à des travaux de recherches ; parfois

encore, d'autres présentant un caractère précaire à raison du mouvement incessant de leurs ouvriers qui, suivant les saisons, passent du travail des champs à celui de la mine, et inversement.

Toutes ces entreprises comprennent 4.294 ouvriers, ou 2,6 0/0 de l'effectif total.

D'autre part, en 1897, il y avait 46.487 ouvriers qui n'étaient pas encore munis de livrets individuels ; parmi eux 31.739 ont renoncé à l'application de la loi, soit par un emploi régulier de l'article 25, soit parce qu'ils ont plus de 55 ans. Il faut remarquer que 107.070 ouvriers auraient pu réclamer l'application de la loi (art. 25).

Restent 14.748 ouvriers. Pour les uns, ils n'ont pas voulu subir les retenues, et l'exploitant n'a pas osé insister pour les y astreindre, dans la crainte de les voir quitter son entreprise. D'autres sont étrangers et l'on ne peut souvent leur constituer un livret, parce qu'on ne peut pas obtenir d'eux les documents nécessaires à la délivrance d'un livret.

CHAPITRE III

CONCLUSIONS

Caractéristique de la loi de 1894.

Par ses deux caractères essentiels, qui sont d'une part l'institution du livret individuel, et la participation ouvrière à l'administration des caisses de secours ; et d'autre part l'organisation de l'assurance obligatoire, la loi du 29 juin 1894 est remarquable et digne d'être étudiée. En donnant à l'ouvrier mineur l'indépendance dans le présent, et la sécurité pour l'avenir, elle constitue un progrès considérable de la législation ouvrière.

De l'indépendance ouvrière. — Participant à l'administration des caisses de secours, l'ouvrier mineur travaille au développement de ses facultés intellectuelles et par là, prépare son indépendance morale.

Le livret individuel donne au mineur la liberté de quitter la mine, sans perdre le bénéfice de son épargne. Les sommes qui lui ont été retenues sur son salaire, lui constituent une propriété. Changeant d'exploitation, il emporte avec lui son livret. Sa propriété s'arrondit, pour

ainsi dire, à mesure qu'il se rapproche du terme où la pension lui sera servie. Ainsi il échappe à la crainte, qui n'est pas le propre d'un homme libre ; il reste le maître de son avenir et de celui de sa famille. Une clause de déchéance ne peut plus l'atteindre. Il convient de féliciter de leur générosité les exploitants et le Parlement ; ils ont tout mis en œuvre pour que le mineur ne puisse trouver d'entrave, ni à son entrée ni à sa sortie de la mine. Ils ont aussi travaillé à l'amélioration matérielle du sort d'une portion très intéressante de la classe ouvrière.

Mais si caractéristique que soit ce progrès, quelle que soit la modification qu'a reçu le droit privé de l'ouvrier, la transformation de notre droit public pénétré désormais et sans retour, du principe fécond en conséquences sociales, de l'obligation, mérite une plus large attention.

De l'organisation de l'assurance obligatoire. — Ce n'est pas à dire que le principe d'obligation ait été posé et formulé avec netteté, aux premiers jours des discussions parlementaires. Bien au contraire, l'obligation est entrée, de biais, dans la législation, comme il convenait de le faire, afin de ne pas effrayer les hommes d'Etat et l'opinion publique. Nous expliquerons sous quelles formes elle s'est insinuée dans les débats publics, et quelle place la loi lui a attribuée.

On peut résumer à grands traits, les arguments qui ont été fournis au Parlement :

1° Le législateur a le droit d'imposer aux exploitants des mines, l'organisation d'institutions de prévoyance,

parce que la propriété minière n'est pas une propriété semblable aux autres ;

2^o Quelle que soit la nature de la propriété minière et de toute propriété en général, l'Etat a le droit d'intervenir dans les contrats passés entre ouvriers mineurs et concessionnaires de mines, comme entre tous ouvriers et patrons, lorsqu'il y a un intérêt public.

I. Régime légal de la propriété minière.

Le droit qu'exerce l'Etat d'obliger les exploitants des mines à créer des institutions de prévoyance, repose-t-il sur la nature même de la propriété de ces mines? Telle est la question qui s'est posée immédiatement à l'esprit de ceux qui voulurent étudier le problème des caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.

Deux prétentions se trouvèrent en présence et s'affirmèrent, soit dans les rapports parlementaires, soit dans les notes des exploitants, soit enfin dans les débats de la Chambre des députés et du Sénat.

Dès le 30 novembre 1882, la proposition Waldeck-Rousseau demande une législation « spéciale, parce que « certaines mesures parfaitement justifiées par la législation qui régit les mines ne sauraient trouver place « que dans une loi particulière », puis elle rappelle les articles 15, 16 et 20 du décret du 3 janvier 1813, et les prescriptions de 1813 et de 1817 de créer des caisses dans l'Ourthe et à Rive-de-Gier. La proposition Chavanne de 1883 disait : « Le droit pour l'Etat d'imposer cette

« charge aux exploitants résulte de la nature même de
« la propriété minière, du monopole de la concession et
« du droit de modifier les monopoles. »

Les exploitants des mines, à qui ces propositions avaient été soumises, avaient protesté. Déjà, à propos du projet de loi organisant la surveillance ouvrière des mines par des délégués mineurs, ils avaient fait entendre leurs protestations contre l'intervention législative, en alléguant que la propriété des mines était identique aux autres propriétés.

Le rapporteur Mazon de 1885 écrivait : « En raison
« de la nature spéciale des mines, qui résulte des con-
« cessions gratuites faites par l'Etat, celui-ci conserve
« sur cette propriété, au point de vue des rapports des
« ouvriers et des patrons, comme au point de vue
« technique, un droit de surveillance et d'intervention. »

Le rapport Audiffred de 1887 ne tenant pas compte des notes des exploitants et de leurs dépositions devant la commission, le 23 mars 1886, reprenait, en le développant, le thème du précédent rapport. « L'industrie
« des mines n'est pas une industrie libre ; ce n'est pas
« l'exploitant concessionnaire qui détermine dans quelles
« conditions les ouvriers travailleront, quelles garanties
« de capacité ils doivent présenter, mais c'est l'Etat.
« Aussi l'Etat conserve-t-il sur l'industrie minérale des
« droits qui l'autorisent à intervenir dans certains actes
« de leur gestion et de leur administration. Le fonde-
« ment de ce droit se trouve dans les articles 47, 48, 49
« et 50 de la loi sur les mines du 21 avril 1810, dans les
« articles 25, 26, 29 du décret du 3 janvier 1813 et sur-

« tout dans l'article 15 de ce même décret. Et voici la
« conséquence : en édictant ces règles, le gouvernement
« impérial n'a pas épuisé son droit. Il n'est pas lié par
« les premières prescriptions, il peut aller au-delà et en
« deçà. Mais il doit se mettre d'accord avec les nouvelles
« mœurs. Or, les idées sur les rapports des patrons et
« des ouvriers, sur la nécessité d'institutions de pré-
« voyance se sont modifiées. L'Etat qui en 1813 prescrit
« des mesures d'assistance et de prévoyance que com-
« portaient les conceptions sociales de l'époque, a con-
« servé intact le droit de prescrire les mesures complé-
« mentaires destinées à améliorer la condition matérielle
« des ouvriers. L'usage limité qu'il a fait de ce droit ne
« l'a pas anéanti ; il subsiste encore entre ses mains. Si
« le pouvoir exécutif peut intervenir, à plus forte raison
« l'intervention législative peut se produire ».

La Chambre des députés saisie du projet de la commission n'en accepta pas la base, mais elle en vota les articles. Aux deux lectures de 1888 et 1889, des députés repoussèrent les allégations du rapport et du rapporteur. Le 22 mars 1888, M. Thellier de Poncheville s'exprime ainsi : « On a dit que l'industrie minière n'était pas dans
« la même situation que les autres industries ; qu'elle
« n'était pas libre, qu'elle ne reposait pas sur la pro-
« priété ordinaire, mais sur des concessions de l'Etat.
« Eh bien ! non, le concessionnaire de mines en a la
« propriété perpétuelle et semblable à toutes les autres
« propriétés. Au point de vue de l'exploitation, l'Etat
« s'est réservé avec raison le droit de surveillance et la
« loi de 1810 a détaillé les circonstances dans lesquelles

« ce droit pourrait s'exercer pour la sécurité des ouvriers. » Le décret de 1823 indique les précautions à prendre pour protéger leur santé et leur vie.

Mais on n'en peut tirer cette conclusion que ce n'est pas une industrie ordinaire ; que le législateur de 1810 s'est réservé le droit d'intervenir pour régler, par exemple, la qualité des secours à accorder aux familles des victimes en cas d'accidents, pour organiser les retraites et même pour imposer des retenues sur salaires à l'ouvrier qui lui n'est pas un concessionnaire, mais qui contracte avec l'exploitant des mines comme avec tout autre industriel.

En seconde lecture, MM. Ricard et Jacques Piou se livrèrent aux mêmes considérations. M. Ricard, tira d'un fait, la conclusion très juste que l'Etat ne tient pas de la loi de 1810 son droit d'intervention. Il rappela qu'en Belgique, la jurisprudence avait partagé cette manière de voir. En 1857 l'Etat belge introduisit ceci dans un cahier des charges rédigé à l'instar de ceux de 1840 : « Le concessionnaire sera tenu de prendre part à la caisse de prévoyance établie à Mons ». La concession fut faite. L'exploitation commença, puis au bout d'un certain temps le concessionnaire déclara qu'il refusait sa participation. Grand émoi, et procès de l'administration. Comme en Belgique il n'y a pas de tribunaux administratifs, la juridiction civile fut saisie. Le tribunal civil et la cour de Bruxelles par un arrêt du 5 février 1857 annulèrent la charge contenue dans l'acte de concession, par les motifs suivants : « Attendu qu'il est évident que l'imposition forcée de s'affilier à une caisse de prévoyance et

aux charges réglementées par elles, ne rentre, ni par sa nature, ni par son objet direct, dans aucune des catégories de redevances établies par la loi, ni dans aucune des nécessités qui y sont prévues pour le régime des mines, la surveillance, la sûreté publique et des ouvriers, la bonne exploitation, la solidité et la conservation des travaux, celle des habitations de la surface ».

D'autre part, dans la même séance du 5 juillet 1889, M. Piou disait : « La commission prétend qu'elle n'a fait
« qu'appliquer une disposition de la législation spéciale ; qu'il s'agit de faire, à une catégorie spéciale
« d'ouvriers, l'application d'un droit spécial. C'est
« inexact. La législation des mines ne renferme aucune disposition qui permette à l'Etat d'imposer la
« prévoyance aux ouvriers, et d'en répartir les charges
« entre eux, les exploitants et les propriétaires du sol.
« Il n'y a rien de pareil dans les articles 49 et 50 de la
« loi de 1810. L'Etat tient de cette loi, uniquement, le
« droit de veiller à la sécurité matérielle des ouvriers
« pendant le cours des travaux, Le sens de l'article 50 est
« clair ; les travaux souterrains présentant des dangers
« exceptionnels, l'Etat gardien de la sécurité publique,
« doit veiller à la sécurité matérielle des ouvriers et
« l'assurer par des mesures propres à conjurer les dangers de l'exploitation. Le décret de 1813 applique la
« règle de l'article 50 de la loi de 1810 en imposant aux
« propriétaires de mines l'obligation d'attacher à leur
« exploitation un chirurgien et une boîte de secours. Il
« veut que les ouvriers victimes d'accidents survenus
« pendant l'exécution des travaux puissent recevoir des
« secours immédiats ».

Le rapporteur M. Audiffred répondit que le droit de la Chambre était entier, car on n'était pas devant un tribunal pour discuter des textes, mais on discutait pour faire des lois. En matière de mines, de tous temps, le législateur a considéré qu'il y avait lieu d'adopter des mesures particulières, soit pour l'exploitation, soit pour le règlement des questions de propriété, soit pour le règlement des rapports entre patrons. Le rapporteur lit des textes relatifs au régime de propriété : art. 7 loi de 1810, et articles 2 et 3 de la loi 23 octobre 1852 ; au mode d'exploitation, loi du 27 avril 1838 ; aux rapports entre patrons et ouvriers, article 15 du décret de 1813. Ces textes montrent d'une façon manifeste et constante l'ingérence de l'Etat. Si le législateur a le droit d'intervenir dans les questions de prévoyance et de réparations d'accidents, pourquoi ne pourrait-il pas intervenir lorsqu'il s'agit de maladies ou d'invalidité résultant de la vieillesse.

M. Cuvinot dans son rapport au Sénat de 1893 fait une critique très serrée de cette assertion qu'il résume ainsi : l'industrie des mines n'est pas une industrie libre ; l'Etat qui a donné la concession, peut en vertu de la loi de 1810, imposer à son gré au concessionnaire des obligations nouvelles. Le rapporteur se propose de démontrer que les arguments sur lesquels on s'est appuyé ne résistent pas à un examen attentif et que le projet voté par la Chambre le 5 juillet 1889 perdrait sa principale raison d'être si la thèse que l'on a voulu établir était fondée. Pour combattre, dit-il, les allégations présentées, il suffit de citer les textes. Puis il tire les conclusions suivantes, de cha-

que texte : d'abord les articles 5, 6, 7, 19, 22 du tit. III, et article 47, 48, 50 et titre V de la loi du 21 avril 1810. Il en résulte clairement que la loi ne réserve à l'Etat qu'un droit de police et de surveillance pour garantir la sûreté publique et la sécurité des ouvriers ; que les autres prétendus droits que l'on a voulu tirer de la loi de 1810 ne sont écrits nulle part.

On a invoqué ensuite le préambule et les titres II et III du décret du 3 janvier 1813 ; or ce décret vise exclusivement les mesures à prendre pour prévenir les accidents et pour organiser les secours d'accident. Il n'y est nullement question de secours en cas de maladie, ni d'indemnité de chômage, ni de pensions.

On cite encore le décret du 26 mai 1813 relatif à l'Ourthe ; mais ce décret ne renferme aucune obligation ; il a pour unique but d'autoriser la formation d'une société de secours mutuels, de l'encourager par des allocations du Trésor et de lui permettre de recevoir les subventions volontairement souscrites par les exploitants.

Enfin l'ordonnance du 25 juin 1817 dont on parle ne prouve rien, car il s'agit d'une institution purement facultative, et le gouvernement ne se jugeait nullement armé pour imposer aux concessionnaires la moindre obligation en ce qui touche la création d'une caisse de prévoyance.

Ainsi, dit M. Cuvinot, il s'était créé, autour de ces textes, une sorte de légende : il semblait, d'après des affirmations fréquemment répétées, mais insuffisamment contrôlées, que la législation sur les mines autorisait l'Etat à imposer aux concessionnaires les obligations les plus étendues et les plus variées, que le droit d'intervention des pouvoirs

publics était sans limite. D'autre part, si l'on pousse à ses conséquences la théorie de la Chambre, rien n'autorise l'Etat à obliger les ouvriers et employés à participer, car il faudrait, pour cela, aller jusqu'à assimiler les ouvriers de l'industrie des mines à des fonctionnaires.

M. Cuvinot pose les conclusions suivantes : la loi de 1810 a fixé nettement les droits des concessionnaires, et les droits de l'Etat. Il est impossible de trouver dans les articles de cette loi, les réserves énoncées et les attributions indéfinies dont on voudrait gratifier les pouvoirs publics. Les décrets de 1813 et l'ordonnance de 1817, par leurs considérants, par leurs dispositifs vont directement à l'encontre des conclusions qu'on a essayé d'en tirer. Il suffit de les lire, de lire les décrets et ordonnances promulgués depuis pour être bien convaincu que jamais à aucune époque, il n'est entré dans la pensée du gouvernement que les prescriptions nouvelles puissent être ajoutées arbitrairement à celles que contenait en germe la loi organique, ni que l'Etat ait le droit de changer les contrats qu'il a libellé.

Au Sénat, dans la discussion qui s'ouvrit le 16 février 1893, le rapport Cuvinot donna lieu à deux importantes critiques, émanant l'une de M. Blavier, l'autre du Ministre des travaux publics, M. Viette. M. Blavier dit que le rapport démolit les motifs sur lesquels on s'appuie pour faire une loi en faveur des ouvriers mineurs, et que, de plus, sans avoir l'excuse d'une législation spéciale, on fait une loi qui exige de certains patrons un sacrifice qu'on ne demande pas aux autres patrons. Enfin si l'on acceptait comme base de la loi, la législation spéciale à la

propriété minière, on devrait supprimer du bénéfice de cette loi les carrières souterraines qui sont une propriété privée n'ayant aucun rapport avec une concession.

Le ministre des travaux publics contesta nettement les conclusions du rapporteur de 1893. Pour lui, la légitimité de l'intervention de l'Etat résulte du caractère même et de l'origine de la propriété minière. La concession d'une mine constitue une propriété. De droit commun ? Non, mais *sui generis*. Cette propriété née d'une concession de l'Etat, n'a ni l'origine, ni l'ampleur, ni la liberté de la propriété de droit commun. Si la mine était considérée comme une propriété de droit privé, on se demanderait comment l'Etat aurait pu s'approprier une richesse qui ne lui appartient pas et exercer ainsi une véritable confiscation.

Contrairement au principe qui domine la propriété, on peut ressaisir la concession d'une mine, sans recourir aux formalités de l'expropriation ; la loi de 1810 dispose que l'Etat peut prononcer le retrait de la concession lorsque l'exploitation de la mine est restreinte de manière à inquiéter les besoins du consommateur. Est-ce que nous confisquons un champ parce que son exploitation n'est pas suffisamment développée ?

Tout cela justifie une loi spéciale. Si les mines constituaient une propriété ordinaire, de droit commun en dehors de l'action et de l'autorité de l'Etat, il serait plus logique d'attendre une loi d'ensemble s'appliquant à tous les ouvriers français. Ainsi parla M. Viette.

A mon tour, je veux examiner les textes, afin de donner nettement mon opinion.

Quel est le régime de la propriété de droit commun ? Il est contenu en principe dans l'article 552 du code civil : « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Quel est le régime de la propriété des mines ? Il est contenu dans la loi du 21 avril 1810, dont les articles principaux sont très clairs, Article 5 « Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession, délibéré en Conseil d'Etat » art. 7 « Il (l'acte de concession) donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors, disponible et transmissible comme tous les autres biens, et dont on ne peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés, conformément au Code civil et au Code de procédure civile.

L'administration a un droit de surveillance sur les mines. Article 47 « les ingénieurs des mines exerceront, sous « les ordres du Ministre de l'intérieur et des préfets, une « surveillance de police pour la conservation des édifices « et la sûreté du sol ». Article 50 « Si l'exploitation com- « promet la sûreté publique, la conservation des puits, « la solidité des travaux, la sûreté des ouvriers mineurs « ou des habitations de la surface, il y sera pourvu par le « préfet, ainsi qu'il est pratiqué en matière de grande « voirie et suivant les lois ». Article 48. « Ils (les ingénieurs des mines) observeront la manière dont l'exploitation sera faite, soit pour éclairer les propriétaires sur ces inconvénients ou son amélioration, soit pour avertir l'administration des vices, abus ou dangers qui s'y trouvent ».

L'administration a même le droit de retirer la concession, dans des conditions déterminées. Article 49 de la loi du 21 avril 1810 : « si l'exploitation est restreinte ou
« suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique
« ou les besoins des consommateurs, les préfets, après
« avoir entendu les propriétaires, en rendront compte
« au Ministre de l'Intérieur, pour y être pourvu ainsi
« qu'il appartiendra ». Le droit de l'Etat de déclarer la déchéance du concessionnaire et le retrait de concession est très formellement inscrit et réglementé dans la loi du 27 avril 1838. Le retrait comporte une indemnité, il peut donner lieu à un recours contentieux au Conseil d'Etat, et il n'est exécutoire qu'à l'expiration du délai d'appel. De son côté, la jurisprudence n'a admis le retrait que lorsqu'il y a abandon absolu, complet de l'exploitation, lorsque l'enquête a prouvé que l'intention bien manifeste du concessionnaire est de ne pas remplir ses engagements.

Pour justifier l'intervention gouvernementale dans les mines, sur une question de prévoyance, on a invoqué l'édit de Henri IV (1604) ; un décret-loi du 3 janvier 1813, et deux mesures du pouvoir exécutif relatives à des caisses de secours.

L'édit de 1604 est ainsi conçu : « Etant les dites mines
« bien souvent ouvertes en lieux qui sont éloignés des
« paroisses et villages, tellement que les ouvriers qui y
« travaillent n'ont aucun exercice de leur religion, et s'ils
« tombent malades, ou leur arrive quelque accident es-
« dites mines, par ravages d'eaux, impétuosité de vent,
« ou d'autres inconvénients, esquels ceux qui y travail-

« lent sont sujets, ne peuvent être secourus, les sacre-
« ments leur être administrés ni pourvu à la sépulture
« des morts, faute de prêtres et de moyens pour les faire
« assister en telles nécessités ; Sa Majesté veut et ordonne
« pareillement, qu'en chaque mine qui sera ouverte en
« ce royaume, de quelque qualité et nature qu'elle soit,
« un trentième soit pris sur la masse entière de tout ce
« qui en proviendra de bon et de net, pour être mis ès-
« mains du trésorier et receveur général d'icelles mines,
« qui en fera un chapitre de recette à part, et seront les
« deniers employés pour l'entretienement d'un ou deux
« prêtres, selon qu'il en sera besoin, tant pour dire la
« messe à l'heure qui sera réglée, tous les dimanches et
« jours de fête sur semaine, administré les sacrements,
« que pour l'entrelèvement d'un chirurgien et achat de
« médicaments, afin que les pauvres blessés soient
« secourus gratuitement et par cet exemple de charité,
« les autres encouragés au travail des dites mines ; de
« laquelle dépense l'état sera fait et arrêté par ledit
« grand maître et superintendant des dites mines et
« minières ou son lieutenant général en son absence,
« tout ainsi que des autres dépenses, selon l'ordre con-
« tenu au dit édict du mois de juin 1601 ».

Du décret loi du 3 janvier 1813, il suffit de citer les articles 15 et 16. Article 15. « Les exploitants sont tenus d'entretenir dans leurs établissements, dans la proportion du nombre des ouvriers et de l'étendue de l'exploitation, les médicaments et les moyens de secours qui leur seront indiqués par le Ministre de l'Intérieur, et de se conformer à l'instruction réglementaire qui sera

approuvée par lui à cet effet. » Article 16 : « Le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition des préfets et le rapport du directeur général des mines, indiquera celles des exploitations qui par leur importance et par le nombre des ouvriers qu'elle emploie, devront avoir et entretenir à leurs frais un chirurgien spécialement attaché au service de l'établissement... »

Le décret impérial du 26 mai 1813 porte dans son article 1^{er} : « Nous autorisons en faveur des ouvriers houilleurs du département de l'Ourthela formation d'une société de prévoyance ». Enfin, l'ordonnance de Louis XVIII du 25 juin 1817 établissant à Rive-de-Gier une caisse de prévoyance, contient la disposition suivante : Art. 3. « Tout concessionnaire ou exploitant... tout ouvrier employé aux travaux des mines est admis à concourir à former le revenu de la caisse et pourra, en conséquence, participer à son administration ».

Après l'examen de ces textes, déciderons-nous que l'industrie des mines n'est pas libre, ou que la propriété d'une mine est une propriété semblable aux autres propriétés. Tel est le problème qu'il faut résoudre pour connaître la base de l'intervention de l'Etat.

Pourquoi la propriété des mines n'est-elle pas régie par l'article 552 du Code civil ? parce que la richesse minérale est considérée comme une richesse que l'Etat a intérêt à conserver. La nation a sur les gîtes minéraux des prérogatives commandées par l'intérêt public. Aussi la loi de 1810 concilie les prérogatives de la nation qui dépossède du sous-sol le propriétaire du sol et qui le concède à un tiers, ainsi que les droits de la propriété

individuelle. La loi de 1810 établit d'une façon précise d'une part les droits de l'Etat et ceux du concessionnaire.

Les droits de l'Etat consistent dans le droit de donner la concession (art. 5), le droit d'assurer la police des mines (art. 47, 48 et 50), le droit de retirer cette même concession (art. 49 et loi du 27 avril 1838). Quant aux mesures prises par les articles 15 et 16 du décret du 3 janvier 1813, elles sont un corollaire de l'article 50 de la loi de 1810.

Mais l'Etat a-t-il le droit, conformément à ces lois et décret d'instituer dans les mines des caisses de secours et de retraites? Nous ne le croyons pas. De plus, on cite l'édit de 1604, mais outre qu'il a été abrogé par un édit de septembre 1713, il appartient à une législation minière absolument contraire à la nôtre. Quant au décret relatif à l'Ourthe et à l'ordonnance relative à Rive-de-Gier, les textes indiquent, sans qu'il puisse y avoir contestation, que l'Etat encourage seulement la création de telle ou telle institution, mais n'y contraint pas.

D'autre part, quels sont les droits du concessionnaire? Une fois attribuée à une personne ou à une compagnie, par l'acte de concession, la mine devient la propriété absolue de la personne ou de la compagnie (art. 7, l. 1810). En effet, il y a aussitôt véritablement création de travail et appropriation. De longs et dispendieux travaux à la suite de recherches aléatoires, des puits creusés, des galeries percées, l'outillage installé, l'extraction aménagée, marquent nettement l'appropriation. Le travail de l'homme incorporé aux biens, leur donne une utilité, et

leur créé une valeur. Cette propriété ne préexistait pas à la prise de possession ; elle n'a pas été l'objet d'une libéralité ou d'une vente conditionnelle de la part de l'Etat, car l'acte de concession n'a pas le caractère d'un contrat.

L'usage de la propriété, l'exploitation du gisement est libre, sauf certaines restrictions qui s'appliquent aux travaux, et qui, visant uniquement le côté technique de l'exploitation, sont de droit étroit.

Notre conclusion est celle-ci : il n'est pas exact de dire que le droit d'imposer aux exploitants des mines, l'organisation d'institutions de prévoyance, provienne de la nature particulière de la propriété des mines. Les questions de prévoyance sont relatives aux rapports sociaux des exploitants et de leurs ouvriers. L'acte de concession ne donne pas à l'Etat le droit de régler ceux-ci.

Ce droit repose sur une autre base.

II. — Intervention de l'Etat.

Les partisans résolus du système suivant lequel l'Etat a un droit supérieur sur la propriété minière, à raison de prescriptions légales, ne se sont pas toujours contentés de formuler ce seul système. Ainsi, le rapport Mazon de 1885 s'appuie également sur la loi du 19 mai 1874, réglementant le travail des enfants dans les manufactures et sur la loi du 28 mars 1882 instituant l'instruction primaire obligatoire. Le rapport Audiffred est encore plus explicite. « Si l'on peut contester l'utilité

« de l'obligation, ses avantages, la possibilité de la réa-
« liser pratiquement pour toutes les industries, on ne
« saurait sérieusement nier le droit de l'Etat de l'impo-
« ser lorsqu'elle lui paraît avantageuse et facilement réa-
« lisable. Sans quoi, il faudrait nier le pouvoir de la
« nation d'imposer à ses membres des obligations dans
« l'intérêt public ; lui refuser le droit d'attacher aux
« actes de la vie privée une sanction légale lorsqu'elle
« juge leur exécution utile à l'ensemble de ses membres.
« Tout le droit civil et pénal disparaîtrait avec une sem-
« blable théorie.

« Les progrès réalisés dans l'ordre politique et social,
« entraînent avec eux des conséquences corrélatives.
« D'une part, des droits nouveaux pour les individus,
« des libertés, des facilités plus grandes ; de l'autre des
« devoirs nouveaux imposés par des lois positives ».

Et il énumère la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation ; la loi du 19 mai 1874, la loi du 23 septembre 1874 sur la protection du premier âge. Il conclut que si l'Etat croit faire œuvre utile à la nation, en décrétant l'assurance obligatoire, on ne peut combattre cette innovation par cet argument qu'il n'est pas permis de faire une loi sur cette matière.

Même dans la discussion, particulière à la loi de 1810 et au décret de 1813 on sent que le rapporteur est dominé par cette idée d'intervention.

A la Chambre, cette même doctrine d'intervention fût affirmée avec éclat par MM. de Mun, Freppel et Jacques Pion. C'est dans la discussion générale qui s'ouvrit le 22 mars 1888 que M. Freppel déclare que l'obligation éta-

blie par le projet de la commission est conforme à la justice et à l'équité. C'est avec une grande joie que nous reproduisons les termes de sa démonstration. « C'est en
« vain qu'on présenterait l'épargne forcée, l'épargne im-
« posée malgré lui au travailleur comme une atteinte uni-
« que à sa liberté. L'ouvrier paresseux et imprévoyant est
« fatalement condamné à tomber un jour à la charge de
« l'assistance publique, et le législateur a le droit de
« prendre des mesures préventives pour que la faute
« d'un seul ne retombe pas sur la société tout entière....
« Pour les chefs d'industrie, ils ont à remplir des devoirs
« de paternité sociale. Ils doivent aide et assistance à
« leurs ouvriers quand la maladie les frappe, quand la
« vieillesse les atteint. C'est là une obligation morale,
« incontestable, non pas seulement de charité, mais de
« justice, que nous transformerions volontiers en lien
« juridique, ne sachant pas d'autre moyen de la rendre
« effective. Suivant nous, en effet, l'assurance à ces cais-
« ses doit être obligatoire et si leur création est reconnue
« nécessaire, il serait puéril de dire qu'elle doit être
« purement spontanée et facultative. Il faut compter
« avec l'indifférence des uns, l'hostilité des autres et
« l'inertie du plus grand nombre ; et quand les intéressés
« en raison même de l'état de désorganisation où nous
« sommes ne peuvent ou ne veulent pas s'y prêter, le
« pouvoir qui provoque, même par une contrainte légale,
« la fondation de ces établissements d'utilité sociale,
« prend en définitive une mesure de police fort simple,
« très légitime, rentrant dans le devoir général qui lui
« incombe de procurer la paix et la prospérité publi-

« que. » Il ne s'agit pas de substituer l'Etat aux initiatives privées, de solliciter un appui ou un concours pécuniaire qui aboutiraient à une absorption finale, mais de lui permettre d'accomplir sa fonction sociale qui serait incomplètement remplie si par sa négligence ou son imprévoyance des milliers de citoyens restaient livrés sans protection suffisante à toutes les vicissitudes d'une existence précaire ».

Le 26 mai 1888, M. de Mun reprenait le même plaidoyer, dans un éloquent langage.

Le 5 juillet 1889, M. Piou disait qu'une grave innovation dans la législation économique du pays ne pouvait pas pénétrer grâce à un malentendu, puis furtivement et enfin inconsciemment.

Dans son rapport au Sénat en 1893, M. Cuvinot qui repoussait si nettement les déductions qu'on voulait tirer de la législation minière, posait avec la même netteté les devoirs et les droits d'intervention de l'Etat. Les pouvoirs publics doivent s'appliquer à faire pénétrer dans les relations du capital et du travail les notions et les règles de la justice. Ils ne sauraient demeurer indifférents quand il s'agit d'assurer le progrès des institutions de prévoyance : ils doivent prévenir les conflits, diminuer la misère et intéresser tous les citoyens au maintien de la paix sociale. Ces considérations étaient très vivement appuyées et par M. Viette et par M. de Marcère. Mais M. Cuvinot n'avait pas poussé le principe d'intervention jusqu'à sa conséquence : l'obligation pour l'ouvrier de participer à une caisse. L'article 3 du projet qu'il soumettait au Sénat permettait à l'ouvrier de s'exo-

nérer du versement prescrit, et cela, par une simple déclaration devant le maire de la commune. Les raisons qu'il donnait, étaient les suivantes : nous voulons laisser entière la liberté individuelle ; il ne faut pas habituer les ouvriers à solliciter, en toutes circonstances, l'autorité des pouvoirs publics ; il faut assurer le progrès social par le « plein épanouissement des énergies individuelles. » Si l'épargne de l'ouvrier doit être un élément de moralisation, comme l'épargne obligatoire produira-t-elle cet effet, puisqu'elle lui enlève toute préoccupation d'économie ?

M. Maxime Lecomte fit remarquer que les monarchies voisines, l'Allemagne et l'Autriche ont appliqué l'obligation ; qu'en France, l'acquiescement à l'obligation des intéressés est révélé par les enquêtes parlementaires, mais surtout que subordonner l'application de la loi, à la volonté de l'une quelconque des parties, c'est rendre cette loi inefficace, c'est abandonner au hasard le sort de la réforme qu'on s'est proposé d'accomplir.

CONCLUSION

Oui, la vraie base de la loi de 1894, c'est le droit d'intervention de l'Etat avec sa conséquence logique, l'obligation pour les patrons et pour les ouvriers. Si la loi ne reposait que sur la législation spéciale des mines, elle serait injuste pour tous les travailleurs qui ne sont pas employés dans l'industrie minérale : ce serait une loi de privilège. Nous voulons espérer, au contraire, qu'elle est surtout, comme on l'a dit, un « coup de sonde » porté dans une industrie où l'expérimentation était facile. Nous le croyons d'autant mieux que le Parlement vient d'être saisi du projet Guieysse sur les retraites ouvrières où l'on retrouve tous les principes qui font de la loi de 1894, une loi juste et humaine.

Il nous est impossible de conclure, sans avoir examiné d'abord quelle est la véritable base du droit d'intervention, des pouvoirs publics, et ensuite les raisons qui militent en faveur de l'obligation de l'assurance-maladie et vieillesse.

De la base du droit d'intervention. — Depuis le commencement de ce siècle, l'Etat s'est transformé au double point de vue économique et politique. Le développement

de la grande industrie, l'emploi de la machine ont créé une classe d'hommes exposés à tous les risques, et mal défendus contre les atteintes de la maladie, le hasard des accidents et les mauvais jours de la vieillesse. D'autre part l'introduction du suffrage universel est venue donner à l'Etat moderne une large base démocratique. Il était tout naturel que les travailleurs en possession du droit de vote, se servent de leur puissance politique pour fonder leur liberté économique. Ils y ont été aidés très largement, quant à leur liberté morale, par le développement des institutions républicaines et la création de l'instruction primaire obligatoire. Chaque jour, ils s'efforcent de conquérir la liberté matérielle, de remporter la victoire sur les ennemis qui les assaillent, je veux dire l'accident, la maladie et la vieillesse.

Ainsi se crée par étapes, la législation protectrice du travail. L'Etat, protecteur du faible, intervient au nom de la justice.

Mais, dira-t-on, l'intervention de l'Etat nuit à la liberté des contrats que passent entre eux l'ouvrier et le patron. Nous répondrons qu'il y a là un véritable abus du mot de liberté. L'ouvrier ne passe pas un contrat en toute liberté, quand la faim ou les souffrances de sa famille le pressent. L'ouvrier ne peut pas facilement changer de lieu de travail, ni de métier. Chaque fois qu'au nom de cette prétendue liberté, un contrat injuste est passé, il est du devoir de l'Etat, d'intervenir pour faire respecter la justice et la liberté, qui sont inséparables.

De l'assurance obligatoire. — Dans la question de l'assu-

rance, l'Etat a deux moyens d'exercer son droit d'intervention : l'encouragement et l'obligation.

Il a maintes fois pratiqué l'encouragement. Ainsi les subventions que l'Etat accorde aux sociétés de secours mutuels, en sont une des formes. Surtout, en matière de secours et de retraites des mineurs, on a vu l'Etat intervenir. Le décret de 1813 autorisant le département de l'Ourthe, à créer des caisses; l'ordonnance de 1817 engageant les concessionnaires de Rive-de-Gier à organiser l'assurance, témoignent que l'Etat même à cette époque où la démocratie n'avait pas la parole, se faisait une idée précise de ses devoirs.

Mais c'est par l'obligation qu'il exerce véritablement son droit bienfaisant. En théorie générale, les discussions soulevées contre l'obligation ou en sa faveur sont stériles. Appliquées à un point déterminé, à un problème dont tous les éléments sont connus, elles sont fatalement favorables à l'obligation.

Ce ne sont pas les objections qui lui ont été ménagées, lorsqu'on a dû faire pénétrer cette obligation dans l'organisation de la prévoyance minière. Sans doute, les débats parlementaires, ont écarté par une espèce de convention tacite l'examen de ces objections. Cependant les concessionnaires de mines, dont nous avons indiqué l'attitude, et de nombreux économistes n'ont pas manqué de nous le rappeler.

On peut les diviser en deux groupes : les unes pour l'ouvrier et les autres pour le patron, les unes et les autres renfermées dans ce mot : « Vous violez la liberté ».

Et tout d'abord, selon certains économistes, nous violons la liberté de l'ouvrier. Celui-ci voudrait qu'il ne dépendit d'aucune force extérieure à lui, de s'assurer contre la maladie et contre la vieillesse ; il voudrait épargner librement. Et l'on ajoute que l'épargne est une vertu d'un prix inestimable, parce qu'elle impose à l'homme le devoir de sacrifice.

Quant aux patrons, les obliger à assurer leurs ouvriers, c'est détruire le patronage.

La première objection contient une part de vérité. Certes, l'épargne est une vertu. Mais, en quoi la prévoyance de l'ouvrier sera-t-elle moins active et moins précieuse, parce que la loi l'imposera ? Ne faudra-t-il pas que l'ouvrier sacrifie un peu des joies du présent pour s'assurer le repos de l'avenir ? Et puis, on ne semble pas prévoir les conséquences de l'imprévoyance. Tout homme, surtout dans la classe ouvrière, qui n'a pas de ressources aux mauvais jours d'une maladie, tombe à la charge de l'assistance publique ou privée. Or, l'assistance publique vit des fonds budgétaires de l'Etat.

La charge de l'imprévoyance d'un citoyen d'un Etat retombe sur chacun des autres. Est-ce que l'Etat ne doit pas s'affranchir de cette charge ? Si, au contraire, l'assistance privée recueille ce malade, celui-ci n'impose de dépense qu'à celui qui veut secourir l'infortuné. Et comment, précisément les philanthropes qui pratiquent le secours du prochain, n'aimeraient-ils pas mieux que soit organisée l'assurance, au lieu que soit perpétuée l'assistance. L'humiliation qu'éprouvent des âmes fières, à tendre la main vaut-elle mieux que l'obligation d'assurance imposée par l'Etat ?

Enfin, en nous restreignant aux ouvriers mineurs, quelle différence y a-t-il entre l'obligation de participer à la caisse, qui est une condition du contrat de louage, et l'obligation imposée par l'Etat? Nous n'en voyons pas.

La seconde objection, formulée contre l'obligation, et d'après laquelle la loi du 29 juin 1894 détruit le patronage, est fondée. Mais cette destruction ne nous attriste pas.

Nous n'ignorons pas — puisque nous avons examiné les statistiques — quels sacrifices les exploitants ont librement consenti, pour fonder les institutions patronales. Nous n'oublions pas cependant que sauf quelques rares caisses, depuis 1884, époque où parut le rapport Keller, jusqu'à 1894, époque où fut votée la loi, les exploitants ont laissé subsister les vices de leurs caisses de prévoyance. Il faut que le patronat en prenne son parti : l'ouvrier préférera toujours organiser une institution sur laquelle il aura un contrôle. Sa participation à l'administration des caisses ; la pression qu'il tend à exercer par les syndicats, sur l'opinion publique et sur le Parlement, en font pour ainsi dire le maître des institutions de prévoyance. Qu'il développe ses qualités d'administrateur et puis qu'il crée par lui-même des organismes nouveaux qui soient pour lui. Il ne pourra créer un organisme nouveau sans modifier ou détruire un organisme ancien, tel que l'institution patronale.

Résumons-nous. Le droit d'intervention de l'Etat et l'assurance obligatoire sont des principes féconds qui contiennent en germe l'amélioration merveilleuse du tra-

vailleur. La loi du 29 juin 1894 qui les applique à l'industrie et à l'ouvrier des mines, est digne d'étude : c'est une loi de justice et de progrès.

Vu : le Président de la thèse,

JAY.

Vu par le Doyen,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
L'industrie minière	1
Chiffres statistiques	4
L'ouvrier mineur	6

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Situation des caisses de secours et de retraites	
avant 1894	13
Description historique et théorique de chacune des caisses et statistiques.	13
<i>Caisses du bassin du Nord.</i>	13
Anzin	14
Aniche	24
Douchy	27
<i>Caisses du bassin du Pas-de-Calais</i>	27
Lens	28
Courrières.	30
Liévin	33
<i>Caisses du bassin de Saône-et-Loire</i>	35
Blanzv.	35
Creusot	42
<i>Caisses du bassin de la Loire</i>	43
<i>Caisses du Gard</i>	53

CHAPITRE II. — Statistiques des caisses en 1884 et en 1892 .	70
Tableau général de l'industrie minière en 1884.	70
Examen statistique des caisses en 1884 et en 1882.	71
CHAPITRE III. — Caisses de secours et de retraites à l'étranger.	77
Allemagne. — <i>Première partie.</i> — Notions préliminaires. .	77
Les lois d'assurance allemande dans leurs rapports avec l'in-	
dustric minière	80
<i>Deuxième partie.</i> — Les caisses de secours et de retraites des	
mineurs	92
I. Organisation des caisses. — Ressources des Knapps-	
chaften.	95
Dépenses	98
II. Administration	111
Autriche. — Législation des caisses	116
Examen théorique : Recettes	117
Dépenses.	118
Administration	120
Belgique. — <i>Première partie.</i> Notions préliminaires. . . .	124
L'industrie minière belge.	124
Situation du mineur	127
<i>Deuxième partie.</i> — Les caisses de secours et de retraites des	
mineurs	128
Législation minière	128
Législation des caisses et historique	128
Examen théorique des caisses	132
Statistique de 1896.	137

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Préparation. — Vote et commentaire de la loi	
du 29 juin 1894	141
<i>Critique de l'organisation des caisses antérieures à 1894.</i> . .	141
Ressources des caisses.	142
Dépenses	143
Clause de déchéance	147
Administration	149

<i>L'agitation ouvrière contre le régime des caisses</i>	150
<i>L'attitude des concessionnaires</i>	163
<i>Elaboration parlementaire de la loi</i>	164
Examen des idées contenues dans les rapports et les débats parlementaires de 1879 à 1887	167
I. Etendue des caisses. Leur division	168
II. Administration	173
III. Nature des recettes et taux des retenues	184
IV. Nature, quotité des allocations	192
Conditions d'admission à la retraite	192
Liquidation	198
CHAPITRE II. — Application de la loi	208
<i>Statistiques des caisses de secours en 1896, 1897, 1898. Dé-</i> <i>penses</i>	208
Recettes	222
<i>Résumé de la situation financière</i>	224
<i>Statistiques de quelques bassins houillers en 1898. Fonctionnement</i> <i>de leurs caisses.</i>	225
CHAPITRE III. — Conclusions	235
<i>Caractéristique de la loi de 1894. De l'indépendance ouvrière.</i> De l'organisation de l'assurance obligatoire	235
<i>Régime de la propriété minière.</i>	237
<i>De l'intervention de l'Etat</i>	251
<i>Conclusion</i>	257

